

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

André REVILLON

LICENCIÉ EN DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

Le Repos hebdomadaire

(Loi du 13 juillet 1906)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

MACON

HENRI ROMAND, IMPRIMEUR

1908

LE
REPOS HEBDOMADAIRE

HENRI ROMAND, IMPRIMEUR, MACON.

A MES PARENTS

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

André REVILLON

LICENCIÉ EN DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

Le Repos hebdomadaire

(Loi du 13 juillet 1906)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES



MACON

HENRI ROMAND, IMPRIMEUR

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- André LIESSE, *Le Travail*, 1 vol.
- LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*, 2 vol.
- HUBERT-VALLEROUX, *Histoire des corporations d'Arts et Métiers*, 1 vol.
- L. ARMBRUSTER, *Le Repos hebdomadaire*, Paris, 1907.
- Paul ENGELMANN, *Le repos du dimanche dans l'industrie*, Paris, 1899 (Thèse).
- Raoul d'HARCOURT, *Le Repos hebdomadaire en France*, Rennes, 1905 (Thèse).
- Martin NADAUD, *Histoire des classes ouvrières en Angleterre*, 1 vol.
- Thorold ROGERS, *Histoire du travail et des salaires en Angleterre*.
- H. Descos du COLOMBIER, *Le Repos hebdomadaire dans la législation belge* (Thèse).
- Max WIRTH, *Les lois du travail au XIX^e siècle*.
- Horace SEBASTIANI, *La question du repos hebdomadaire dans l'industrie*, Paris, 1904 (Thèse).
- J. LEFORT, *Du repos hebdomadaire au point de vue de la morale, de la culture intellectuelle et du progrès de l'industrie*, Paris, 1874.
- BAUDRILLART, *De l'utilité du repos hebdomadaire pour les enfants et les adultes au triple point de vue de la morale, de la culture intellectuelle et du progrès de l'industrie*. Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, mars 1873.
- H. COSTE, *De la réglementation légale de la durée du travail*, Aix, 1905 (thèse).
- RAZOUS, *De la réglementation du travail dans l'industrie*.
- De la GRASSERIE, *Études juridiques*.
- M. SAUZET, *Essai historique sur la législation industrielle en France*.
- L. AUCOC, *Des limites de l'intervention de l'État dans la question*

ouvrière (Observations présentées à l'Académie des sciences morales et politiques).

JAY, *Études sur la question ouvrière en Suisse*.

César CAIRE, *La législation sur le travail des femmes et des enfants*.

H. BEZANÇON, *La protection légale des employés de commerce*.

DECLÈRIS (père et fils), *De l'utilité du repos hebdomadaire fixé au dimanche*.

BOISTEL, *Manuel pratique pour l'application de la loi sur le repos hebdomadaire*.

GARRAUD, *Précis de droit criminel*.

Albert SCHATZ, *L'individualisme économique et social*.

COLSON, *Traité*, Tome VI.

F. DUBIEF, *A travers la législation du travail*.

MILLERAND, *Le socialisme réformiste en France*.

Herbert SPENCER, *L'individu contre l'État*.

J. SAGNIER, *De la réglementation du travail en Belgique*.

Économiste français, années 1906 et 1907.

Bulletin de l'inspection du travail, années 1893 à 1907.

Les lois nouvelles, année 1907.

Journal officiel, années 1891 à 1907.

Annuaire des législations étrangères, années 1886 et suivantes.

Gazette du Palais et Moniteur judiciaire, années 1891 et 1898 à 1907.

Dalloz, années 1893 à 1907.

Le Droit, années 1894 à 1907.

Revue critique, année 1907.

Le Monde économique, année 1907.

Compte rendu du Congrès du repos du dimanche, tenu à Bruxelles, les 7, 8 et 9 juillet 1897.

Compte rendu du Congrès du repos du dimanche dans l'industrie du bâtiment, Paris, 11, 12 et 13 décembre 1902.

Compte rendu du Congrès du repos du dimanche, tenu à Paris en 1889.

INTRODUCTION

Quelles que soient leurs idées politiques, il n'est guère de Français à l'heure actuelle qui ne s'intéressent aux questions de législation ouvrière. Ces questions, en effet, sont passionnantes pour tous, car elles touchent à la vie et à l'avenir même du pays.

Les uns sont partisans de l'intervention à outrance du législateur dans les rapports d'industriels à ouvriers, de commerçants à employés ; les autres, au contraire, blâment cette intervention, déclarent qu'elle mécontente souvent les uns et les autres, et que d'une loi qui semble parfaite, d'une loi qui semble avoir tout prévu, il ne découle souvent que conflits, cessation de travail, retard dans la production et appauvrissement du patron et des ouvriers au détriment de la concurrence étrangère.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, en France, dans tous les milieux, chez l'ouvrier comme chez le bourgeois, à la ville, à la campagne, dans les cafés, dans les salons, on cause, on discute syndicats, droit à la grève, réglementation du travail, etc. Les revues qui traitent ces sujets sont nombreuses ; de tous côtés, des confé-

renciers les développent devant les auditoires les plus variés, les tribunaux, à chaque instant, ont à trancher des différends s'y rattachant, et dans les Universités, les professeurs sont obligés de faire une part beaucoup plus grande qu'autrefois à l'étude de cette section du droit.

En constatant l'essor de notre législation ouvrière, nous avons été tentés d'étudier plus profondément une des lois s'y rattachant, la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, d'en examiner les conséquences, les avantages et les inconvénients, et enfin de prendre place parmi ses partisans ou ses adversaires.

C'est au nombre de ces derniers que nous nous rangeons. Nous n'admettons pas, en effet, l'intervention du législateur dans de semblables questions, bien que nous ne soyons pas opposé au principe du repos hebdomadaire.

Au contraire, selon nous, le repos hebdomadaire est nécessaire à la santé morale et physique de l'ouvrier, et nous blâmons hautement les patrons qui abusent du travail de ceux que la naissance bien souvent, et non le mérite, a placés sous leur dépendance, sous leurs ordres.

Heureusement, de tels patrons sont rares, et la plupart s'efforcent de protéger et de ménager leurs ouvriers. Avant la loi de 1906, la grande majorité leur avait accordé, sinon le repos hebdomadaire, du

moins un repos équivalent. Il était donc inutile de faire une loi imposant un jour de repos par semaine. Il n'y avait qu'à laisser s'accroître le mouvement déjà fortement dessiné, il n'y avait qu'à laisser faire.

Nous nous efforcerons de démontrer au cours de cet ouvrage que c'eût été là la manière la plus pratique, la plus sûre de procéder, celle qui, certainement, aurait le mieux respecté les intérêts du commerce et de l'industrie.

Le Repos hebdomadaire

CHAPITRE I

LE REPOS HEBDOMADAIRE AVANT LA LOI DU 13 JUILLET 1906

Avant d'aborder l'étude de la loi du 13 juillet 1906, il nous a paru utile de consacrer un chapitre à l'histoire de notre question, et un autre à un exposé succinct de l'état des législations étrangères sur ce point. Il est intéressant, croyons-nous, de connaître la conception qu'avaient nos ancêtres du repos hebdomadaire et de savoir comment nos voisins, à l'heure actuelle, le comprennent et l'appliquent chez eux.

Nous diviserons l'étude de notre premier chapitre en trois sections, correspondant chacune à une période de temps où l'institution du repos hebdomadaire a eu en France un caractère différent.

La première période va de l'ordonnance de Childerbert à la Révolution française (552-1789); la deuxième

de la Révolution française à la promulgation de la loi du 12 juillet 1880 (1789-1880); la troisième du 12 juillet 1880 au 6 avril 1900, date du dépôt de la proposition Zévaès (1880-1900).

Pendant la première période, le jour de repos obligatoire est toujours le dimanche, et le caractère de l'institution est exclusivement confessionnel. Si l'artisan est obligé de se reposer le dimanche, c'est parce qu'il doit suivre les préceptes de l'Église; c'est parce qu'il doit sanctifier le « jour du Seigneur ». Aucune préoccupation de bien-être matériel n'entre en ligne de compte dans les mobiles qui font rendre aux Rois des ordonnances sur ce point, et cela même au XVIII^e.

Dans la seconde période, qui va de 1789 à 1880, le but confessionnel existe toujours, apparaissant tantôt au premier plan, tantôt, et avec une tendance de plus en plus marquée à y rester, au second plan. Les législateurs de cette époque sont la plupart du temps des catholiques, mais ils sont libéraux, et comprennent que le développement de l'industrie, le nombre toujours grandissant des ouvriers, exige que l'on s'occupe de la protection des travailleurs pour eux-mêmes et en dehors de toute préoccupation religieuse. Toutefois ils se consacrent surtout à la protection de l'enfant. L'adulte a la liberté de travailler à sa guise, et l'obliger à un jour de repos eût apparu comme une restriction de la liberté individuelle.

La loi du 12 juillet 1880 marque le début de notre

troisième période. Toute idée religieuse disparaît désormais, et par esprit de réaction, la commission chargée d'examiner le projet gouvernemental en 1886 affectera de laisser l'ouvrier libre de choisir le jour du repos qui lui plaira. Lui imposer le dimanche serait aller contre la liberté de conscience. Désormais les lois qui interviendront pour traiter du repos hebdomadaire obligatoire ne seront faites que par des législateurs ayant souci uniquement de la protection et du bien-être matériel et moral de l'ouvrier ; ou du moins ils l'affirmeront.

SECTION I. — DE L'ÉDIT DE CHILDEBERT A LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE (552-1789).

Après l'invasion des Barbares, les corporations romaines d'artisans avaient disparu, et pendant trois siècles, les différents peuples qui habitaient la Gaule vécurent beaucoup plus des produits de la guerre et de rapines que de leur travail.

Après les essais infructueux de Childebert en 552 et de Pépin le Bref en 744, Charlemagne tenta de réorganiser les corporations et de protéger l'artisan contre les grands qui le maltrahient et contre les patrons qui le surchargeaient de travail, et il ordonna que l'ouvrier se reposât le dimanche pour observer

les règles de l'Église méconnues par les clercs et les prêtres eux-mêmes. Les capitulaires en font foi :

« Le temps de travail durait tout le jour, mais dès que le soleil était couché, il fallait fermer ateliers et boutiques. Le marchand n'avait pas le droit de continuer son commerce à la lumière ; seuls les aubergistes pouvaient tenir leur maison ouverte à toute heure de la nuit. Les dimanches et jours de grandes fêtes religieuses, le chômage était obligatoire, les labeurs de la campagne cessaient comme ceux de la ville ; les femmes ne pouvaient pas même laver leur linge ni faire de la tapisserie. Celui qui contrevenait à ces règlements de travail était puni d'une amende de quinze sous, s'il était Franc, de sept sous et demi, s'il était Romain ; pour les serfs, elle était réduite à trois sous ¹. »

Charlemagne mort, son immense empire se divisa entre ses fils. Pendant quelque temps l'œuvre survécut à l'ouvrier, mais bientôt elle s'effondra elle-même par suite de l'incapacité des nouveaux rois, au milieu des guerres civiles et des invasions..., et tout ce que Charlemagne avait ordonné fut bientôt lettre morte.

Au moyen âge, l'Église est une puissance aussi forte que la Royauté et que la Féodalité. C'est elle qui impose aux corporations le repos du dimanche. L'artisan, l'apprenti échappent ce jour-là à la puissance de

1. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant 1789*.

leurs patrons qui bien souvent mettaient en pratique à leur égard la fameuse maxime : « Plus argent et plus service peut le maître prendre, qu'il se peut. » — Le dimanche était respecté et le repos devait même commencer le samedi afin que l'on puisse se préparer plus complètement à la solennité du lendemain, et, « s'en aller à confesse ». Les cordonniers « doivent laisser œuvre le samedi au dernier coup de vespres en la paroisse où ils demeurent ».

Les corfiniers de fil et soie « ne peuvent ouvrir au samedi en charnage, puisque le premier coup de vespres est sonné à Notre-Dame, ni en caresme puisque complies est sonné à cel même lieu ». Les patenôtriers « doivent laisser œuvre tous les samedis et veilles de fêtes que l'on jeûne, au tierz coup de vespre qu'ils orraient sonner en la paroisse où ils demeurent ».

Le repos était obligatoire non seulement le dimanche, mais encore les jours de fêtes que *li commun de la vile foire*¹.

L'habitude était encore de chômer pour la fête du patron, pour celles des artisans, pour les baptêmes, les mariages et les enterrements, ce qui fait que les jours de repos atteignaient par an le total d'environ cent quarante.

Il est vrai que la journée de travail de huit heures en hiver s'élevait jusqu'à seize heures en été.

1. Célèbre.

Gardons-nous de regretter le temps où les jours de repos étaient si nombreux.

D'ailleurs, à cette époque déjà, les exceptions au principe n'étaient pas rares. Ainsi, les boulangers qui n'avaient pas écoulé leur marchandise le samedi au marché au gros pain, pouvaient vendre le dimanche au parvis Notre-Dame ; les pâtisseries avaient le droit de cuire les jours de fêtes ; les orfèvres pouvaient travailler les dimanches et fêtes à condition que « la corporation n'ait qu'un ouvrier, que chacun ouvre à son tour, que tout ce que gagnera l'ouvrier sera mis en la caisse de secours de la confrérie et que de l'argent de cette boiste, on donnera le jour de Pâques un dîner aux pauvres de l'Hôtel-Dieu ».

De même les chapeliers de feutre, les drapiers auront à tour de rôle une boutique ouverte ; les fourbisseurs pourront aiguiser un couteau, une épée ; les selliers réparer un harnais ; les fabricants de baril peuvent travailler librement. Les chapeliers de fleurs « ne peuvent ouvrir au dimanche de nul chapeau si ce n'est des chapeaux de roses, tant comme la saison des roses dure. Ils peuvent porter vendus leurs chapeaux en quelque lieu qu'ils voudront et à tous les jours de la semaine pour tant qu'ils trouvent place vide ¹ ».

C'est l'Église qui à cette époque ordonne et légifère sur tout ce qui touche au repos du dimanche ; aussi

1. H. Coste, *La réglementation légale de la durée du travail*.

si elle défend de travailler ce jour-là, ce n'est pas parce qu'elle prend en considération la situation de l'artisan, mais uniquement « pour ce que le dimanche est jour de repos, et doit-on ouïr le service de Nostre-Seigneur ».

L'autorité de l'Église diminua peu à peu, mais son influence resta considérable, et lorsque la Royauté eut vaincu la féodalité, les ordonnances royales qui furent rendues pour réglementer le travail s'inspirèrent toujours de l'idée de religion et de respect du jour du Seigneur.

Ainsi une ordonnance de Louis XI, de 1467, décide que « les varlets tisserands doivent laisser œuvre de tistre, sitôt que le premier coup de vespres sera sonné en quelque paroisse qu'ils ouvrent; mais ils doivent ployer et noer leurs œuvres, puisqu'ils auront laissé le tistre¹ ». Pour toutes les autres corporations, le repos commençait aussi le samedi au premier coup des vêpres pour se prolonger jusqu'au lundi à « l'heure du soleil levant ».

De nombreuses ordonnances furent rendues pendant les xvi^e et xvii^e siècles pour réglementer le travail; aucune ne supprime l'obligation pour l'ouvrier de se reposer le dimanche et jours de fêtes. Colbert, devant le développement du commerce et de l'industrie, s'efforça d'obtenir que l'Église réduisît le nombre

1. Statut des tisserands de lange de la ville de Paris.

des fêtes où le chômage était obligatoire, et il réussit à faire baisser ce nombre de cent trois à quatre-vingt-six.

Nous trouvons dans les règlements de l'époque se rapportant à l'observation du dimanche des coutumes curieuses.

Ainsi, l'ouvrier s'engageait à aller à la messe les jours de fêtes et à rentrer chez lui avant 10 heures du soir ¹.

Citons encore celle-ci, plus étrange, et qui existait à Lyon. L'ouvrier devait communier au moins huit fois l'an, et rentrer le dimanche avant 9 heures du soir en son logis.

Au début du XVIII^e siècle, quelques ouvriers tentèrent d'obtenir le droit de travailler une partie de la journée du dimanche, afin de ne pas fournir pendant la semaine des journées de 18 heures comme elles étaient obligatoires dans certaines corporations. Mais le Parlement, dans un arrêt rendu en 1724, décida que le dimanche devait être observé par tous les Français, et le pouvoir royal fit respecter les lois de l'Église.

En 1783, devant les tendances nouvelles, un nouveau règlement fut édicté, qui consacrait une fois de plus le principe du repos dominical, obligatoire pour tous. C'est le dernier acte de la Royauté en cette matière.

1. *Règlement de la manufacture de drap d'or de Saint-Maur* (Levasseur).

Nous ne pouvons mieux terminer ce rapide exposé de la situation de la classe ouvrière avant la Révolution qu'en citant ces lignes de M. de la Grasserie. Elles sont à la fois un résumé de cet exposé et une appréciation de cette situation.

« Dans l'ancien droit, écrit-il, le repos dominical était imposé, et il l'était par un lien bien plus fort que celui de la loi civile ; il y avait même exagération, car les jours fériés en dehors du dimanche étaient très nombreux. Par la force des choses l'ouvrier se trouvait protégé ; sa liberté était cependant un peu atteinte, car même s'il voulait travailler, il devait se reposer certains jours ¹. »

SECTION II. — DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A LA PROMULGATION DE LA LOI DU 12 JUILLET 1880 (1789-1880).

La Révolution abrogea avec la plupart des mesures législatives de l'ancienne Royauté, celles se rapportant au repos du dimanche. Les hommes de cette époque voyaient dans la défense de travailler à sa guise et dans l'obligation de se reposer un jour déterminé une atteinte grave au principe de cette liberté, pour laquelle

1. Raoul de la Grasserie, *Études juridiques*.

ils combattaient, pour laquelle bientôt ils allaient commettre des crimes. Aussi la loi du 24 janvier 1793, établissant le calendrier républicain, ne contient-elle pas l'obligation, pour le Français, de se reposer tous les décadis.

Le décret du 7 vendémiaire An IV fait preuve d'un esprit de réaction encore plus violent contre l'ancienne institution du repos dominical obligatoire. Il décide que le citoyen, qui aura contraint un de ses concitoyens à observer tel ou tel jour de repos, sera puni d'une amende ou d'un emprisonnement de un mois à deux ans. Mais ces mesures trop violentes furent mal accueillies, surtout dans les campagnes; aussi le législateur dut-il bientôt rétablir le repos obligatoire: c'est ce qu'il fit par la loi du 17 thermidor An VI.

Sous le Consulat et sous l'Empire, le principe du travail libre l'emporta à nouveau sur celui du repos obligatoire.

Malgré l'avis contraire de Portalis, Napoléon ne voulut jamais généraliser par un décret les mesures prises par certains préfets, dans le ressort de leur département, interdisant de travailler le dimanche. La Cour de Cassation, de son côté, rendait le 13 août 1813 un arrêt déclarant que les constitutions qui avaient proclamé la liberté des Cultes abrogeaient par là même l'arrêt du Parlement de Paris de 1724 et le règlement du 8 novembre 1783.

Dans un arrêt précédent (3 août 1809), elle avait

déjà décidé que le repos du dimanche, obligatoire pour tous les fonctionnaires, ne l'était pas pour les autres citoyens. Toutefois, Napoléon n'était pas hostile au repos dominical, mais sur ce point il voulait que liberté pleine et entière fût laissée à chacun.

La chute de Napoléon vit le retour des Bourbons,

Avec eux rentraient en France les émigrés, les intransigeants, qui englobaient dans une même haine Robespierre, Marat et M. de Buonaparte, et qui considéraient comme mauvais et mal fait tout ce qui avait été fait depuis leur départ jusqu'à leur retour.

Aussi un esprit d'absolutisme, de réaction violente, d'intransigeance maladroite est-il la caractéristique principale de presque tous les actes accomplis par le Roy ou ses ministres, lors des premières années du règne de Louis XVIII.

La charte reconnaissait la religion catholique comme religion d'État, et la loi du 18 novembre 1814 rétablit bientôt le principe du repos dominical obligatoire.

C'était la suppression du régime de liberté et le retour aux prescriptions du règlement du 8 novembre 1783, conformément à l'arrêt du Parlement de Paris de 1724. Cependant la loi autorisait quelques atteintes, au principe, en faveur de certaines catégories d'usines, entre autres des usines à feu continu, en faveur des entrepreneurs de transport, des pharmaciens, des postes et des exploitations agricoles, au moment des récoltes. Ces exceptions étaient peu nombreuses,

comme on peut le voir. La loi établissait de plus un système de peines, assez peu sévères d'ailleurs, applicables à ceux qui enfreignaient ses prescriptions. Une première contravention coûtait au coupable cinq francs d'amende; la récidive lui en valait quinze ou bien de un à cinq jours de prison. La loi de 1814 resta en vigueur d'une façon intégrale jusqu'en 1841.

On peut s'étonner que, sous Louis XVIII, les prescriptions ordonnant de respecter le repos du dimanche fussent encore maintenues avec autant de rigueur, mais même à cette époque, la France était foncièrement catholique, du moins le peuple et la moyenne bourgeoisie; la noblesse et la haute bourgeoisie faisaient montre depuis le règne de Louis XV de « fort grande impertinence en matière de religion ». L'esprit de Voltaire et de J.-J. Rousseau avait gagné les grands seigneurs, et les libertins étaient aussi des libres penseurs.

Mais le Roy et sa cour suivaient rigoureusement, en apparence, les rites et les prescriptions de la religion catholique. Or cette religion interdit de travailler le dimanche; le Roy de France, « le lieutenant de DIEU sur la terre », devait faire respecter ses ordonnances.

Les Bourbons, à leur retour, voulurent restaurer complètement la monarchie, c'est-à-dire continuer les traditions et ignorer l'interruption de 1789 à 1813; et c'est au nom de la religion que le Roy libre penseur qu'était Louis XVIII, ordonne à tous ses sujets, même protestants ou juifs, de se reposer le dimanche.

Mais à partir de 1820, l'industrie se développe avec une intensité extraordinaire; de nouveaux procédés sont découverts pour travailler avec plus de profit les matières premières; les machines à vapeur se multiplient; les rapports commerciaux s'établissent plus nombreux et les communications avec l'étranger plus rapides et plus faciles : il faut lutter contre la concurrence.

De tous côtés les patrons demandent des ouvriers ou des employés, et les recrutent parmi les gens de la campagne.

En peu de temps le nombre des ouvriers en France a grandi dix fois. Comme suite de ce développement industriel et commercial apparaît la législation ouvrière.

Sous les règnes de Charles X et de Louis-Philippe, jusqu'en 1840, la plus grande liberté était laissée aux patrons et aux ouvriers dans leurs rapports entre eux. La durée des heures de travail, le salaire et l'âge de l'ouvrier étaient autant de questions résolues par les deux parties en cause.

L'usinier pouvait employer un enfant de 12 ans qui lui paraissait robuste et refuser d'embaucher un jeune homme de 16 ans, malingre et rachitique. Mais il y eut des abus; en cette matière, la trop grande liberté nuit autant que la contrainte exagérée.

Aussi, dès 1840, le gouvernement de Louis-Philippe décida-t-il d'intervenir dans les rapports de patrons à

ouvriers, et le 11 janvier, il déposa un projet de loi, ayant pour but la protection de l'Enfance, sur le bureau de la Chambre des Pairs. La loi, votée le 22 mars 1841, établit le repos hebdomadaire et dominical obligatoire pour les enfants.

Dès lors, l'idée de la protection de l'enfant pour lui-même, commença à se faire jour, mais sans l'emporter encore sur l'idée de respect de la religion, et le baron Tascher, à la Chambre des Pairs, résumait exactement les idées de la grande majorité en disant : « Nous réclamons le repos du dimanche, non seulement dans l'intérêt de la santé des enfants, mais encore dans celui non moins précieux de leur instruction morale et religieuse. »

Cette loi de 1841 n'a donc pas encore dépouillé complètement le caractère des anciennes lois, mais elle n'est pas uniquement comme la loi de 1814 « une loi qui avait en vue de réprimer les actes extérieurs, contraires à l'observation du dimanche ».

Elle marque la première étape du gouvernement dans une voie nouvelle : celle de la réglementation du travail ; elle est le premier essai d'intervention gouvernementale, essai timide, incertain, incomplet, mais essai réel.

Le gouvernement, les membres du Parlement craignaient de s'aventurer trop loin, et c'est en considérant les tentatives déjà faites par des nations voisines, que les législateurs de l'époque ont voté la loi de 1841.

M. Beaumont exprimait les craintes de beaucoup lorsqu'il disait : « C'est le premier pas que nous faisons dans une voie qui n'est pas exempte de périls; c'est le premier acte de réglementation de l'industrie, c'est un acte de tutelle. »

Mais la majorité se rangea à l'avis de M. Corne, un des partisans les plus enthousiastes de la loi, qui s'écriait, réfutant les objections de ses adversaires : « Le premier devoir d'un gouvernement, et je n'en connais pas de plus impérieux, c'est de veiller à ce que les enfants du pays soient robustes, intelligents et moraux. Il n'y va pas seulement du bonheur des industriels, il y va de l'intérêt, de la sûreté et de l'avenir du corps social. »

Cette loi de 1841 ne s'appliquait pas à tous les ouvriers; elle ne visait que le travail des enfants; elle avait donc une portée restreinte; d'ailleurs son application fut mal assurée, et les peines prononcées contre ceux qui la violaient étaient de peu d'importance. Il semblait que le gouvernement, effrayé de son audace, n'osât pas faire appliquer la loi que les chambres avaient votée.

Aucune mesure législative, malgré l'extension de plus en plus grande du commerce et de l'industrie, n'intervient sur notre question pendant les quatre années que dura la deuxième République. On peut cependant signaler comme s'y rapportant deux circulaires ministérielles, l'une de M. Falloux, ministre des

cultes, l'autre de M. Faucher, ministre des travaux publics, exigeant que les entrepreneurs des travaux faits pour le compte de l'État, des Départements et des Communes, accordent le repos du dimanche à leurs ouvriers. C'est à la suite d'une pétition des ouvriers de grandes villes, Lyon, Marseille, Saint-Étienne, que les ministres rédigèrent ces circulaires.

Signalons encore dans les travaux législatifs de la deuxième République la loi du 22 février 1851 sur la protection des apprentis. Un de ses articles leur interdit le travail du dimanche.

Dans ces actes émanant des ministres ou du pouvoir législatif, on peut voir que le caractère confessionnel disparaît de plus en plus, et si les ouvriers des grandes villes réclament le droit de se reposer un jour par semaine, s'ils demandent que ce soit le dimanche, ce n'est pas la question religieuse qui les pousse à choisir ce jour-là plutôt qu'un autre, mais le fait qu'il est de tradition depuis des siècles de se reposer le dimanche.

Napoléon III appliqua le régime libéral du premier Empire. Il fut toujours hostile à ce qu'une loi vînt imposer le repos du dimanche, sans être opposé cependant au principe de ce repos.

Aussi les circulaires des ministres Falloux et Faucher, citées plus haut, furent-elles maintenues et étendues.

Mais les industriels et les commerçants restèrent

libres de faire travailler aux jours qu'il leur plaisait leurs ouvriers et employés ; de même que ces derniers pouvaient à leur gré stipuler qu'ils se reposeraient tel ou tel jour de la semaine.

Toutefois, à la suite d'abus, de réclamations et de pétitions, qui, à l'encontre de celles de 1849, ne prirent jamais le caractère collectif, une enquête fut ordonnée en 1867, et le gouvernement chargea le conseil d'État d'élaborer un vaste projet de protection de l'ouvrier.

Ce projet fut déposé sur le bureau du Sénat le 28 juin 1870, mais bientôt éclata la guerre avec l'Allemagne ; l'Empire s'effondra dans les désastres de ses armées et la République fut à nouveau proclamée.

Après la signature du traité de Francfort, le premier souci des hommes qui se trouvaient au pouvoir fut de trouver l'argent nécessaire à la libération du territoire, afin que, de nouveau, le Français fût maître chez lui. Puis le soin de la réorganisation de la défense nationale les occupa ; les projets ou propositions de loi touchant au commerce ou à l'industrie furent oubliés pour un temps.

D'ailleurs, le magnifique essor de nos progrès avait été arrêté tout à coup par la guerre fatale, et avant de songer à réglementer le travail et à protéger l'ouvrier, il fallait que les usines détruites fussent reconstruites et que les ouvriers morts sur les champs de bataille, mutilés ou malades fussent remplacés à leurs postes.

Toutefois, la France ne fut pas longue à reprendre sa place au tout premier rang des nations.

De nouveau, le gouvernement dut s'occuper de régler les questions ouvrières, chaque jour plus nombreuses, et en 1874, une loi intervenait, s'inspirant de l'ancien projet de 1870. Cependant dès 1871, M. Joubert avait tenté de faire adopter par l'Assemblée une proposition de loi protégeant le travail de l'enfant encore plus complètement que ne le faisait la loi de 1841.

Comme nous venons de le dire, l'industrie, à cette époque, manquait de bras, et où l'on ne pouvait embaucher des hommes, on embauchait des enfants, et souvent les patrons exigeaient d'eux une somme de travail trop considérable pour leur âge et pour leurs forces. M. Joubert s'efforça de combattre le danger résultant de ce travail exagéré, qui usait avant leur complet développement les générations destinées à remplacer bientôt celles que les balles ennemies venaient de décimer.

Cependant sa proposition ne fut pas votée immédiatement, et la loi de 1874 est bien la première de la troisième République qui intéresse notre sujet.

Comme celle de 1841, elle ne traite qu'accidentellement du repos du dimanche; comme elle encore, elle a une portée limitée puisqu'elle ne s'applique qu'aux enfants.

Toutefois elle est plus hardie que la loi de 1841; elle étend en effet ses dispositions au travail dans les manufactures, fabriques, mines, usines, chantiers et

ateliers (art. 1), et elle assure plus complètement son plein fonctionnement, en créant l'inspection régulière et en édictant un régime de peines assez sévères contre les contrevenants et les récidivistes.

Bien que les membres de l'assemblée fussent en grande partie catholiques, l'idée de respecter le dimanche en tant que jour religieux a cédé la première place dans cette loi à l'idée de protéger l'enfance ouvrière contre les abus des patrons, et même contre les abus des pères de famille.

Ce qui le prouve, c'est qu'en 1871, une proposition de M. Chaurand, député de Lyon, se basant sur la loi de 1814, et sur des motifs exclusivement confessionnels, fut repoussée à 41 voix de majorité; ce qui le prouve encore, c'est qu'en 1874, M. Bamberger, député du culte israélite, ne put faire adopter un amendement qui avait pour but de fixer au samedi le jour du repos des enfants israélites.

M. de Melun, qui combattit cet amendement, demanda à l'assemblée de ne pas le voter, parce que ce serait ôter à la loi son caractère général.

Si donc le dimanche était choisi comme jour de repos pour les enfants, c'est que dans la plupart des familles c'est le jour de repos traditionnel. Voici d'ailleurs l'avis unanime des membres de l'Assemblée : « Nous avons reproduit avec la même faveur la disposition qui interdit le travail les dimanches et fêtes, non seulement par les considérations tirées des pres-

criptions de la loi religieuse, dont il est fort essentiel d'entretenir le respect au cœur des enfants, mais encore en considération d'un intérêt matériel et économique.

« Le repos hebdomadaire est en effet nécessaire à la santé de l'ouvrier, de l'enfant surtout; il rompt la vie monotone qui se plie à la tâche quotidienne, il lui permet de jouir à certains jours de l'air et de la lumière qu'il n'aperçoit pendant le travail de la semaine qu'à travers la fumée de l'usine.

« L'exercice récréatif du dimanche le vivifie, lui rend sa part des joies humaines; l'intelligence et l'élévation des sentiments s'agrandissent à ces épanouissements de l'âme, que produisent les heures de liberté et la promenade dans la saine atmosphère des champs. Les sentiments de famille trouvent également leur avantage à grouper chaque dimanche les enfants autour du père et de la mère, à resserrer ce lien intime des affections, relâché par les conditions du travail industriel, pendant le temps si long où l'on ne s'est aperçu que le soir aux heures où le sommeil gagne, où la fatigue écrase.

« On arrache pour bien des heures l'ouvrier au cabaret, en ramenant ainsi le dimanche, sous sa garde, sa femme et ses enfants.

« Les dispositions de la loi sont donc bienfaisantes et moralisatrices¹. »

Comme on peut le voir par cette lecture, bien que le souci principal des législateurs de 1874 ne fût plus l'observation des règles de la religion catholique, ils en tiennent compte encore en choisissant le dimanche comme jour de repos obligatoire pour les enfants.

Bientôt un mouvement se dessina en France contre le catholicisme, et la loi du 12 juillet 1880, bien que ne se rapportant pas à notre question, marque nettement le début de notre troisième période.

Cette loi abroge la loi de 1814 inappliquée en fait, mais qui était une conséquence de la Charte proclamant la religion catholique religion d'État. Désormais, nous ne retrouverons plus aucune trace de caractère confessionnel dans les lois qui interviendront pour régler les questions de durée du travail et de repos obligatoire. La majorité, au contraire, des ministres et des membres du Parlement prendra un soin particulier à écarter toute disposition qui pourrait sembler, même de loin, être inspirée par la religion.

SECTION III. — DE LA PROMULGATION DE LA LOI DU 12 JUILLET 1880 AU DÉPOT, SUR LE BUREAU DE LA CHAMBRE, DE LA PROPOSITION ZÉVAÈS (1880-1900).

À la suite de diverses propositions rejetées par l'une ou l'autre des Chambres, le Gouvernement, le 13 no-

vembre 1886, soumit à la Chambre des Députés un projet de loi portant révision de la loi de 1874, projet que MM. les Ministres Demôle et Lockroy furent chargés de soutenir.

M. Waddington combattit dans son rapport le projet gouvernemental dont le but était d'étendre la loi de 1874 aux adultes. Le projet erra pendant six ans d'une Chambre à l'autre, soutenu par MM. de Mun, Lequeu, Nadaud, Camelinat et Mgr Freppel, combattu, au nom de la liberté individuelle par MM. Béranger, Yves Guyot, Chovet et Charles Ferry.

Personne d'ailleurs n'était d'accord ; certains députés voulaient le repos obligatoire pour tous le dimanche ; la Commission ne voulait pas, par esprit de réaction contre la religion catholique, entendre parler du dimanche, et le rapporteur s'exprimait ainsi : « Afin de respecter la liberté de conscience de chacun, et de ne pas nous mettre en contradiction avec la loi du 12 juillet 1880, la Commission s'est bornée à limiter à six jours par semaine le travail des enfants et des femmes sans indiquer quel devait être le jour de repos. »

D'autres députés enfin ne voulaient pas que l'on créât le repos obligatoire pour les adultes.

En vain M. de Mun tenta-t-il de démontrer, preuves en mains, avec des faits à l'appui, que beaucoup d'industriels accepteraient le repos obligatoire pour tous leurs ouvriers, il se heurta à une opposition très nette de la part de la majorité.

De même M. Say ne réussit pas à convaincre ses collègues que le jour de repos choisi devait être le dimanche. Il leur faisait remarquer cependant que « l'habitude de se reposer le dimanche remontait à « dix-huit siècles, que le contrôle serait très simple, « les inspecteurs ayant affirmé qu'il était actuellement « très facile de surveiller l'ensemble des ateliers, et « que, si le jour du repos hebdomadaire n'était pas « fixé obligatoirement le dimanche, les difficultés de « surveillance seraient infiniment plus grandes ».

Et il s'écriait, tentant de démontrer à la Commission ses contradictions et ses errements : « Le repos sera obligatoire le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte, mais il ne le sera pas le jour de Pâques et le jour de la Pentecôte, parce que Pâques et la Pentecôte sont des dimanches, et qu'il faut bien prendre garde de mettre dans la loi quelque chose qui ressemblerait à l'obligation du repos du dimanche. »

De toutes ces discussions, de tous les amendements proposés, naquit la loi du 2 novembre 1892. Il avait fallu six ans aux Chambres pour se mettre d'accord, et tant l'une que l'autre avait discuté la question pendant trente-neuf séances.

La loi décidait que le repos hebdomadaire ne serait pas dominical et ne serait obligatoire que pour les filles mineures de 21 ans et les enfants de moins de 18 ans.

Remarquons que depuis la première loi sur la pro-

tection de l'enfant, la majorité ouvrière, si nous pouvons nous exprimer ainsi, s'est élevée progressivement de 8 à 18 ans.

Chaque loi, chaque circulaire, marque une intervention plus efficace du Gouvernement; c'est l'acheminement lent mais certain vers la protection prochaine, en cette matière, de l'ouvrier adulte.

C'est ce qui permettait à un député, M. Balsan, de dire en 1861 : « Vous voulez arriver par la petite porte à la réglementation pour les hommes. »

La loi du 2 novembre 1892, comme toutes celles qui l'ont précédée, s'applique exclusivement au travail industriel. La raison en est que c'est surtout dans les usines que l'on emploie des enfants et des jeunes filles, et que c'était là que les abus avaient été les plus fréquents. Bientôt on allait s'apercevoir que l'employé de commerce, lui aussi, avait parfois besoin de l'aide et de l'intervention de l'État, et méritait autant que l'ouvrier que l'on s'occupât de lui.

Beaucoup mieux que les lois précédentes, la loi de 1892 tenta d'assurer sa parfaite exécution. C'est l'inspecteur divisionnaire qui, désormais, sera chargé seul d'accorder les dispenses lorsqu'elles lui sembleront nécessaires. Dans chaque atelier, dans chaque usine, le patron devra faire afficher le jour qui a été choisi dans la semaine comme jour de repos, de façon à rendre le contrôle de l'inspecteur plus aisé et plus efficace.

En pratique, le jour de repos choisi fut universellement le dimanche. Seuls quelques patrons israélites, obéissant aux prescriptions de leur religion, fixèrent ce jour au samedi.

Enfin la loi de 1892 établissait un système de peines beaucoup plus sévères que tous ceux établis jusqu'à ce jour.

Art. 26, § 1. « Les manufacturiers, directeurs ou gérants de l'établissement visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police, et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. »

Art. 27, § 1. « En cas de récidive le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. § 3. En cas de pluralités de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions. »

Art. 29. « Est puni d'une amende de 100 à 500 francs, quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

« En cas de récidive l'amende sera portée de 500 à 1.000 francs ¹. »

Ce système, sévère déjà, est loin cependant du système draconien que réclamait M. Camelinat. Il voulait, en effet, pour la première contravention, une amende de 25 à 200 francs et un emprisonnement de 8 à 30 jours,

1. Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1893, 1894, 1895.

ou l'une de ces deux peines seulement, au gré du juge ; et en cas de récidive, il demandait que l'amende fût de 50 à 500 francs et l'emprisonnement de 8 jours à 6 mois. Mais les propositions de M. Camelinat furent jugées par trop exagérées ; la Chambre eut peut-être tort de les repousser, car les contraventions, peu nombreuses au début, furent de 1793 en 1895, et de 2.503 en 1896.

Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1897 nous apprend que les contraventions sont très nombreuses dans les petits ateliers et dans les usines à feu continu.

Dans ces usines, en effet, le repos devait avoir lieu par roulement, ce qui permettait de tromper assez facilement l'inspecteur.

Au début de l'année 1896, le Conseil général de la Vendée émit le vœu que le repos dominical fût rétabli. Le 17 mars de la même année, un député, membre de ce conseil général, M. Baudry d'Asson déposa une proposition de loi faisant suite à ce vœu.

Elle ne comprenait que deux articles :

Art. 1^{er}. « Le travail du dimanche est absolument interdit en France. »

Art. 2. « Tout Français qui dérogera à la présente loi sera passible d'une amende de 100 à 1.000 francs. »

C'était net et catégorique, clair, mais manquait un peu de prévoyance. Le principe était peut-être bon, mais trop exclusif.

Aussi la Chambre n'adopta-t-elle pas la proposition Baudry d'Asson, mais dans la même séance, elle accorda un jour de repos par semaine aux ouvriers employés aux travaux de l'Exposition qui se préparait pour l'année 1900, sans toutefois déterminer quel devait être ce jour de repos. Elle eut tort d'ailleurs, car la loi ne fut pas applicable. MM. Viviani et Desforges s'en prirent au Ministre des travaux publics, qui leur répondit que le gouvernement ne pouvait pas assurer l'application de la loi, « parce que la Chambre n'avait pas voulu fixer un jour où ce repos s'exerçât obligatoirement. Nous ne pouvons, disait-il, faire respecter par les entrepreneurs le désir exprimé par l'ouvrier de se reposer un jour par semaine ».

Au mois de juillet 1896, M. Denys Cochin présenta, sans plus de succès que M. Baudry d'Asson, une nouvelle proposition sur le même sujet. Le 11 décembre 1897, M. l'abbé Lemire revint à la charge, et à la suite de la séance de ce jour, déposa la proposition de loi suivante :

Article unique : « Le repos hebdomadaire exigé par la loi du 13 juin 1796 pour les travaux de l'Exposition est fixé au jour déterminé par la loi pour les travaux et services publics. »

Mais l'urgence ne fut pas déclarée et la proposition Lemire fut renvoyée à la Commission du travail.

Elle ne devait pas en revenir, et c'est M. Zévaès, député

socialiste de l'Isère, qui, le premier, remit la question du repos hebdomadaire en discussion.

Il déposa en effet, le 6 avril 1900, une proposition de loi à la suite de laquelle une Commission fut nommée avec M. Georges Berry comme rapporteur.

C'est cette date du 6 avril 1900 qui marque le début des discussions d'où sortira la loi du 13 juillet 1906. Désormais les Chambres travailleront à une loi générale. Cette loi intéressera en effet, non seulement les enfants, mais les ouvriers adultes, non seulement le travail industriel, mais encore le travail commercial.

Aussi nous terminons là ce premier chapitre, et avant de suivre les travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1906, avant de l'étudier en elle-même, nous voulons consacrer quelques pages à l'étude du repos hebdomadaire à l'Étranger. Nos voisins, en effet, nous ont presque tous précédés dans la voie où nous venons de nous engager.

Il est donc intéressant d'examiner ce qui se passe chez eux.

CHAPITRE II

LE REPOS HEBDOMADAIRE DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Il n'y a guère que l'Italie, parmi les pays étrangers, qui se soit jusqu'ici refusée à imposer le repos hebdomadaire à ses travailleurs. Mais la Chambre, qui a repoussé le projet qui lui était proposé, l'aurait peut-être voté, s'il avait été plus clair, plus net et plus restreint.

Nous allons étudier successivement la législation des pays les plus importants, signalant rapidement les imperfections ou les qualités qu'il nous semblera rencontrer dans chacune des législations qui leur est propre.

SUISSE

Le travail en Suisse est réglementé par la loi fédérale du 23 mars 1877. L'article 14 de cette loi s'occupe plus spécialement du repos hebdomadaire. Il le fixe au dimanche, et ne permet aucune dérogation, sauf pour certaines usines qui exigent un travail continu. Seul le Conseil Fédéral peut accorder, par autorisation spéciale, le droit de travailler le dimanche.

Dans chaque canton, l'autorité cantonale a le droit de déterminer certains jours de l'année, huit au plus, où le chômage est obligatoire en sus du dimanche ; ces jours doivent coïncider avec la célébration de fêtes religieuses ou de fêtes cantonales.

Mais dans aucun cas, le chômage ne peut être obligatoire pour l'ouvrier ou le patron qui n'appartient pas à la religion dont on célèbre l'une des fêtes.

Par contre, l'ouvrier qui n'est pas venu à l'usine un jour de fête religieuse, alors même que ce jour n'est pas un jour de repos obligatoire, ne peut être frappé de l'amende d'atelier.

C'est là, on le voit, un régime très libéral, où le souci de protéger la personne de l'ouvrier s'allie à celui de faire respecter la religion quelle qu'elle soit.

L'article 14 de la loi de 1877 ne s'applique qu'au travail dans les fabriques et dans les établissements occupant au moins 25 ouvriers, dans ceux occupant des ouvriers de moins de 18 ans, et dans ceux où sont installés des moteurs mécaniques.

Pour les établissements présentant des dangers réels, ils tombent sous le coup de la loi dès qu'ils occupent plus de cinq ouvriers. Une loi en 1891 abaissa de vingt-cinq à dix le nombre des ouvriers nécessaires pour obliger le patron à accorder le repos du dimanche.

La loi de 1877 est en vigueur depuis 1878. Soumise auparavant au referendum populaire, elle n'obtint qu'une faible majorité. C'est exactement par 181.204 *oui* contre 170.857 *non*, qu'elle a été approuvée.

Dans chaque canton, l'autorité cantonale a réglementé le travail dominical plus sévèrement que la loi de 1877.

Presque partout, les commerçants doivent fermer boutiques et magasins, si ce n'est toute la journée, au moins la plus grande partie du dimanche.

Signalons entre autres lois :

La loi votée le 8 mai 1892 dans le canton de Glaris, protégeant tous les ouvriers et s'appliquant à tous les établissements; la loi du 18 mai 1893 dans le canton de Saint-Gall, et du 12 août 1894 dans le canton de Zurich, qui interdirent le travail dominical à toutes les ouvrières.

En 1901, dans le canton de Vaud, une loi fut votée, tentant d'établir le repos du dimanche obligatoire dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, mais au plébiscite, elle fut repoussée à une majorité, des plus faibles d'ailleurs.

L'autorité fédérale a agi sagement en laissant à chaque canton le soin de trancher la question dans son territoire. En effet, comme le dit M. Curti : « Les cantons font mieux que la Confédération ; ils prennent des mesures adaptées aux exigences du milieu et aux habitudes de la région. Dans un canton dont l'activité se concentre dans certaines localités, et pour les seuls mois d'été par exemple, il n'est pas nécessaire d'être si sévère. De plus les cantons ont poussé plus loin la décentralisation ; ils légifèrent pour chaque question spécialement.

« Ainsi à Zurich on s'est d'abord occupé du travail des ouvriers, puis du service dans les auberges. Cela a deux avantages : d'abord les lois sont mieux faites et plus précises, étant moins générales ; ensuite, à la votation populaire, les intérêts sont divisés ; les aubergistes ont tous voté la première loi, et les patrons atteints par elle se sont vengés en votant en masse la réglementation des aubergistes. »

Une loi récente mérite d'être signalée. Elle a été votée le 19 décembre 1902 et est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1903. Elle accorde cinquante-deux jours de repos par an aux employés, ouvriers et fonctionnaires de l'État, des entreprises de transport, des postes, télégraphe et téléphone. Sur ces cinquante-deux jours, dix-sept au moins doivent être des dimanches. De plus, chaque ouvrier, fonctionnaire ou employé, a le droit de prendre huit jours de repos consécutifs dans une année, mais les huit jours comptent dans les cinquante-deux qui leur sont dus. Le Conseil Fédéral est le seul juge des cas où des modifications peuvent être apportées à la loi.

Tel est actuellement en Suisse l'état de la question qui nous intéresse. Terminons ce rapide exposé en disant qu'en général, la loi est bien observée. D'ailleurs, comme le disait dans un de ses rapports M. l'inspecteur Schüller : « Le public a le travail du dimanche en horreur ! » Et M. Cramer-Frey écrit avec raison : « L'industrie suisse s'est si complètement assimilée la loi

que personne ne voudrait revenir à l'ancien état de choses ¹. »

DANEMARK

La loi du 7 avril 1876 a créé le repos dominical en Danemark; la loi du 1^{er} avril 1892 est venue la confirmer. La loi du 22 avril 1904 a abrogé toutes les dispositions antérieures. Le repos dominical est obligatoire, sauf pour les travaux agricoles, pour les travaux urgents, pour les entreprises de transport, les endroits où l'on vend du lait et du pain, les pharmacies et pour les services de l'État.

Le ministre de l'intérieur est seul juge des dispenses à accorder, mais l'ouvrier, dans tous les cas, devra se reposer au moins un dimanche sur deux.

AUTRICHE

L'Autriche est un des pays où le repos hebdomadaire est le mieux organisé et fonctionne le plus parfaitement.

Le 21 juin 1884, une loi intervenait interdisant le travail de fond dans les mines le dimanche, mais le principe du repos hebdomadaire ne fut sérieusement établi que par l'article 75 de la loi du 8 mars 1885.

1. *Travail du dimanche*, t. V.

Cet article décide que le dimanche « tout travail industriel cesse » et cesse pour les adultes aussi bien que pour les femmes et les enfants.

Avant 1884, le repos hebdomadaire existait en Autriche, mais avec un caractère exclusivement confessionnel.

Lorsqu'il y avait des dérogations à accorder, c'étaient les pasteurs et les curés, selon la religion des intéressés, qui tranchaient la question. La loi de 1885 ne se préoccupe pas uniquement des principes économiques, et en imposant le repos du dimanche, le législateur autrichien a bien souvent encore pensé à l'accomplissement de leurs devoirs religieux par les ouvriers. Il exige que le patron qui est autorisé à faire travailler le dimanche laisse à ses ouvriers le temps nécessaire pour assister aux offices.

La loi du 8 mars 1885 ordonne que le travail cesse à 6 heures du matin, et que le repos dure pendant 24 heures consécutives. Tel est le principe auquel sont apportées les exceptions suivantes : le travail est autorisé le dimanche :

1° En cas de nettoyage et de maintien en bon état des locaux et appareils ;

2° Dans les industries métallurgiques ;

3° En cas de nécessité des communications publiques ;

4° Pour certaines entreprises de transport.

Une loi votée le 16 janvier 1895 et applicable depuis

le 25 mai de la même année est intervenue encore pour régler le repos hebdomadaire. Le principe est le même : le repos doit commencer le dimanche à 6 heures du matin, aussi bien dans le commerce que dans l'industrie, et durer 24 heures consécutives.

Les exceptions sont admises pour :

1° Les travaux de nettoyage et entretien ne pouvant pas être exécutés en semaine ;

2° La surveillance de l'établissement ;

3° La rédaction de l'inventaire, à la fin de l'année commerciale, dans chaque maison ;

4° Les travaux urgents nécessités par un cas de force majeure ou l'intérêt public ;

5° Le travail personnel du patron.

Par suite de ces exceptions, l'ouvrier ou l'employé peut se voir dans l'impossibilité d'assister un dimanche aux offices. Dans ce cas, le patron ne doit sous aucun prétexte l'empêcher d'y assister le dimanche suivant ; le législateur de 1895, pas plus que celui de 1885, ne se désintéresse de la question religieuse.

Lorsque l'ouvrier aura été employé un dimanche pendant plus de trois heures, le patron devra lui accorder le dimanche suivant en entier, ou bien vingt-quatre heures consécutives dans le courant de la semaine, ou encore dans la semaine deux repos de six heures.

Les exceptions à accorder pour le travail métallurgique et, d'une façon générale, pour tout travail qui

souffrirait trop d'une interruption complète, ne pourront l'être que par une circulaire du ministre du commerce, d'accord avec ses collègues intéressés.

La loi est d'ailleurs respectée d'une façon à peu près parfaite par les grands industriels. Ce sont les petits industriels qui la violent le plus facilement, sans cependant que le fait soit trop fréquent, et les rapports actuels semblent démontrer que même dans la petite industrie, le repos dominical est de mieux en mieux observé.

Malheureusement, dans les grandes villes, les inspecteurs ne sont pas assez nombreux pour pouvoir découvrir toutes les fraudes qui se pratiquent dans les ateliers à domicile, principalement dans les ateliers de confection de vêtements.

De plus les inspecteurs sont impuissants lorsqu'il s'agit des *Sitzgeselle*. Les *sitzgeselle* sont des ouvriers qui travaillent chez eux. L'ouvrage leur est fourni par un patron et il partage avec lui les bénéfices réalisés à la vente. Ils ne payent pas de patente, par suite échappent au contrôle des inspecteurs. Presque tous les *Sitzgeselle* travaillent le dimanche, surtout lorsqu'il y a des commandes pressées, et tant qu'une loi n'interviendra pas, les inspecteurs ne pourront rien contre eux ni contre le patron qui leur donne de l'ouvrage.

La Bukovine et la Galicie jouissent d'un régime spécial. La grande partie des habitants de ces provinces est israélite; aussi le législateur de 1895 a-t-il

autorisé les gouverneurs de ces provinces à permettre de travailler le dimanche et à fixer le jour de repos au samedi, pourvu toutefois qu'il ne s'agisse pas de travaux exécutés publiquement.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, à l'encontre de la loi de 1885 qui ne s'occupait que de l'industrie, la loi de 1895 réglemente aussi le repos hebdomadaire dans le commerce. Dans le commerce, le travail est autorisé le dimanche pendant six heures. Ces heures ne sont pas les mêmes pour tout l'empire. Dans chaque province, le gouverneur, d'accord avec les municipalités et les syndicats, détermine les heures où les magasins resteront ouverts, heures qui varient avec les différents commerces.

Mais l'employé ne doit jamais être empêché d'assister à l'office du dimanche, ni à l'office d'une des fêtes obligatoires de sa religion. De plus lorsqu'il aura été occupé un dimanche après-midi, le patron devra lui accorder le dimanche suivant tout entier, ou à défaut, dans la quinzaine qui suivra, deux demi-journées à partir de midi.

La loi s'applique non seulement aux gros commerçants, mais à tous les commerçants, même à ceux qui n'ont pas d'employés, aux marchands forains et aux marchands des marchés.

Le dimanche, tous les magasins doivent être fermés, la vente doit cesser, sauf pendant les six heures autorisées.

Dans le commerce, la loi est mieux observée encore que dans l'industrie. D'ailleurs le contrôle est plus facile; il est aisé de se rendre compte si la vente a lieu ou non dans tel magasin, tandis qu'il est facile de travailler dans certains ateliers, à l'insu des inspecteurs.

Un nouveau projet de loi a été voté par le Reich-rat, le 17 juin 1903. L'art. 9 de ce projet porte que les magasins ne pourront être ouverts le dimanche que pendant quatre heures. Les gouverneurs des provinces fixeront les heures d'ouverture; ils peuvent les réduire ou les supprimer complètement, s'ils le jugent à propos.

Le repos hebdomadaire fonctionne donc en Autriche, non pas d'une façon parfaite, mais tout au moins remarquable, et ce que nous devons noter, c'est l'esprit libéral du législateur.

En principe, le dimanche est choisi comme jour de repos, la majorité du pays étant catholique, mais dans les provinces où les Israélites dominant, la loi ne s'applique plus, et c'est le samedi que les ouvriers et employés se reposent. La loi a été faite en dehors de toute passion politique, ayant pour but, à la fois, le bien-être moral de l'ouvrier et le respect de sa religion quelle qu'elle soit.

ALLEMAGNE

En Allemagne le repos hebdomadaire existe, ou plus exactement le repos dominical. Le principe est le

même pour le commerce et l'industrie, cependant les applications diffèrent.

A. — *Industrie.*

Sont considérés comme travaux industriels les travaux se rapportant aux mines, carrières, salines, usines, fabriques, hauts-fourneaux, ports, briqueteries et entreprises de construction.

Pour tous ces travaux, le patron doit accorder à partir du dimanche matin vingt-quatre heures consécutives de repos à ses ouvriers; lorsque deux jours de fête se succèdent, ils doivent avoir 36 heures de liberté, et pour Pâques, Noël et la Pentecôte 48 heures.

On peut distinguer deux séries d'exceptions au principe :

1^o Les exceptions venant de la loi, mais qu'il est cependant nécessaire de solliciter de l'Administration. Elles ont lieu : à l'occasion de travaux pressants, en cas d'inventaire, de nettoyage et réparations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'usine en cause, et en cas de surveillance de ces travaux.

2^o Les exceptions venant de la loi, mais nettement déterminées. En cas de travaux n'admettant aucune interruption, ou d'industries quotidiennement nécessaires à la population (boulangeries) ou ayant surtout raison d'être ce jour-là (fleuristes, coiffeurs).

B. — *Commerce.*

L'employé de commerce (et on considère comme tel principalement le commis vendeur et le comptable) a droit au repos du dimanche. Cependant la loi autorise les patrons à ouvrir leurs magasins pendant cinq heures, sans cependant, pour aucun motif, empêcher un employé d'assister aux offices de sa religion.

Les quatre dimanches qui précèdent Noël, quelques autres dimanches et jours de fêtes, les autorités administratives ont le droit d'autoriser le travail pendant six heures.

Mais ces cas d'extension des heures de travail sont rares, tandis que les municipalités ont toujours le droit de réduire ou même de supprimer complètement les heures d'ouverture des magasins les dimanches et jours de fêtes.

Parmi les villes importantes qui ont profité des dispositions restrictives de la loi, signalons la ville de Munich, dont la municipalité a ordonné la clôture absolue, complète, de tous les magasins le dimanche.

Le repos dominical est bien vu en Allemagne,

« Il est considéré, nous écrit M. le Dr Krichauf, avocat à Hambourg, comme un véritable bienfait par les classes ouvrières, auxquelles il permet un jour par semaine de se reposer en famille et de recueillir des forces. Il est avantageux même pour beaucoup de patrons qui, jusqu'ici, ne pouvaient fer-

mer leurs magasins par crainte de la concurrence, Tout le monde ici est content de cette loi et personne ne songerait à l'attaquer et à la faire disparaître. »

« Cette institution n'a aucun caractère confessionnel et (nous citons encore une lettre de M. Krichauf) elle n'a rien à faire avec la religion. Elle s'applique aux protestants comme aux catholiques et son caractère est exclusivement social. »

La loi est, en général, bien observée. Les délinquants sont punis d'amende. — Signalons une disposition originale : les patrons seuls sont punissables ; dans aucun cas un ouvrier ne peut être poursuivi.

Les ouvriers veillent eux-mêmes à l'observation de la loi. Ils ont formé des sociétés dont le but est de défendre tous leurs intérêts, et par conséquent de faire respecter la loi sur le repos dominical. Il existe environ six mille syndicats, groupant un million et demi d'ouvriers ; ils doivent leur développement à la *Schultze-Delitzsch*, et se ramifient à la *General-Commission des Gewerkschaften Deutschlands*, dont le siège est à Hambourg. Les syndicats sont puissants, ayant une grande influence politique, surtout par leurs attaches avec le parti socialiste, le parti chrétien social et la fraction, dite du Centre.

La loi qui institue le repos dominical de façon aussi complète est de date assez récente, c'est la *Geverbeordnung* du 26 juillet 1900. C'est une loi d'Empire qui s'applique à toute l'Allemagne. Auparavant, c'était

l'article 105 de la loi du 1^{er} juin 1891 qui réglait la question.

RUSSIE

La législation russe sur cette question est assez touffue.

La raison en est que le législateur a voulu, dans la loi qui institue le repos hebdomadaire et dominical, traiter trop de questions à la fois; il s'occupe en effet de la durée des heures de travail, et pour les adultes, et pour les mineurs, fixe des points de détail, traite la question du repos du dimanche, détermine les pénalités, établit le mode d'élection des représentants patronaux et ouvriers: autant de questions qui auraient pu faire l'objet de lois distinctes, plus nettes et plus claires.

La Russie fut longtemps rebelle à toute réglementation du travail. Dans cet immense pays, mi-asiatique, mi-européen, civilisé et barbare à la fois, le seigneur, le patron ont considéré longtemps et considèrent encore l'employé, le moujik, l'ouvrier comme des bêtes de somme, dont on doit tirer le plus de travail possible.

Ce n'est qu'en 1882, après un essai timide et infructueux datant déjà d'une trentaine d'années, que la vieille législation russe en matière ouvrière fut révisée.

La loi du 1^{er} juin 1882, la première, fixe la durée des heures de travail, établit le repos dominical pour

les ouvriers âgés de moins de 15 ans et s'efforce d'organiser l'inspection.

Cette loi est complétée et confirmée par celle du 24 avril-8 mai 1890.

L'art. 6 d'un avis du Conseil d'État, sanctionné par le Tsar, en date du 2 juin 1897, fixa un certain nombre de jours, dont les dimanches, où le repos est obligatoire.

Mais c'est une décision du Conseil des Ministres, souverainement approuvée le 15 novembre 1906, qui règle actuellement la question.

L'art. 5 de cette décision s'exprime ainsi ¹ :

« La vente et les occupations commerciales ou industrielles des employés doivent être suspendues les dimanches et les jours fériés, ainsi que les jours spécialement indiqués (art. 9).

« Dans les localités où la plus grande partie des habitants professe une religion autre que la religion orthodoxe, la suspension de la vente ou du travail peut être, au lieu du dimanche et des fêtes légales, remise à d'autres jours, conformément à la religion pratiquée, lorsque les dimanches et les fêtes légales ne sont pas fêtés par la religion prédominante de la localité. Toutefois, même dans ces localités, les dimanches et fêtes légales, la vente et les occupations industrielles ne devront pas commencer avant midi. Les jours de

1. Extrait du Recueil des Lois et Ordonnances. N. 270, du 19 novembre 1906.

Pâques, de la Trinité et de Noël, elles devront être complètement suspendues. »

Les exceptions sont énumérées dans l'art. 6.

Elles sont si nombreuses que le principe n'a plus guère d'application. La protection du travailleur est donc tout à fait insuffisante.

Cependant, des pénalités assez sévères sont édictées contre les délinquants. En principe, le patron est toujours responsable; c'est à lui de prouver qu'il a été trompé.

Une grande latitude de réglementation est laissée aux autorités locales relativement à la diminution des heures de vente et de travail, ou même à la suspension complète de la vente et du travail.

« Pour l'élaboration de ces règlements, on constitue une commission mixte de délégués de l'administration municipale ou de l'administration des zemstvos, ou des administrations qui en tiennent lieu; et dans les localités où ces institutions n'existent pas, les commissions sont formées des représentants de l'administration locale, de représentants de commerçants et de leurs employés, et, dans le cas échéant, de représentants de l'administration du monopole.

« La fixation du nombre de délégués, soit de l'administration locale, soit des commerçants ou employés, est laissée au gré des chefs des administrations locales ou des institutions qui en tiennent lieu ou des gouverneurs ou chefs d'arrondissement respectivement,

sous réserve que les trois groupes sus indiqués auront chacun dans la commission le même nombre de représentants.

« Les délégués du premier groupe sont désignés par l'administration municipale ou celle du zemstvo de gouvernement ou de l'administration qui en tient lieu et dans les localités où ces institutions n'existent pas, par les gouverneurs ou chefs d'arrondissement.

« Les délégués du second groupe sont élus par les comités des bourses et à leur défaut par les associations locales de commerçants ou à leur défaut par les commerçants locaux qui les élisent parmi leurs membres.

« Les délégués du troisième groupe par les associations locales de secours aux employés ou à leur défaut par les employés locaux qui les élisent parmi eux. » (Article 10 de la décision du Conseil des Ministres, souverainement approuvée le 15 novembre 1906.)

Cette loi n'est pas mieux ni plus mal observée que la plupart des lois russes. Elle est d'ailleurs d'une application difficile, d'un contrôle presque impossible, et le commerçant qui sait faire les sacrifices nécessaires n'a pas à redouter les 100 roubles d'amende ou le mois de prison, dont le menace la loi, en cas de contravention. Si nous l'avons étudiée, c'est à cause même de son imperfection, et pour signaler combien l'Empire du Tsar est en retard sur toutes les autres nations pour tout ce qui touche à la réglementation du travail et à la protection de l'ouvrier.

NORVÈGE

C'est la loi du 27 juin 1892¹ qui règle la question.

En principe, tout travail industriel ou commercial doit cesser du samedi soir six heures au lundi matin.

Des exceptions sont accordées pour certaines industries : travaux urgents, réparations, usines à feu continu, etc., mais dans tous les cas, l'ouvrier doit avoir un dimanche sur deux.

ÉTATS-UNIS

Il n'y a pas de réglementation générale. Cependant la plupart des États défendent le travail du dimanche, et la loi est en général respectée. Dans l'État de New-York, c'est la loi du 13 juin 1885 qui édicte le repos hebdomadaire.

Le choix du jour de repos est laissé aux patrons et aux ouvriers. En général, le repos, d'un accord commun, a lieu par roulement. Dans l'État de Californie, le repos hebdomadaire dominical est institué par une loi du 21 juin 1886.

Cette loi est assez bien observée.

BELGIQUE

Le repos hebdomadaire n'est pas obligatoire en Belgique depuis bien des années.

1. Annuaire de la législation étrangère, année 1893.

La loi du 13 décembre 1889¹ l'établit au profit des femmes, des jeunes gens et des enfants. Cette loi fut bien vue de la majorité des travailleurs belges, et désormais leurs efforts tendirent à obtenir le repos hebdomadaire pour les adultes.

Le conseil supérieur du travail de Belgique se livra à une enquête approfondie en Belgique et à l'étranger.

A la suite de cette enquête, il vota en 1902, par 20 voix contre 10, un projet de loi sur le repos hebdomadaire.

Ce projet fut soumis aux Chambres, qui, après de nombreuses discussions, le votèrent le 26 juillet 1905.

Le dimanche fut choisi comme jour de repos, dans le commerce comme dans l'industrie, mais la loi ne s'applique pas aux entreprises foraines, aux entreprises de pêche et de transport par eau.

Il y a trois séries d'exceptions au principe :

1^o Les exceptions énumérées par l'art. 3. Le repos hebdomadaire est supprimé complètement en cas de travaux pressés, nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise ; en cas de surveillance des locaux et en cas de réparations ou de nettoyage.

2^o Celles énumérées par l'art. 4 : Le repos hebdomadaire n'est pas complètement supprimé, l'ouvrier

1. Annuaire de la législation étrangère, année 1890, p. 545.

a droit à une demi-journée de repos par semaine ou à un jour complet de liberté après treize jours de travail ; ces exceptions sont en faveur :

Des industries alimentaires nécessaires à l'alimentation quotidienne ;

Des hôtels, restaurants, cafés et tous débits de boisson ;

Des établissements de bains ;

Des pharmacies et des établissements médicaux ou chirurgicaux ;

Des entreprises de journaux, théâtres et tous spectacles publics ;

Des entreprises d'éclairage, locomotion, etc.

3° Les exceptions dépendant de la volonté royale :

Le roi a le droit de restreindre l'application du repos hebdomadaire dans certains cas, mais il doit toujours consulter les Conseils de l'Industrie et du Travail ou de l'Hygiène publique, avant de prendre une décision.

Dans aucun cas, il ne peut donner l'autorisation de violer le repos hebdomadaire plus de quatre semaines consécutives.

La loi du 26 juillet 1905 s'applique aux ouvriers de l'État comme à ceux des entreprises privées.

ITALIE ¹

Le repos hebdomadaire n'existe pas en Italie. Un

1. Notre travail était terminé lorsque nous avons lu, dans le

projet de loi ¹, élaboré par une commission nommée par la Chambre des députés et présidée par M. Luzzatti, a été repoussé en 1904, à une assez forte majorité. Cependant l'opinion publique semblait s'être prononcée en faveur du repos dominical.

Il existe d'ailleurs, à la suite d'entente entre patrons et ouvriers, dans plusieurs grandes villes : Florence, Milan, Turin, etc.

ESPAGNE

Le repos hebdomadaire et dominical a été rendu obligatoire en Espagne par la loi du 4 mars 1904 ². Cette loi a été faite dans le but de protéger l'ouvrier et de lui permettre l'accomplissement de ses devoirs religieux.

Elle est à la fois confessionnelle et sociale.

En principe la loi s'applique à tous les commerces et à toutes les industries.

Cependant elle souffre des exceptions qui, dans aucun cas, ne s'appliquent aux femmes et aux mineurs de 18 ans.

« Monde économique » du 7 mars 1908, l'article suivant sur le repos hebdomadaire en Italie. Nous ne pouvons mieux faire que de le transcrire ici. Il est de M. Henri Chastenet : « A un an de distance, écrit-il, et presque jour pour jour.... »

1. Bulletin de la ligue populaire du repos du dimanche, 1^{er} fév. 1904.

2. Annuaire de la législation étrangère, 1907.

Ces exceptions, fixées par l'art. 2 de la loi, ont lieu :

1° En cas de travaux qui ne peuvent être interrompus par suite de leur nature même, ou dont l'interruption nuirait gravement à la population ou à l'industrie même;

2° En cas de réparations urgentes;

3° En cas de danger possible; et, en cette matière, l'autorité locale est juge s'il faut donner ou refuser l'autorisation.

La loi est assez bien observée; la majorité de la population est catholique, respecte sa religion et fait ses efforts pour qu'on la respecte. L'idée religieuse contribue à faire observer une loi, dont le véritable caractère est d'être une loi sociale et humanitaire.

PORTUGAL

La question est réglée par un décret en date du 14 avril 1891. En principe, le repos est fixé au dimanche, le décret est confus et les prescriptions en sont assez mal observées.

SUÈDE

Le repos hebdomadaire est profondément entré dans les mœurs suédoises. Le code pénal punit d'une amende de 20 riksdalers celui qui viole la loi, et, écrit M. Raoul

d'Harcourt, « il assimile le fait de travailler ou de commercer le dimanche aux délits contre la religion ¹ ». La loi suédoise a donc un caractère nettement confessionnel. Elle est très bien observée, même dans les services publics, dans la limite du possible.

« Ainsi, pour les chemins de fer, nous apprend M. Hubert Valleroux ², parmi les agents de chemin de fer, 2.000 sur 5.500 formant le personnel permanent, sont libérés le dimanche. Sur 6.000 du personnel *extra* plus de la moitié ne travaillent pas non plus. »

ANGLETERRE

Il n'y a pas à proprement parler de loi en Angleterre sur le repos hebdomadaire, mais une trentaine de dispositions législatives, dont la plus ancienne remonte à Henri VI (1448), et qui, en principe, sont toutes en vigueur.

Il est donc difficile d'envisager cette question d'une manière générale, dans un pays où la législation n'est pas codifiée et où des lois spéciales naissent au hasard des besoins. « L'Anglais, nous écrit M. Geoffray, ministre plénipotentiaire de France à Londres, n'a pas l'esprit de synthèse; sa maison se compose de

1. *Le repos hebdomadaire en France*. Laval, 1905.

2. Congrès international de 1900 pour le repos du dimanche. Rapport VII.

constructions juxtaposées suivant les besoins du moment; il fait de même pour sa constitution et sa législation. Il est dès lors très difficile de recourir à des principes généraux sur n'importe quelle matière et de chercher une idée générale dans les lois votées très souvent d'après les nécessités du moment ¹. »

La dernière loi générale sur le repos hebdomadaire date de 1677. Charles II édicta alors un statut très rigoureux. « Toute personne, déclare ce statut, s'appliquera chaque dimanche à l'observation du jour du Seigneur, par des exercices de piété de la vraie religion, en public et en particulier; aucun marchand, artisan, travailleur ou autre personne quelconque ne se livrera le dimanche à aucun travail, ouvrage ou occupation profane de son métier habituel (à la seule exception des travaux de nécessité et de charité).

« Toute personne de plus de 14 ans rencontrée dans les ateliers sera punie d'une amende de cinq shillings par chaque infraction.

« Personne ne crierà, ne montrera ou n'exposera en vente des denrées, marchandises, fruits, herbes ou objets, généralement quelconques, le dimanche, à n'importe quelle heure, sous peine de confiscation des objets criés, montrés, ou exposés en vente. »

S'occupant plus spécialement des théâtres et des réunions, Georges III, vers 1780, rendit un autre statut par lequel il a réputé « endroit ou maison de désordre

1. Lettre de M. Geoffray, ministre plénipotentiaire (11 février 1907).

toute maison, salle ou endroit qui sera ouvert ou consacré à la distraction ou à l'amusement du public, ou à des débats publics sur n'importe quel sujet, en un moment quelconque du jour du Seigneur, appelé dimanche, et où l'on admettra du monde moyennant paiement d'argent, ou moyennant des tickets vendus à prix d'argent ».

Il est fait allusion encore au repos hebdomadaire dans l'art. 21 de l'acte principal du 27 mai 1878 (41 Victoria, chap. XVI): « Ni un enfant, ni un adolescent, ni une femme ne pourront être employés le dimanche dans une fabrique ou dans un atelier, sauf les exceptions... »

La loi votée sous Charles II est la loi principale en la matière; elle se place d'ailleurs au point de vue confessionnel pour interdire le travail du dimanche. Elle est presque méconnue maintenant.

« Cependant elle sert quelquefois de base à des poursuites provoquées soit par des particuliers, soit par des associations religieuses, soit par des corporations de corps de métiers. Le fait est assez rare, mais se produit cependant.

« Le résultat de ces poursuites varie; quelquefois elles aboutissent à une condamnation, mais le plus souvent les magistrats se refusent à appliquer la peine, en général sévère, en déclarant que la loi est tombée en désuétude ¹. »

1. Lettre citée plus haut.

Le repos du dimanche est en fait bien observé en Angleterre. Cette coutume est entrée profondément dans les mœurs anglaises, et l'amour des traditions, l'esprit religieux, le besoin de repos, le désir de bien-être physique et moral font que l'institution subsistera plus longtemps que si elle avait été brutalement créée et imposée par une loi. L'Anglais est habitué à son dimanche. Depuis des siècles, il a coutume de voir cesser dans son pays, ce jour-là, la vie industrielle et commerciale, et même la vie de plaisir, qui cèdent la place à la vie familiale, s'écoulant à l'abri du *home*.

L'étranger ne peut comprendre cette brusque transformation de la grande ville anglaise encombrée, bruyante, active, pleine de gens affairés, pressés, remplie de mouvement, débordante de circulation les jours de semaine, et qui, le dimanche, devient une paisible cité aux rues mornes et désertes, à peine sillonnées par quelques piétons et quelques cabs, aux magasins fermés et lamentablement tristes.

Ce jour-là, il n'y a ni théâtres, ni musées, ni courses; les concerts ne restent ouverts que de très courtes heures.

Les restaurants ferment à l'heure des offices, et il n'y a guère à Londres que les marchands de tabac qui gardent leurs boutiques ouvertes.

Il n'y a donc pas à proprement parler de repos dominical obligatoire en Angleterre. « C'est affaire de coutume surtout et d'accord tacite entre employeurs et

employés, écrit M. Dubief. Personne ne songe à se soustraire à cette obligation, parce que personne ne pourrait le faire sans dommage.

« Les voyageurs qui arrivent à Londres en sont quelque peu surpris et embarrassés, et à nous autres Français, ce nous semble un singulier pays de liberté que celui où on ne peut ni boire ni manger à son gré le dimanche.

« Il va sans dire que celui qui veut trouver trouve, et il y aurait trop de naïveté à croire que personne ne triche avec cette convention. En cela, comme en bien d'autres choses de l'autre côté de la Manche, les apparences sont sauves ¹. »

Rien ne nous semble plus juste que cette appréciation de l'ancien ministre : l'Anglais veut avant tout sauver les apparences, et elles sont sauves d'après lui tant qu'un délit, une infraction, une faute, en quelque matière que ce soit, n'est pas « officiellement constatée ».

En 1905, une commission de la Chambre des Lords a ouvert une enquête sur la *Sunday closing shops question*, c'est-à-dire sur la question de la fermeture des magasins le dimanche. De cette enquête naquit un projet de loi, qui ne fut jamais votée.

En 1906, la question a été de nouveau étudiée et élargie.

1. *A travers la législation du travail*, par F. Dubief.

Une commission composée de membres des deux Chambres fut constituée, et son travail porta sur le *Sunday trading*, c'est-à-dire sur le commerce du dimanche, tandis qu'en 1905 la première commission ne s'était occupée que de la fermeture des magasins ce jour-là.

Deux courants d'opinions distincts se sont manifestés alors, devant cette commission, représentée comme toujours en Angleterre par des associations : la *Working Men's Lord's Day Rest Association* et la *Lord's Day Observance Society*.

La première demande que des mesures législatives interviennent pour supprimer *autant que possible le commerce, le dimanche*, tandis que l'autre, plus catégorique, veut la *suppression complète du travail* ce jour-là. D'autres associations, créées pour s'occuper des questions sociales et ouvrières, demandent, au contraire, l'accroissement du commerce le dimanche ; parmi celles-ci : la puissante *Toynbee Hall*, et l'*Oxford House*.

D'autre part, certains syndicats commerciaux sont nettement favorables à une intervention législative pour faire cesser le commerce le dimanche ; au nombre de ceux-ci, il nous faut citer les syndicats des bouchers, des épiciers, des coiffeurs, et la Fédération des employés de magasins.

Au contraire, les Israélites, très puissants, sont opposés à l'intervention législative. Ils bénéficient d'ailleurs du droit de travailler le dimanche à condi-

tion de chômer le samedi, droit que leur a accordé la loi du 17 août 1901. Les confiseurs et les *Small general traders*, ou petits boutiquiers, joignent leurs efforts à ceux des Israélites.

Ces derniers ont formé deux associations, disposant d'une grosse influence.

La législation anglaise sur le repos hebdomadaire est donc assez obscure. Cette institution n'existe réellement obligatoire que pour les entreprises minières, et il nous semble qu'il faudra longtemps avant qu'une loi nouvelle intervienne sur ce point. Le Parlement anglais légifère lentement, et n'aborde une question qu'après avoir réglé complètement celle qui la précédait, et qu'après avoir mûrement examiné le pour et contre des décisions qu'il va prendre. A cause de l'abondance des questions intéressant vivement l'opinion britannique, posées en ce moment devant le Parlement, nous ne croyons pas que celle du repos hebdomadaire y soit bientôt discutée. La tradition continuera donc à fixer pour longtemps encore la règle en cette matière.

D'ailleurs, comme l'écrit M. Gladstone, « il semble incontestable que l'observation du repos du dimanche est profondément enracinée, tant dans les convictions que dans l'habitude de l'immense majorité de mes compatriotes. Si à beaucoup d'entre eux, cette observation paraît un besoin de la vie spirituelle et chrétienne, d'autres, non moins nombreux, la défendent avec une égale énergie comme une nécessité sociale.

« C'est avec raison qu'en Angleterre la classe ouvrière veille avec un soin jaloux sur ce droit, et s'oppose non seulement à toute abolition ouverte du dimanche, mais à toute tentative qui pourrait amener ce résultat ¹ ».

Notons en terminant que dans beaucoup d'entreprises, le travail cesse le samedi de bonne heure pour ne reprendre que le lundi dans la matinée, de telle sorte que les employés jouissent d'un repos de près de quarante-huit heures.

HONGRIE

Le dimanche hongrois est comparable au dimanche anglais, et les rues de Budapest présentent pendant la journée de repos le même aspect morne que les rues de Londres : toutes les boutiques, tous les magasins sont fermés, et la circulation est bien moins intense le dimanche que les autres jours.

La loi hongroise instituant le repos du dimanche date de 1891. Il nous faut cependant signaler une loi du 21 mai 1884, qui prescrivait au patron de laisser à l'ouvrier suffisamment de temps pour assister aux offices religieux.

1. Congrès international du repos du dimanche de Bruxelles, 1897. — Rapport de M. Mill, p. 53.

La loi XIII ¹, sanctionnée le 9 avril 1891, et promulguée le 14 du même mois, exige que le travail soit suspendu les dimanches, ainsi que le jour de la fête de Saint-Étienne, et de toute fête nationale. Le travail doit cesser le samedi soir à 6 heures au plus tard, et le repos durer vingt-quatre heures consécutives, en se prolongeant jusqu'à 6 heures du matin qui suit le jour de repos. Une exception de droit est faite pour les travaux nécessaires au nettoyage et à l'entretien des installations et des lieux de travail.

La loi prévoit d'autres exceptions, mais elles ne sont pas de droit, et les dérogations sont accordées par le Ministre du commerce, qui, dans certains cas, doit se mettre d'accord avec les ministres de l'intérieur et de l'agriculture. La loi ne s'applique pas aux exploitations agricoles et forestières, aux industries domestiques, ni aux mines.

Lorsqu'une dérogation a été accordée, l'industriel qui l'a obtenue est obligé de laisser à chaque ouvrier, ou bien par mois, un dimanche entier de liberté, ou bien un demi-dimanche toutes les quinzaines.

Les dérogations accordées avaient été trop nombreuses : aussi la loi, dans certaines régions, était presque lettre morte. Le Ministre du commerce, dans une circulaire de juin 1903², les a réduites considéra-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1892, p. 411 (Pichon, éd.).

2. *Bulletin de la ligue populaire*, 1^{er} oct. 1903, p. 303.

blement, et a invité les commerçants et les industriels à respecter rigoureusement la loi.

En cas de contraventions, le contrevenant dépend de l'autorité administrative qui, suivant la gravité de la faute, ou selon qu'il y a récidive, peut lui infliger une amende variant de 1 à 300 florins.

CHAPITRE III

LA LOI DU 13 JUILLET 1906 DEVANT LE PARLEMENT

Comme nous l'avons dit, c'est le 6 avril 1900 que M. Zévaès, député de l'Isère, déposa sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi concernant le repos hebdomadaire. Elle fut renvoyée à la commission du travail.

Le texte en était ainsi conçu :

Article unique. « Il est interdit aux patrons et employeurs de faire travailler plus de six jours par semaine dans les bazars et magasins. »

Évidemment, ce texte ne pouvait être voté. D'ailleurs MM. Zévaès, Breton et Dufour n'y comptaient pas. Leur but était d'attirer l'attention du gouvernement sur les employés de commerce « exposés aux surmenages les plus pénibles et les plus longs ». « Le parti socialiste, disait le député de l'Isère, a demandé pour tous les salariés le repos d'un jour par semaine, en demandant cette réforme pour tous les ouvriers d'usine et d'ateliers, il est bien évident qu'il veut en

étendre le bénéfice aux employés de commerce, de magasins et de bazars ¹. »

La proposition Zévaès fut enterrée, et ce n'est que deux ans après, le 27 mars 1902, qu'un projet nouveau, élaboré par la Commission du travail, fut soumis à l'approbation de la Chambre.

M. Georges Berry en était le rapporteur. M. Charles Ferry était président de la Commission.

Le texte du nouveau projet comprenait dix articles.

L'art. 1 posait le principe du repos hebdomadaire obligatoire; il était ainsi conçu :

« Les ouvriers ou employés de l'un ou de l'autre sexe ne peuvent être employés plus de six jours par semaine dans les services de l'État, du département et de la commune, dans les services, monopoles et régies qui en dépendent, dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, cuisines des hôtels, restaurants, pâtisseries, et des autres établissements des industries de l'alimentation, caves, chais et entrepôts, magasins, boutiques, bureaux, mines, minières et carrières, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics et privés, laïques et religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée. »

Cet article n'était pas satisfaisant. « Il porte, dit avec raison, M. d'Harcourt ², le grave défaut inhérent à la

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 6 mai 1900.

2. *Le repos hebdomadaire*, par Raoul d'Harcourt, Laval, 1907.

méthode qu'il emploie, l'énumération. Il est trop long et a cependant une portée strictement limitative qui serait une entrave, souvent regrettable, à son application par les tribunaux ; ainsi certaines catégories d'employés, compris sans aucun doute dans l'esprit de la loi, seraient néanmoins écartés, faute d'y avoir été désignés expressément, tel que le personnel des hôpitaux, des établissements d'instruction, des théâtres, des lavoirs, etc. »

L'article premier était donc par lui-même fort critiquable.

La Chambre ne s'en rendit pas compte ou ne voulut pas s'en rendre compte et le vota tel qu'il était présenté par la Commission. Il en fut de même pour l'art. 2, malgré les oppositions très vives du Ministre du commerce, alors M. Millerand.

Cet article 2 aurait rendu la loi inapplicable si le Sénat avait ratifié le vote de la Chambre, mais les députés, voyant approcher les élections, étaient plus soucieux de réclame électorale que de travail sérieux. Cet article était ainsi conçu :

« Le maire, et à Paris le Préfet, d'accord avec le Conseil municipal, sont chargés, après avis des chambres syndicales patronales et ouvrières, de dresser la liste des exceptions qu'il y aura lieu d'établir suivant les nécessités du commerce et des industries de la localité.

« Les maires pourront autoriser dans l'étendue de leur commune des dérogations à la présente loi, mais sous la réserve que ces dérogations bénéficieront à tous les établissements de même nature. »

C'était laisser aux maires une liberté dont certains auraient abusé à coup sûr, les uns dans leur intérêt, les autres par rancune, d'autres enfin par popularité.

Bien que, espérons-le, c'eût été la minorité, et même l'infime minorité, la loi était encore mauvaise, parce qu'elle donnait aux maires un pouvoir par trop souverain pour la modifier et la méconnaître. Le maire, dans chaque commune, eût appliqué la loi à sa façon, et à chaque renouvellement du conseil municipal, les communes auraient pu changer de régime.

Mais les députés, trop pressés, ne s'arrêtèrent pas à ces considérations, et M. Millerand ne put les convaincre quand il leur disait : « Vous allez permettre à chaque maire, dans les 36.000 communes de France, de faire 36.000 législations de travail ; vous allez permettre à chaque maire, sans contrôle possible, sans même que son conseil municipal soit appelé à discuter, sans aucune garantie, de dire à tel industriel : « Tu pourras travailler le dimanche », à tel autre : « Tu ne le pourras pas ». — Et dans le même département, dans les communes limitrophes, vous aurez ce spectacle d'industriels de la même industrie qui ne pourront pas travailler le dimanche dans la commune A, mais qui pourront travailler dans la commune B. Qu'organisez-vous par là ? L'anarchie purement et simplement. J'ajoute que ce cadeau que vous voulez faire aux maires, nous le repoussons pour eux, parce que la première règle que réclament tous les indus-

triels, c'est au moins qu'il y ait pour tous l'égalité des conditions de travail, c'est que, si un règlement est imposé à l'un, le même règlement soit imposé à tous. Tandis qu'avec votre article qui constitue une innovation inouïe dans notre législation du travail, le même industriel se verrait, suivant qu'il habiterait telle ou telle commune, soumis à telle ou telle législation. »

Cet article 2 fut donc voté, malgré l'opposition du gouvernement. Les autres articles du projet assuraient le fonctionnement de la loi par l'inspection, et établissaient un système de peines. Ils furent adoptés sans grande discussion, d'ailleurs ils étaient bien rédigés, clairs et d'une application facile.

Remarquons, en terminant l'étude de ce projet, que la Commission avait omis dans son énumération les ouvriers agricoles, omis volontairement d'ailleurs et d'accord avec le Gouvernement. La Chambre l'approuva en repoussant un amendement de M. François Fournier qui tendait à ajouter à l'énumération de l'article premier les mots : « et les ouvriers agricoles ».

La raison de cette omission est que dans les campagnes, en effet, le repos du dimanche est toujours observé, sauf au moment des récoltes.

Le projet ainsi voté fut transmis au Sénat. Une commission, chargée de l'examiner, fut aussitôt nommée avec M. Poirier comme rapporteur.

La commission sénatoriale n'accepta pas la loi telle que la Chambre l'avait votée. Elle n'eut pas de peine

à se rendre compte de ses erreurs et de ses imperfections, et elle rédigea un nouveau projet.

Ce projet comprenait douze articles. L'article premier fixant le principe du repos hebdomadaire, était ainsi conçu :

« Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un ouvrier ou employé de l'un ou l'autre sexe dans un établissement quelconque.

« Le repos hebdomadaire devra avoir une durée de vingt-quatre heures consécutives. »

L'art. 2 portait que les chefs de maison d'une même commune et de la même branche pouvaient fixer un jour de repos pour leurs ouvriers, obligatoire pour tous, si leur décision était prise aux quatre cinquièmes des voix.

L'art. 3¹ « laissait à des règlements d'administration publique le soin d'apporter des dérogations au repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives, en raison des besoins du public et des nécessités industrielles ou commerciales, aux entreprises suivantes :

« Industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, qui emploient des matières périssables, qui s'exercent en plein air, qui ont à répondre à certaines saisons à une affluence de travail ; industries de pro-

1. *Le repos hebdomadaire*, par L. Ambruster, avocat à la Cour d'appel de Paris.

duits alimentaires et magasins de vente de ces produits ; établissements de consommation sur place ; entreprises dont le travail ou l'exploitation ne peuvent être interrompus ; hauts fourneaux, hôtels, tramways, etc. ; entreprises de chargements et de déchargements ; services publics de l'État, des départements et des communes.

« Les dérogations qui pouvaient être permises par les règlements d'administration publique étaient : la substitution au repos hebdomadaire, d'un jour complet de deux demi-journées, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail ; la faculté de réduire de quinze au plus le nombre de jours de repos hebdomadaire annuels, ou de remplacer au cours de l'année quinze jours au plus de repos hebdomadaire par un ou deux congés de durée totale égale ; mais dans les deux cas, l'ouvrier devait jouir d'au moins deux jours de repos par mois sauf cependant deux mois consécutifs, où il pouvait ne jouir que d'un jour de repos ».

Les autres articles du projet s'occupaient du contrôle des jours de repos, des peines en cas de contravention, et de la responsabilité civile des chefs d'entreprise.

Ce projet avait sur celui de la Chambre l'avantage de ne pas procéder par énumération, ce qui lui valait d'être plus clair et plus complet, et, de plus, il ne laissait pas la fixation des jours de repos à l'arbitraire des

maires. Il accordait une liberté très grande aux chefs d'entreprises, sans toutefois les laisser absolument maîtres de la situation; les rédacteurs pensaient en effet que les patrons étaient bons juges en la matière; toutefois ils estimaient que les décisions prises dans les réunions patronales et aux quatre cinquièmes des voix n'auraient de valeur qu'une fois ratifiées par le maire de la commune.

Mais ce système était loin d'être parfait. L'entente entre les chefs d'entreprise n'eût pas été facile toujours, et lorsque cette entente eût existé, qui prouve que le maire, pour un motif quelconque, juste ou injuste, n'eût pas refusé de ratifier la décision patronale?

Dans cette obstination de la Commission et du rapporteur à ne pas vouloir adopter le repos dominical, il entrait peut-être un peu de sectarisme, et certains eussent été heureux de voir dans quelques-unes de nos communes, le commerce marcher, les ouvriers travailler le dimanche tandis que le lundi, boutiques et ateliers eussent été fermés. En dehors de toute question religieuse, la tradition n'est-elle pas suffisante pour faire adopter le dimanche comme jour de repos?

Heureusement, lors de la discussion du projet, qui vint devant le Sénat le 25 mai 1905, il se trouva des hommes peu susceptibles cependant d'être soupçonnés de favoriser la religion, qui prirent la défense du repos dominical.

M. Dubief, alors Ministre du commerce, disait ¹ :

« Il faut faire la loi à jour fixe, parce que c'est la seule façon de la rendre acceptable.

« La loi à jour fixe, je le dis aussi, c'est la loi du dimanche. Je sais bien que j'encours en parlant ainsi un risque dont plusieurs peut-être se trouveraient effarouchés, mais je ne crains pas de le dire, dussé-je mériter l'épithète qui est dans l'air, il est nécessaire que le dimanche soit le jour choisi, et j'en suis convaincu, Messieurs, pour deux raisons : d'abord, parce qu'il n'est aucunement gênant à mes yeux que les catholiques et les protestants puissent ce jour-là aller à l'église ou au temple pourvu qu'on ne m'oblige pas à y aller à mon tour.

« Il y a une autre raison à laquelle je tiens personnellement de toutes les forces de mon cœur, c'est une raison d'ordre moral. Nous nous sommes appliqués, lorsque nous avons fait la loi de 1900 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les manufactures, dont j'étais rapporteur à la Chambre des députés, à reconstituer l'unité et la liberté de famille. C'est ce but qu'il faut poursuivre encore aujourd'hui dans le repos dominical. Si vous donnez par les roulements toutes espèces de facilités au patronat, et si on peut se reposer dans les différentes usines ou dans les différents magasins à des jours différents,

1. *Journal officiel*, 1905. Débats du Sénat, p. 1141.

vous aurez dissocié une fois de plus les éléments de la famille.

« Ce que nous voulons, au contraire, c'est les réunir, les consolider, les rendre plus intimement unis que jamais.

« Nous savons trop que lorsque l'homme est seul à la maison, la maison lui devient bientôt odieuse, et qu'il s'en éloigne; nous savons que pour les enfants, la solitude c'est trop souvent le vagabondage au dehors. »

MM. de Las-Cases et Lamarzelle se montrèrent les adversaires résolus du projet de la Commission, et firent tous leurs efforts pour que le repos fût dominical.

Ils furent soutenus par la grande majorité des membres de la droite qui, indépendamment des raisons juridiques présentées par M. de Las-Cases, voulaient, selon l'expression de l'amiral de Cuverville, « assurer la liberté de conscience des catholiques ».

Le rapporteur M. Poirrier tenta en vain de combattre cette opposition. Son argument principal consistait à affirmer que fixer le repos collectivement et obligatoirement au dimanche, était une atteinte des plus graves à la liberté du travail que la commission voulait à toute force respecter.

De plus, prétendait-il, la majorité des petits commerçants étaient opposés au repos du dimanche.

A tous ces sophismes et à toutes ces inexactitudes, M. de Las-Cases répondit par des arguments serrés.

« Le projet de la commission, dit-il ¹, pour employer l'expression même de M. Poirrier, « manque d'obligation ». Or je vous le demande, qu'est-ce qu'une loi sans obligation? C'est peut-être un vœu, c'est peut-être une déclaration de principe, mais ce n'est certainement pas une loi, car qui dit loi, dit par là même, obligation. Nous pensons, si l'on veut faire une loi pratique, donnant à l'ouvrier, à l'employé, le droit qu'il désire, qu'il faut faire quelque chose de plus; il faut que la loi fixe le jour où le repos aura lieu, il faut que toutes les industries, tous les commerces (sauf bien entendu, à accorder ensuite toutes les dérogations nécessaires) s'arrêtent le même jour. »

M. de Lamarzelle attaqua vigoureusement à son tour, dans la séance du 26 mai, le projet de la commission. Ses arguments ne diffèrent guère, dans le fond, de ceux de M. de Las-Cases. « Une loi qui réprime les abus de la liberté, s'écrie-t-il, protège la liberté parce que les abus de la liberté, c'est tout simplement la violation de la liberté des autres ². »

Pour MM. de Lamarzelle, de Las-Cases, la fixation du repos hebdomadaire au dimanche n'entraîne pas comme conséquence l'impossibilité d'accorder des dérogations.

Ils sont les premiers à reconnaître qu'elles seront nécessaires, mais ils veulent que la loi établisse un principe et l'établisse solidement.

1. *Journal officiel* du 25 mai 1905, p. 937.

2. *Journal officiel* du 27 mai 1905, p. 948.

Dans le cours de la discussion, M. de Las-Cases avait déposé un contre-projet. M. Monis, d'accord avec le Ministre du commerce, en déposa un à son tour. Il avait tellement de points communs avec celui de M. de Las-Cases, que celui-ci retira le sien.

« Nous sommes cousins germains », dit-il à l'ancien Garde des sceaux.

Ces deux contre-projets avaient d'ailleurs comme base le projet élaboré par le Conseil supérieur du travail ¹. Le contre-projet Monis fut renvoyé à la commission.

Devant cet échec à ses théories, M. Poirrier donna sa démission de rapporteur, et fut remplacé par M. Prévot.

Le projet élaboré par le Conseil supérieur du travail différait de celui de M. Poirrier, surtout parce qu'il posait nettement le principe du repos dominical et collectif.

Ce principe cependant ne devait pas être inflexible. Il comportait deux séries d'exceptions :

1^o « Le repos devait être alternatif dans les industries où il serait établi que le repos pour la totalité du personnel un même jour serait préjudiciable, soit aux établissements eux-mêmes, soit au public. — 2^o dans les communes de moins de 3.000 habitants, pour les établissements admis au roulement, et occupant moins de quatre ouvriers ou employés, le repos d'une journée par semaine pourrait être remplacé par deux repos d'une demi-journée, pris l'un le matin l'autre le soir. »

1. Projet du Conseil supérieur du travail, art. 1.

Dans tous les cas, avant que les dérogations fussent accordées par l'autorité compétente, la commission du Conseil supérieur du travail devait entendre les intéressés.

Dès le début de sa session, le conseil avait émis un vœu en faveur du repos du dimanche ; aussi lorsque M. Lefèvre proposa le principe du repos dominical sous forme d'amendement, cet amendement fut-il voté à l'unanimité des quarante-deux membres présents. La discussion ne porta que sur le point de savoir à qui appartiendrait le droit d'accorder des dérogations.

Les uns voulaient que ce fût à la commission départementale du travail, les autres que ce fût aux Préfets.

MM. Lefèvre et Jay étaient tous deux partisans du premier système, mais la majorité trouvant que les commissions du travail étaient encore trop imparfaitement organisées, ne se rangea pas à leur avis.

Elle adopta un système mixte : les dérogations seraient accordées par des décrets rendus en la forme de règlement d'administration publique, après que la Commission permanente du travail aurait entendu les intéressés.

Comme nous l'avons dit, le projet Monis, renvoyé à la Commission, n'était que le projet du Conseil supérieur du travail, légèrement modifié. On peut s'en rendre compte par la lecture de son article 2 :

« Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

« Toutefois, il peut, soit être donné un autre jour à tout le

personnel de l'établissement, soit être donné par roulement à tout ou partie dudit personnel, lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche, de tout le personnel, porterait préjudice au public, ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement.

« Un règlement d'administration public, pris sur l'avis du Comité Consultatif des Arts et Manufactures, de la Commission supérieure du travail institué par la loi du 2 novembre 1892, et après enquête et avis de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, énumérera les catégories d'établissements ou de personnel pour lesquelles le repos peut être donné par roulement, et celles pour lesquelles il peut être fixé à un autre jour que le dimanche. »

La commission sénatoriale et son nouveau rapporteur M. Prévot ne s'en tint pas cependant à la lettre du contre-projet Monis. Elle admettait le même principe cependant. Elle posait comme règle générale ¹ « le repos du dimanche ou du dimanche à midi au lundi à midi, et admettait des exceptions générales accordées par la loi à toute une industrie ou tout un commerce, et des exceptions locales et individuelles autorisées, lorsque le repos de tout le personnel le dimanche serait reconnu préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement. »

Mais la principale différence entre le projet de la commission déposé le 20 mars 1906 ² et celui de M. Monis portait sur le même point que celui qui

1. *Le repos hebdomadaire*, par Armbruster, avocat à la Cour d'appel de Paris.

2. *Journal officiel*. Sénat. Annexe 1906, n° 108, p. 228.

avait déjà fait l'objet de nombreuses discussions au Conseil supérieur du travail ; c'était le point de savoir à qui appartiendrait le droit d'accorder les dérogations.

M. Monis voulait que ce droit appartînt à l'administration, sous le contrôle du Comité consultatif des Arts et Manufactures, et de la commission supérieure du travail, et après enquête et avis préalable de la commission permanente du travail.

M. Prévot, au contraire, et la commission voulaient que ce droit fût accordé aux chambres de commerce ; les demandes seraient adressées au Préfet, qui ne ferait que les transmettre. Les chambres de commerce statueraient par une décision motivée, après avis préalable des syndicats patronaux et ouvriers, et feraient alors connaître dans le délai d'un mois cette décision au préfet.

Celui-ci n'aurait qu'à la rendre exécutoire, sauf recours devant le Conseil d'État.

Le projet de la commission vint en discussion, les 3 et 5 avril ¹, et 12 et 14 juin 1906, pour la première délibération. La deuxième délibération commença le 29 juin 1906 ², pour se poursuivre les 3 et 5 juillet de la même année ³.

1. *Journal officiel*. Débats parlementaires, p. 324, 341, 676 et 691.

2. *Journal officiel*. Débats parlementaires, p. 717.

3. *Journal officiel*. Débats parlementaires, p. 731, 751, 762.

La discussion s'engagea immédiatement sur le point que nous venons de signaler. M. Monis, soutenu par M. Doumergue, Ministre du commerce, combattit la thèse du rapporteur ¹.

« L'arbitre, le juge de la contestation, s'écriait l'ancien garde des sceaux, le juge souverain, sans appel, quoiqu'on en ait dit, je vais vous le démontrer, ce sera cette réunion de quelques commerçants, de quelques patrons choisis par un suffrage restreint, à base éminemment étroite, qui forment, même dans le commerce, une élite, je le veux bien, mais, par conséquent, une aristocratie.

« Dans ces conditions, Messieurs, donner le dernier mot à cet organe, c'est innover, c'est changer tous nos principes; c'est en même temps faire en sorte que certainement tout ce que fera la Chambre de commerce sera discuté par les ouvriers.

« Car il ne suffit pas d'avoir raison dans ces questions, il ne suffit pas d'avoir pour soi-même la clarté, même l'évidence, il faut s'imposer par le sentiment, par cette idée que le corps qui a rendu la décision à laquelle on doit obéir est inattaquable, est placée si haut, procède d'une source si pure qu'on ne peut même pas discuter ses intentions.

« Et voyez-vous quelle procédure on institue, après ce principe posé?

1. *Journal officiel*. Sénat, débats, p. 348.

« Cette Chambre de commerce va faire une enquête, d'après l'art. 8, auprès des syndicats patronaux et ouvriers. Ne voyez-vous pas déjà, avec cette manière de faire, certains inconvénients à ce contact immédiat et direct des forces ouvrières avec la Chambre de commerce ?

« Mais quand celle-ci aura pris sa décision, que deviendra cette décision ? On l'enverra au préfet qui sera obligé, quelle qu'elle soit, de la transformer en un arrêté qui sera obligatoire. Le préfet, c'est le représentant du Gouvernement, de l'État, c'est le représentant de la République, spécialement du Ministre du commerce ; il ne pourra rien dire, il est en même temps le garant de l'ordre, c'est lui qui répond de l'ordre républicain vis-à-vis de son gouvernement. Il peut trouver dans la décision des dispositions, qui, pour lui, vont amener certainement un désordre dans la rue ; il sera forcé de les sanctionner ; en même temps qu'il sera obligé de réprimer ce désordre, qu'il prévoit, il sera obligé de le créer en y donnant son adhésion. Messieurs, il y a là quelque chose d'absolument inacceptable. »

Cette argumentation solide ébranla la conviction du Sénat, mais la thèse de M. Prévet, exposée de façon claire et précise dans son rapport, n'en avait pas moins de nombreux partisans. « Pouvait-on laisser à l'arbitraire administratif, écrivait le rapporteur, le soin de prendre des décisions qui devaient forcément varier pour se plier aux usages de chaque région ? Offrirait-il

toutes les garanties d'impartialité désirables? Faudrait-il créer encore de nouveaux fonctionnaires? Qui le voudrait? N'est-ce pas en une pareille matière que la décentralisation s'impose?

« La commission a donc recherché quel était l'organisme existant auquel il serait possible de confier l'examen de toutes les exceptions de fait qu'il conviendrait d'apporter à la règle commune, et ce sont les Chambres de commerce qui lui ont paru être les mieux placées pour bien apprécier la légitimité de toutes les exceptions qui seraient demandées.

« L'objection qu'on pouvait faire au choix des Chambres de commerce est que les employés et ouvriers n'y sont pas représentés. Mais il est facile de se rendre compte que toutes les autorisations qui seront demandées, soit pour fixer le repos collectif à un autre jour que le dimanche, soit pour établir le repos par roulement, ne seront basées que sur des nécessités commerciales, et sur les besoins du public. Il ne s'agira plus de conflit entre employeurs et employés, puisque le jour du repos sera toujours assuré, mais presque uniquement de questions de concurrence entre commerçants appartenant à un même commerce ou à une même industrie.

« Loin de craindre que les Chambres de commerce n'accordent trop facilement des dérogations à la loi commune, on pouvait peut-être concevoir au contraire quelque inquiétude sur la tendance qu'elles pourront

avoir à se montrer trop rigoureuses. Quoi qu'il en soit, les intéressés auront au moins la certitude de présenter leurs réclamations à des juges très au courant des habitudes locales, très désireux de maintenir l'égalité entre les commerçants et offrant de grandes garanties d'impartialité. »

La thèse du rapporteur ne prévalut pas, et M. Monis triompha, grâce à l'appui que lui apporta le Ministre du commerce, M. Doumergue.

Nous réservant de donner dans un chapitre suivant notre opinion, nous nous contentons de citer ici les paroles du ministre ¹ : « Il n'est pas possible que ce soit la Chambre de commerce qui accorde les dérogations. Pourquoi ? Parce que, on vous l'a très bien dit, elle est composée d'une minorité tout à fait infime.

« L'honorable M. Prévôt justifiait l'intervention de la Chambre de commerce par ce fait qu'il considérait que les questions qui se poseraient seraient des questions de concurrence.

« Non, nous ne pouvons envisager la loi sous cet aspect.

« La loi actuelle n'est pas faite pour favoriser la concurrence ou pour la faire exercer dans des conditions plus difficiles pour les uns que pour les autres, il s'agit non pas d'une question de concurrence, mais d'une question de repos, d'humanité et de justice. »

1. *Journal officiel*. Sénat, débats, 1906, p. 351.

Quels sont ceux auxquels on refusera des dérogations, disait encore le Ministre du commerce ?

« Ce sont les petits patrons, les établissements, ceux précisément pour lesquels la concurrence est beaucoup plus dure que pour les autres. Ce sont ceux-là qui s'exposeront à voir toujours renvoyer les demandes de dérogations qu'ils apporteront ; et ils seront d'autant plus exposés à se les voir refuser que la loi elle-même a prévu la situation de ces petits propriétaires à l'art. 5 en disant que dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers et employés, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée de travail.

« Et alors les gros patrons, les gros industriels qui se trouvent dans les Chambres de commerce diront : « La loi a admis qu'il pourrait y avoir des dérogations pour les petits patrons, ils en bénéficient déjà dans certaines conditions, nous, nous les refusons toutes », et de cette façon il n'y aura plus d'exceptions faites que pour les gros patrons ».

Quelle que soit la valeur de la thèse ministérielle, le rapporteur fut battu, et après avoir écarté plusieurs autres systèmes, le Sénat adopta le suivant :

Le préfet aura seul pouvoir d'accorder les dérogations après avoir consulté le conseil municipal, la Chambre de commerce et les syndicats ouvriers patronaux intéressés.

C'était le triomphe de M. Monis.

La loi fut adoptée au Sénat sans scrutin le 5 juillet 1907. Dès le lendemain elle était transmise à la Chambre des députés; le même jour M. Zévaès déposait son rapport.

Le 10 juillet, elle vint en discussion.

L'urgence fut déclarée et la loi fut adoptée par 575 voix contre une.

En fait il n'y eut aucune discussion. Certains députés appartenant à des partis divers montèrent à la tribune faire quelques déclarations ou des réserves et ce fut tout.

Beaucoup, en effet, se rendaient compte des imperfections de la loi, mais aucun ne tenta d'obtenir qu'on les fasse disparaître : certains par indifférence, d'autres de peur de compromettre leurs sièges de députés, d'autres enfin, par fatigue de voir leurs efforts toujours inutiles.

« C'est que, comme l'a écrit très justement M. Latapie, en France, les problèmes sérieux nous fatiguent.

« Tandis qu'autour de nous les peuples gravitent lentement autour de grandes questions économiques ou sociales, avancent avec prudence, sans rien aventurer des intérêts matériels du pays, et se passionnent à la lutte des idées et aux conquêtes morales, nous, nous ne nous passionnons qu'à la lutte des personnes ».

Signalons, à la fin de ce chapitre, la déclaration de

M. Beauregard, député progressiste : « Une fois que la loi aura été appliquée, dit l'éminent professeur, nous constaterons qu'elle est très bonne dans son principe, qu'elle est même excellente, dans l'immense majorité de ses dispositions — vous voyez que je ne la critique guère — mais que sur tel ou tel point, il y a lieu de la retoucher. Ce ne sera pas la première fois que la Chambre remettra sur le métier tels ou tels articles d'une loi importante qui, d'ailleurs, dans leur ensemble, avaient réussi.

« Ce jour-là, nous aborderons ces quelques rectifications nécessaires, avec d'autant plus de liberté d'esprit, qu'à l'avance nous aurons signalé que nous nous attendions à un retour nécessaire de la loi, et nous serons tout à fait à l'aise pour faire ce qu'il nous paraîtra utile de faire ».

M. Zévaès, dans son rapport, déclarait lui-même que la loi n'était pas complète : « La mise en pratique d'une loi semblable, écrivait-il, entraînera sous peu diverses modifications partielles. »

Les faits ont démontré par la suite que ces députés avaient raison, que des modifications notoires seraient nécessaires au bon fonctionnement de la loi.

Malheureusement, ni la Chambre, ni le Sénat n'ont encore eu le temps de s'en occuper.

CHAPITRE IV

ÉTUDE INTRINSÈQUE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906

Avant d'aborder la question de savoir si nous sommes partisans de l'intervention de l'État dans les questions ouvrières et plus spécialement dans la question du repos hebdomadaire, il nous paraît nécessaire de nous livrer à l'étude en elle-même de la loi du 13 juillet 1906.

Cette loi est votée; elle existe, elle fonctionne.

Laissant de côté la question d'opportunité, nous l'étudierons donc dans ce chapitre exclusivement au point de vue législatif. Ne nous préoccupant ni des conditions dans lesquelles elle a été votée, ni de son utilité, nous examinerons successivement chacune de ses dispositions importantes.

Pour faciliter cette étude, nous diviserons ce chapitre en deux sections. Dans la première, nous étudierons quels sont les établissements et les personnes assujettis à la loi, et dans la seconde, quel est son fonctionnement.

SECTION I. — DES ÉTABLISSEMENTS ET DES PERSONNES
ASSUJETTIS A LA LOI.

L'art. 1 s'exprime ainsi :

« Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

Dans cet article, le législateur s'est efforcé de donner une formule générale pour désigner à la fois les établissements et les personnes assujettis à la loi.

Il déclare que le repos hebdomadaire sera applicable à tous les *ouvriers et employés* de tous les *établissements industriels et commerciaux*, quelle que soit leur nature.

Dans les précédents essais de législation ouvrière, il avait procédé au contraire par énumération, ainsi dans les lois de 1874, du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903.

A-t-il bien réussi dans sa tentative d'éviter l'énumération ? Nous ne le croyons pas, et lui-même, immédiatement, s'est rendu compte que sa formule était incomplète, puisque dans l'art. 3, il recourt de nouveau à son ancien procédé, l'énumération, pour compléter l'art. 1. Le § 4 de l'art. 3 nous dit, en effet, que le repos hebdomadaire sera applicable aussi aux :

« hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux. »

La tentative d'éviter l'énumération, qui, lorsqu'elle doit être longue, est un mauvais procédé législatif, était parfaitement louable, et peut-être que si le législateur se fût moins pressé dans ses travaux, il serait arrivé à donner la formule générale, complète et précise qui convenait à la loi. Quelles qu'en soient les raisons, il n'y a pas réussi.

Que faut-il donc entendre par entreprise commerciale et par entreprise industrielle ? Nous empruntons l'une et l'autre définition à M. Armbruster : « Il faut entendre par établissements industriels, écrit-il ¹, tous les établissements où le travail effectué est un travail industriel, c'est-à-dire un travail qui a pour but l'extraction, l'emploi ou la transformation de matières ou produits fabriqués qui sont livrés au commerce ou susceptibles de l'être. — Le travail commercial se distingue du travail industriel en ce qu'il ne comporte point de transformation des matières ou produits, qui sont l'objet d'une simple transmission sans qu'ils soient modifiés ou dénaturés. »

Donc, tous les établissements rentrant dans le cadre des définitions que nous venons de donner tombent

1. *Le repos hebdomadaire*, par L. Armbruster, avocat à la Cour d'appel de Paris.

sous le coup de la loi, que ces établissements soient laïques ou religieux, publics (sauf le cas prévu par l'art. 7) ou privés, quand même ils auraient un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Les établissements de l'État qui présentent le caractère commercial ou industriel n'échappent donc pas à la loi.

Cela ressort nettement de la discussion au Sénat; le rapport de M. Prévot contenait d'ailleurs, après les mots : « public ou privé, laïque ou religieux », le membre de phrase : « même lorsque cet établissement est exploité par l'État. » Le Ministre du commerce en obtint la suppression comme inutile, déclarant que les établissements appartenant à l'État étaient suffisamment désignés par le mot : « public ».

La loi est donc applicable : aux établissements dépendant du ministère de la guerre (services du génie, de l'artillerie, des poudres et salpêtres); aux établissements dépendant du ministère de la marine (arsenaux, chantiers, etc.); aux établissements pénitentiaires dépendant du ministère de l'intérieur; aux établissements dépendant des ministères des finances et des beaux-arts (manufactures des tabacs et allumettes, imprimerie nationale, etc.), et enfin à toutes les entreprises dirigées par les communes et les départements. Mais les agents des postes, télégraphes et téléphones, ne bénéficient pas de la loi. Cependant des efforts nombreux sont tentés pour leur en assurer les bénéfices.

Mais, bien qu'on l'ait prétendu, rien ne permet d'appliquer la loi au personnel des administrations publiques, participant aux travaux administratifs, ni au personnel chargé du service et de la garde des locaux.

Les lycées, les collèges, les écoles ne tombent pas sous le coup de la loi, si l'on n'y pratique pas l'enseignement spécial. Les gens de service ne sont pas visés non plus par la loi, quand bien même leurs maîtres sont commerçants ou industriels. Nous croyons même pouvoir affirmer avec M. Mesnard, conseiller à la Cour d'appel d'Amiens ¹, « qu'un industriel peut employer à son service privé, le dimanche, un ouvrier de son usine, un commis de son magasin, soumis en cette dernière qualité au repos hebdomadaire. » Il faut évidemment, dans ce cas, que le travail effectué par cet ouvrier ou ce commis soit d'ordre essentiellement privé, car si il présente le moindre caractère commercial, la loi s'applique à nouveau.

..... Une compagnie de voitures de place, de Paris, l'Urbaine, émit la prétention que ses cochers étaient des gens de service et n'avaient pas droit au repos hebdomadaire, mais le tribunal de simple police de Paris, dans un jugement du 2 mars 1907, lui a donné tort ².

M. Delahaye, sénateur de Maine-et-Loire, ayant

1. *Étude sur la loi du 13 juillet 1906*, par E. Mesnard (*Revue — Les lois nouvelles* du 15 janv. 1907).

2. *Gazette des Tribunaux*, 3 mars 1907.

présenté lors de la discussion de la loi, un amendement tendant à en accorder les bénéfices aux clercs des études d'officiers ministériels, cet amendement fut repoussé sur les instances de M. Prévot. D'aucuns se sont alors appuyés sur le rejet de cet amendement pour affirmer que la loi n'était pas applicable aux employés des agents de change, des courtiers, des banquiers, des agents d'assurance parce qu'ils présentent beaucoup plus de ressemblance avec les clercs de notaire ou d'avoué qu'avec les employés de commerce ou les ouvriers. La jurisprudence d'abord leur donna tort, puis la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 intervint ensuite dans le même sens.

La question est donc maintenant définitivement tranchée. Cependant, pour les clercs d'agréés près le tribunal de commerce, à cause de la similitude des agréés avec les avoués, il nous semble que l'on doive les traiter plutôt comme les clercs d'officiers ministériels que comme des employés de commerce.

Quoi qu'il en soit, il faut conclure du rejet de l'amendement Delahaye, que le législateur a voulu laisser complètement en dehors de la loi les professions libérales et d'une façon générale celles où l'élément littéraire, scientifique ou artistique domine. Par suite, nous croyons pouvoir affirmer que les aides et les secrétaires des médecins, des vétérinaires, des dentistes, des journalistes, des artistes ne rentrent pas dans la catégorie des personnes soumises à la loi.

Faut-il comprendre dans la formule employée par l'art. 1 les gérants de succursales ? Ceux-ci doivent-ils être assimilés aux employés ou aux patrons ? La question est délicate. Dans le premier cas, en effet, la loi leur est applicable ; dans le second, ils y échappent. La circulaire du 3 septembre 1906 déclare qu'il y a lieu de distinguer entre les gérants qui sont réellement chefs d'établissement, et ceux qui sont de véritables employés. Par conséquent, si un gérant se trouve isolé, dirigeant véritablement une annexe ou une succursale, s'il est intéressé dans les opérations de son établissement, on peut le considérer comme un patron ; si, au contraire, il se trouve soumis à un contrôle incessant, qu'il reçoive des appointements fixes, qu'aucune initiative ne lui soit laissée et qu'il n'ait qu'un rôle de surveillance, il est alors une sorte de contremaître, par suite d'employé, d'ouvrier : la loi lui est applicable.

La jurisprudence s'est prononcée dans le même sens, notamment le tribunal correctionnel d'Amiens, dans un jugement du 29 décembre 1906 (le Droit, 29 décembre 1906), et la Cour de cassation, chambre criminelle, dans des arrêts rendus les 19 janvier 1907 (Gaz. Pal. 1907, I, 144) et 2 février 1907 (Gaz. Pal. 1907, I, 353).

L'employé, l'ouvrier intéressé tombe-t-il sous le coup de la loi ? Évidemment oui. — Prétendre le contraire serait donner aux patrons un moyen bien facile d'ignorer cette loi.

Les ouvriers travaillant chez eux sont-ils soumis à la loi de 1906 ? Par ouvriers travaillant chez eux, nous entendons ceux indépendants complètement de l'autorité patronale, qui sont libres de travailler ou de ne pas travailler, pourvu qu'ils remettent leur ouvrage au jour promis.

Nous croyons que ces ouvriers échappent à la loi, même si le patron leur donne un travail qu'ils soient obligés par les circonstances de faire le dimanche.

On a dit, au contraire, que la loi leur était applicable, en faisant le raisonnement suivant : « L'ouvrier n'est pas libre en fait de refuser le travail excessif, car s'il le refuse, le patron ne lui donnera plus d'ouvrage. » Il est certain que des abus peuvent être commis, mais nous ne croyons pas que ce soit une raison pour étendre ainsi les effets de la loi, et quant à nous, les ouvriers travaillant chez eux ne sont pas astreints au repos hebdomadaire.

D'ailleurs le contrôle à exercer serait peu facile, sinon impossible.

Dès que la loi du 13 juillet 1906 fut promulguée, une question intéressante se posa : les parents du patron sont-ils soumis au repos hebdomadaire ? L'opinion qui prévalut fut qu'il fallait établir une première distinction entre les parents, associés du patron, qui en tant qu'associés, échappent à l'obligation du repos, et ceux non associés du patron ; et, une seconde distinction entre ces derniers, selon qu'ils sont appelés

par leur degré de parenté à recueillir les bénéfices du travail (femmes, enfants) ou selon qu'ils ne sont en réalité que de simples salariés (cousins, neveux). Pour ces derniers seulement, le repos hebdomadaire est obligatoire. Maintenant la discussion n'a plus sa raison d'être. M. le Ministre du travail a en effet tranché la question en ce sens. Dans une circulaire adressée aux préfets et aux inspecteurs du travail, le 30 novembre 1906, M. Viviani écrit :

« 1° La femme ne peut se voir appliquer la loi du 13 juillet 1906. Elle est en fait l'associée du mari, et je vous prie de donner à ce terme le sens le plus large. Il ne s'agit pas ici d'association civile ou commerciale, et votre contrôle n'a pas à connaître des contrats de mariage.

« 2° Les enfants concourent, avec la femme, à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine dont la garde appartient au père. La loi du 13 juillet 1906 est muette à leur sujet. Mais je pense que l'intention du Parlement serait méconnue, si on leur appliquait la loi du repos hebdomadaire.

« 3° Les parents à un titre quelconque qui sont, au sens civil ou commercial du mot, des associés, échappent également à la loi, non en qualité de membres de la famille, mais en qualité d'associés, chacun d'eux représentant une part dans la gérance ou dans la direction.

« 4° Les membres de la famille autres que la femme,

les enfants, les associés, s'ils sont employés ou ouvriers, ont droit au repos hebdomadaire ¹. »

M. Mesnard se pose la question suivante : « Que décider si le patron se fait assister par sa concubine ou par ses enfants naturels non reconnus ? Il ne s'agit pas ici d'une question de moralité, mais d'une application de la loi sur le repos hebdomadaire. Et il nous semble difficile de ne pas reconnaître à ces personnes, vivant avec le chef d'industrie, le caractère de coïntéressés plutôt que celui d'employés.

« Nous parlons bien entendu de personnes ayant en quelque sorte une possession d'État. En un mot, il nous paraît peu admissible qu'un inspecteur dresse procès-verbal à un boutiquier parce que celui-ci se ferait assister le dimanche par une personne qu'il présente et qui est considérée comme sa femme ; la question, nous le reconnaissons, est délicate, mais enfin il ne semble pas que la loi de 1906 puisse servir de prétexte pour venir porter le trouble et le scandale chez des commerçants auxquels les constatations trop indiscretes causeraient peut-être un préjudice irréparable. » Ce n'est là qu'un point de notre question, qui ne doit pas se présenter fréquemment. Cependant il nous a paru intéressant de le signaler, d'autant plus

1. Voir dans le même sens, Jug. Trib. simple police, Roanne, 9 décembre 1906 (*Moniteur*, Lyon, 19 déc. 1906. — Trib. simple police, Lille, 15 déc. 1906. Le Droit, 18 déc. 1906. — Cass. crim., 7 mars 1907).

UNIVERSITÉ DE LYON. FACULTÉ DE DROIT

MM.

- CAILLEMER, C. ✱, I. ☞, Doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.
- MABIRE, ✱, I. ☞, professeur honoraire.
- GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.
- APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.
- FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.
- THALLER, ✱, I. ☞, professeur honoraire.
- AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.
- COHENDY, O. ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.
- PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.
- APPLETON (Jean), I. ☞, professeur de Droit administratif.
- LAMBERT, A. ☞, professeur d'Histoire générale du droit français.
- BOUVIER, I. ☞, professeur de Science financière et de Législation française des finances.
- LAMEIRE, A. ☞, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
- JOSSERAND, A. ☞, professeur de Droit civil.
- BROUILHET, A. ☞, professeur d'Économie politique.
- HUVELIN, A. ☞, professeur de Droit romain.
- LEVY, A. ☞, professeur de Procédure civile.
- GONNARD, A. ☞, professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Économie politique.
- BECQ (J.), I. ☞, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président. M. GONNARD, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. CAILLEMER, doyen.} \\ \text{M. LÉVY, professeur.} \end{array} \right.$

ERRATA

- P. 36. Ligne 9, *lire* : 1891 *au lieu de* 1861.
P. 39. Ligne 22, *lire* : 1896 *au lieu de* 1796.
P. 60. Note 1. Par suite d'une erreur, l'article de M. Chastenet n'ayant pas été transcrit, nous ne pouvons dire ici qu'une chose, c'est que le repos hebdomadaire existe en Italie depuis juillet 1907. M. Chastenet, dans son article, examine les principales dispositions de la loi, et en fait une rapide critique au point de vue économique et social.
P. 68. Ligne 8, *lire* : représentés *au lieu de* représentée.
P. 69. Ligne 15, *lire* : le pour et le contre *au lieu de* le pour et contre.
P. 86. Ligne 8, *lire* : instituée *au lieu de* institué.
P. 107. Ligne 11, *lire* : même *au lieu de* mêmes.
P. 133. Ligne 21, *lire* III *au lieu de* 3°.
P. 137. Ligne 9, *lire* : IV *au lieu de* 4°.
P. 151. Ligne 1, *lire* : 3°, *avant* suspension.
P. 169. Ligne 19, *lire* : qualité pour faire *opposition* à une demande en dérogation.
P. 184. Ligne 7, *lire* : contrats *au lieu de* contacts.

que nous nous rangeons pleinement à l'avis de M. Mesnard.

La loi de 1906 ne s'applique pas aux ouvriers agricoles.

C'est volontairement qu'ils ont été exclus de son champ d'application. Mais que faut-il entendre par travail agricole ?

« C'est celui qui a pour but la culture et la récolte des productions de la terre, et l'élevage des animaux. Il cesse au moment où commence le travail destiné à l'utilisation industrielle des produits ainsi obtenus ou recueillis ¹. »

La raison de cette exception est, nous l'avons déjà dit dans le précédent chapitre, que les abus sont rares à la campagne et que par suite de la nature des travaux, il est des saisons où l'ouvrier agricole fournit sans discontinuer des journées fort longues, et cela nécessairement, tandis qu'à d'autres mois de l'année, il jouit d'un repos quotidien presque absolu.

Dans les mois d'hiver, pour employer le mot que nous avons entendu souvent dans la bouche de paysans, *ils bricolent*. Leur existence est tellement différente de celle de l'ouvrier industriel, qu'il eût été impossible de leur imposer la même loi, les mêmes règles. C'eût été une maladresse que le législateur a su éviter.

1. *Les lois nouvelles*, 1906, n° 18, Mesnard et Lenoury.

Il n'y a pas lieu de distinguer si les travaux agricoles sont exécutés à l'aide de machines mécaniques ou à vapeur, ou simplement à bras d'hommes.

Dans les deux cas, ils échappent à la loi.

Un doute s'élève au sujet des exploitations forestières. Doit-on considérer les travaux qui y sont faits comme agricoles ou comme industriels? Tout le monde est d'accord pour dire que lorsqu'une coupe de bois est exploitée par le propriétaire ou le fermier, cette exploitation est considérée comme travail agricole, mais certains prétendent que lorsque la coupe a été cédée à un marchand de bois, il faut considérer son exploitation comme travail industriel. Nous ne voyons pas bien les raisons de ce changement de caractère, ni comment il se fait que les mêmes travaux exécutés dans un même bois puissent être agricoles ou industriels, selon l'état de la personne qui les dirige. Nous comprenons que le marchand de bois soit obligé de donner le repos hebdomadaire à ses commis, à ses charretiers, qui sont des employés demeurant chez lui toute l'année, mais non à ses bûcherons, à ses coupeurs, qui sont le plus souvent des gens du pays où est située la coupe, des paysans qui travaillent au bois l'hiver en attendant le moment de retourner aux champs.

De plus, il faut considérer que le bois ne peut être coupé que dans une certaine période de l'année, qu'il doit être débarrassé des fagots et des arbres abattus à

une époque fixe de façon à ne pas gêner la pousse nouvelle. Si le mauvais temps survient, les travaux peuvent être suspendus, la propriété par suite en souffrira ; il n'y a donc pas plus de raison pour accorder un jour de repos au moment de la coupe d'un bois qu'au moment de la moisson.

D'ailleurs, supposons qu'un propriétaire, qu'un fermier cède ses récoltes sur pied à un commerçant quelconque à condition qu'il les fasse enlever lui-même et supposons que ce commerçant, pour cette besogne, emploie les ouvriers mêmes du fermier. Dira-t-on pour cela qu'il doit leur accorder le repos hebdomadaire alors que le fermier ne le leur devait pas ?

Les mêmes raisons de leur refuser subsistent, et nous croyons qu'il en est ainsi pour tous les travaux de la campagne, aussi bien pour les moissons, les vendanges, que pour les coupes de bois. Cependant la jurisprudence s'est prononcée contre notre opinion, dans nombre d'espèces, au sujet de la loi du 9 avril 1898.

Il est évident que lorsque à une exploitation agricole est annexée une exploitation industrielle, par exemple une sucrerie à une ferme, elles sont indépendantes l'une de l'autre : la loi ne s'applique pas à la première, mais conserve tous ses effets à l'égard de la seconde.

La loi de 1906 ne vise pas les ouvriers et employés des entreprises de transport. L'article 17, qui formule l'exception, s'exprime ainsi :

« Les dispositions de la présente loi ne seront pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales. »

La raison de cette exception est dans l'intérêt du public. Elle concerne les entreprises de chemin de fer d'intérêt général ou local, les transports des voyageurs ou des marchandises par mer, fleuves, canaux et rivières, mais les dispositions de la loi restent applicables aux employés des compagnies de tramways, d'omnibus, et aux cochers de voitures de place. Cela est certain et ressort de la discussion au Sénat.

M. Poirrier, en effet, disait : « La solution de la question du repos hebdomadaire ne présente pas autant de difficultés pour les employés de tramways, car s'il y a une similitude entre les employés de chemins de fer et ceux de tramways, il n'y en a aucune dans leur mode d'exploitation. Les employés de tramways ne figurent pas dans le projet spécial des employés de chemins de fer, soumis au Sénat. En conséquence, nous avons cru devoir les comprendre dans la loi. »

Les mécaniciens et les chauffeurs jouissent en ce moment du repos décadaire (Arrêtés ministériels des 4 novembre 1899 et 10 octobre 1901); de plus un projet est en instance devant le Sénat, tendant à accorder ce mode de repos à tous les employés de chemins de fer. Les grandes compagnies font d'autre part leurs

efforts pour assurer le repos de leur personnel, et à la date du 21 septembre 1906, leurs présidents ont écrit au Ministre des travaux publics pour lui dire qu'ils s'efforçaient d'accorder à leurs ouvriers une suspension de travail de 52 jours par an, sous forme de journées et de demi-journées de repos et de congés annuels.

SECTION II. — FONCTIONNEMENT DE LA LOI DU
13 JUILLET 1906.

Paragraphe premier. — Principe et dérogations.

L'art. 2 de la loi du 13 juillet 1906 pose le principe suivant :

Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

Nous connaissons les discussions qui eurent lieu au Sénat au sujet du choix du jour du repos. Nous n'y reviendrons ici que pour dire que nous approuvons pleinement le choix du dimanche.

La tradition voulait ce choix, le dimanche est le jour du repos, le jour de la fête familiale par excellence. Les ouvriers n'en eussent pas choisi un autre. « Pour ces prisonniers de la semaine, écrit Alphonse Daudet (et ces lignes furent lues à la tribune du Sénat par M. Dubief), l'almanach, aux grilles serrées, s'entr'ouvre, de distance en distance, en espaces lumineux, en prises

d'air rafraîchissantes. C'est le dimanche qui constitue pour une foule d'êtres la seule récompense, le seul but aux efforts désespérés de six jours de peine. — Si on veut bien connaître le dimanche, il faut le voir surtout aux quartiers laborieux, aux faubourgs enfiévrés, où dès le matin, on le sent planer, reposant et doux, dans le silence des fabriques, passer avec le bruit des cloches qui met dans l'horizon, tout autour des banlieues, comme un immense chant de délivrance. Alors on le comprend et on l'aime..... Dimanche, je t'exalte et te bénis pour tout ce que tu donnes de joie et de soulagement au labeur honnête et courageux, pour le rire des enfants qui t'acclament, pour la fierté des mères, heureuses d'habiller leurs petits en ton honneur, pour la dignité que tu conserves au logis les plus pauvres..... »

M. Gustave Geffroy donne une idée très juste du dimanche populaire, lorsqu'il met les paroles suivantes dans la bouche du père Chaudron, un des personnages de sa pièce l'« Apprentie » : « L' dimanche, c'est pas un jour de la semaine, c'est en dehors... c'est dimanche, quoi ! S'il fait comme aujourd'hui, qu'il y ait un rayon de soleil qui se promène, eh bien... il me semble que nos vieilles maisons ont aussi une chemise blanche, et que le ciel a passé une belle robe bleue toute neuve. Les autres jours on n'a pas l' temps de regarder l' ciel... J'suis là à limer et à tapoter mes serrures... au lieu que l'dimanche... je r'lève la tête... je hume tout ce qui se passe dans tout ça... l'air, la lumière, le

bruit des cloches... J'suis en vacances comme qui dirait... et tout le monde est comme moi. Les enfants rient, les fillettes chantent, les pauv'es femmes ont le temps de respirer, les gens flânent, s'arrêtent, comme s'il allait arriver quelque chose... il n'arrive rien. C'est justement ce qui est bon... La rue est à tout le monde ce jour-là. Les autres fois, c'est comme un grand chemin qui est bien dur pour marcher... le dimanche, on on s'croirait dans un jardin. »

L'usage est que depuis des siècles, les affaires cessent le dimanche. Pourquoi serait-on allé contre la coutume, contre la tradition ? Il faudrait avoir l'esprit vraiment étroit et borné pour voir dans le choix du dimanche comme jour de repos un intérêt ou un but confessionnel.

Aux partisans du repos par roulement, nous répondrons avec M. Mesnard que l'unité du jour est de plus nécessaire, « d'abord parce qu'il est utile que toutes les personnes d'une même famille d'ouvriers et d'employés se reposent le même jour, ensuite parce que le repos par roulement favorise les infractions à la loi ¹. »

Cependant il eût été difficile d'appliquer rigoureusement le principe du repos dominical, aussi la loi, dans l'article 2 lui-même et dans les art. 3, 4, 5, 6, 7, établit-elle une série de dérogations.

Nous croyons que l'on peut classer ces dérogations en 4 catégories :

1. *Les lois nouvelles*, 1907, n° 1, Mesnard.

1° Les dérogations conditionnelles qu'il faut solliciter de l'autorité administrative, énumérées dans l'art. 2.

2° Les dérogations de droit, qu'il est inutile de solliciter, énumérées dans les art. 3 et 5.

3° Les dérogations éventuelles, mais nécessitant un préavis favorable de l'inspecteur du travail, énumérées dans les articles 4 et 6.

4° Les dérogations spéciales aux entreprises de l'État (art. 7).

I. *Dérogations conditionnelles.* — L'article 2 nous dit que :

« Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public, ou compromettrait le fonctionnement normal de ces établissements, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement ou bien :

a) un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement.

b) du dimanche midi au lundi midi.

c) le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine.

d) par roulement à tout ou partie du personnel.

« Ces autorisations nécessaires devront être demandées et obtenues, conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 de la présente loi ».

D'après cet article donc, une seule condition est nécessaire pour que le principe du repos dominical subisse une atteinte : c'est qu'il existe un préjudice

causé soit au public, soit à l'établissement par l'application de ce principe. Ce n'est pas le directeur de l'établissement qui est juge du fait, quand bien même le préjudice serait évident.

L'autorisation doit être *demandée et obtenue*.

La demande doit être adressée, comme nous l'apprend l'article 8, au préfet du département.

Celui-ci devra demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers de la commune; les avis devront être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statuera ensuite par un arrêté motivé, qu'il notifiera dans la huitaine.

Nous avons vu, que lors de la discussion de la loi, il avait été question de faire seuls juges des dérogations à accorder, soit les Chambres de commerce, soit les Conseils du travail. Nous croyons pour notre part que cette solution n'eût pas été heureuse, pas plus d'ailleurs que celle qui est intervenue.

Peut-être eût-il été préférable d'instituer une juridiction spéciale composée d'un nombre égal de représentants ouvriers et patronaux de toutes les communes et industries du département, et présidée par le préfet.

Les délégués eussent été nommés pour une ou deux années, les uns par les membres des syndicats ouvriers, les autres par les membres des syndicats patronaux. Le préfet aurait convoqué cette assemblée selon les nécessités; elle aurait statué à la majorité des voix, après

avoir entendu l'intéressé et le maire, ou un conseiller municipal, délégué de sa commune.

Les décisions prises eussent été obligatoires, sauf, dans la quinzaine qui aurait suivi leur notification, recours devant le conseil d'État, soit de l'intéressé, soit du préfet lui-même.

Certains préfets, après la promulgation de la loi (et c'est ce qui prouve la faiblesse du système adopté), n'ont pas compris quel était exactement le pouvoir que leur accordait l'art. 2. Ils ne sont que les juges du fait, et n'ont qu'à se rendre compte d'une chose : si la condition, le préjudice, exigé par la loi, pour accorder la dérogation, existe. Si oui, ils doivent l'accorder, si non, ils doivent la refuser. Le préfet ne peut admettre ou rejeter la demande selon son bon plaisir. Ce n'est pas une faveur qu'il accorde, c'est un droit qu'il sanctionne.

Si la théorie contraire avait été adoptée, le recours légal devant le Conseil d'État n'eût été qu'un mythe et n'aurait pu avoir lieu que pour violation des formes.

Ce n'est évidemment pas là l'idée de la loi, et rien dans ses travaux préparatoires ne permet de donner une telle interprétation. Nous croyons au contraire, que, comme l'écrit M. Mesnard, « le recours devant le Conseil d'État a été créé pour donner aux intéressés la garantie d'une juridiction assez élevée pour rester toujours impartiale ¹. »

1. *Les lois nouvelles*, n° du 15 janvier 1907.

D'ailleurs, il faut le reconnaître, le commissaire du Gouvernement dans une affaire devant le Conseil d'État, M. Romieu, a très bien discerné l'esprit de la loi en disant que le texte de l'art. 2, combiné avec celui des art. 8 et 9, « indique bien qu'il s'agit de délimiter un droit, et non de rendre possible une faveur » ¹.

Le Conseil d'État s'est prononcé pour la théorie que nous soutenons. Le préfet n'a pas le droit de refuser au chef d'établissement la dérogation qu'il demande si celui-ci justifie que la condition exigée par la loi existe. (Les premiers arrêtés sur ce point datent du 30 novembre 1906.) En cas de recours, par conséquent, en appliquant logiquement cette théorie, le Conseil d'État se trouve juge de la légalité de la décision préfectorale, en même que de l'existence ou de l'absence de la condition exigée par l'art. 2.

Quel doit être le caractère du préjudice causé ? Ce ne doit pas être un préjudice quelconque, une simple gêne; la loi dit : « Compromettre le fonctionnement normal. »

Il faut donc une atteinte profonde à ce fonctionnement, ou une gêne réelle pour le public. — Il faut en un mot que le préjudice ait un caractère de gravité accentué et bien certain. Cela ressort non seulement du texte même, mais de la discussion au Sénat.

1. *Gazette du Palais*, 7 dec. 1906. Conclusion du commissaire du Gouvernement dans les affaires Denis, Dunand, etc.

Quand y a-t-il gêne réelle pour le public ?

C'est une question de fait. Nous supposons l'existence d'un marché hebdomadaire dans une ville, c'est une richesse pour cette ville ; si ce marché est dominical, il semble difficile de dire que le public n'éprouvera pas une gêne réelle à trouver, le jour où il a lieu, tous les magasins et toutes les boutiques avec les volets clos.

Toutes les fois qu'il y a gêne réelle pour le public, il y a par suite atteinte grave au fonctionnement normal de l'établissement. Conservant la même hypothèse que ci-dessus, il est certain que si le public est gêné de ne pouvoir acheter un jour de marché, les commerçants subissent de leur côté un préjudice grave de ne pouvoir vendre un tel jour. A ce cas de réciprocité, il faut ajouter, dit M. le Commissaire du Gouvernement Romieu, « toutes les circonstances économiques, industrielles, techniques ou, le cas échéant, administratives, qui seraient spéciales à l'établissement similaire, et qui seraient assez graves pour motiver la dérogation.

« Au cas où l'on est amené à rechercher l'importance de la perte que va subir l'industriel, on devra avoir soin de distinguer entre la perte apparente, qui, subie le dimanche, peut se compenser par le bénéfice d'une répartition nouvelle des ventes entre les autres jours de la semaine, et la perte sèche et définitive, par exemple des ventes faites dans certains cas le

dimanche aux voyageurs de passage, que rien ne vient atténuer ¹. »

Il nous semble que M. Romieu a fort bien déterminé quelles étaient les circonstances où il pouvait y avoir préjudice, et comment la gravité de ce préjudice pouvait et devait être appréciée.

L'art. 8 nous dit que :

« L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements de la même ville, faisant le même genre d'affaires, et s'adressant à la même clientèle. »

De ce texte, quelques personnes ont conclu que, du moment qu'une dérogation avait été sollicitée et obtenue par le chef d'un établissement d'une ville, tous les chefs d'établissements similaires de la même ville pouvaient en profiter sans être autorisés individuellement.

Outre que le Ministre du commerce a dit clairement à la tribune du Sénat que les dérogations étaient individuelles, il nous semble que le texte même de l'art. 2 eût été suffisant pour prouver que cette thèse est une erreur. Ce texte, en effet, nous dit que les autorisations nécessaires doivent être *demandées et obtenues*, et ce n'est pas une raison parce que votre collègue et concurrent a demandé et obtenu l'autori-

1. *Gazette du Palais*, 8 déc. 1906. Conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Romieu.

sation pour que vous soyez dispensé de la demander et de l'obtenir.

Que signifie donc l'art. 8, *in fine* ? Tout simplement que l'autorisation qu'a obtenue un commerçant ne pourra être refusée à son concurrent, du jour où il la sollicitera, s'il justifie qu'il est exactement dans les mêmes conditions que lui.

Le législateur accorde des dérogations individuelles, mais il est partisan de leur extension, et il faut que le préfet juge si cette extension doit être donnée ou refusée.

Il a pensé avec raison que les intéressés n'avaient pas qualité pour juger eux-mêmes de son opportunité. Des abus auraient été commis certainement, et de nombreuses contraventions en seraient résultées. Pour les éviter, il a exigé que tout chef d'établissement fasse une demande. D'ailleurs, le Ministre de la justice, dans sa circulaire du 4 février 1907, dit nettement « que le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche et qu'il ne peut être dérogé à cette règle dans les cas prévus par l'art. 2, que lorsque l'autorisation nécessaire a été demandée et obtenue ».

Lorsqu'une demande est collective, « le préfet d'abord, le juge ensuite, dit M. Romieu dans ses conclusions ¹, doit examiner si les demandeurs satisfont individuellement aux conditions de la loi, et s'il y a des différences entre eux, justifiant un traitement différent. »

1. *Gazette du Palais*, 8 déc. 1906.

Par conséquent l'examen doit être le même que si les commerçants avaient déposé chacun une demande individuelle, mais si les circonstances sont les mêmes pour tous, s'ils réalisent tous les conditions exigées par la loi, on ne peut leur refuser l'autorisation sollicitée.

Voici quelle est, en pratique, la façon de procéder.

Elle a été prescrite aux préfets par la circulaire ministérielle du 9 août 1906. Ils doivent, dans leurs arrêtés d'autorisation, insérer un article ainsi conçu : « La présente autorisation sera étendue aux établissements de la ville faisant le même genre d'affaires, et s'adressant à la même clientèle. Des arrêtés ultérieurs énuméreront ces établissements sur la justification fournie par leurs chefs que les deux conditions sus énoncées sont remplies. »

Donc un arrêté préfectoral accordant l'autorisation demandée par un chef d'entreprise étend cette autorisation à tous les chefs d'entreprises de la même ville, mais eux, de leur côté, ne peuvent profiter de cette autorisation s'ils ne font parvenir au préfet la preuve qu'ils réalisent les conditions exigées par la loi, c'est-à-dire : « 1^o que chacun d'eux habite la même ville que le concurrent qui a sollicité une dérogation; 2^o que chacun d'eux fait le même genre d'affaires; 3^o que chacun d'eux s'adresse à la même clientèle. » Le préfet apprécie.

Ce procédé a le même résultat que celui consistant

à exiger une demande individuelle de dérogation ; il ne va donc pas à l'encontre de la loi et a l'avantage de simplifier les choses. Il évite, en effet de recommander les formalités d'enquête et de consultations prévues par le paragraphe 2 de l'art. 8.

II. *Dérogations de droit.* — Ces dérogations sont comprises dans l'article 3 et dans l'article 5. L'article 3 est ainsi conçu :

« Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1° Fabriques de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

2° Hôtels, restaurants et débits de boisson ;

3° Débits de tabacs et magasins de fleurs naturelles ;

4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux ;

5° Établissements de bains ;

6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions ;

7° Entreprises de locations de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

8° Entreprise d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

9° Entreprises de transport par terre, autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;

10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;

11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

« Un règlement d'administration publique énumérera la nomenclature des industries comprises sous les numéros 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement. »

« Un autre règlement d'administration publique déterminera également les dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que les hauts fourneaux. »

La loi le dit elle-même, ces dérogations sont de droit. Il n'y a aucune autorisation à solliciter; du moment qu'un établissement rentre dans une des catégories sus-énoncées, le patron peut donner à ses employés ou ouvriers le repos par roulement au lieu de donner à tous le repos dominical. Pour éviter les fraudes, le chef d'établissement est obligé de tenir un registre dans les formes prescrites par le § 1^{er} de l'article 1 et le § 3 de l'article 2 du décret du 24 août 1906. (Circulaire ministérielle du 3 septembre 1906.)

D'après ce décret, en effet, lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, doit inscrire sur un registre spécial le nom des ouvriers et employés soumis à un régime particulier de repos, et indiquer ce régime. Pour chacune de ces personnes, le registre doit faire connaître le jour et éventuellement les deux demi-journées choisies pour son repos.

Bien que cet article soit formel, il se produit parfois

des erreurs d'interprétation. En ce cas, ce sont les tribunaux qui ont seuls pouvoir d'apprécier si le chef de l'établissement a usé de son droit ou l'a outrepassé en appliquant la dérogation.

On a prétendu par exemple, que ni les bouchers, ni les charcutiers n'étaient appelés à bénéficier de la dérogation. La loi parle en effet de la fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation.

Les tribunaux ont reconnu avec raison qu'il y avait là une exagération. Les bouchers évidemment ne fabriquent pas leur marchandise, ni les charcutiers, mais ils la préparent et la présentent de telle façon qu'elle peut être vendue au détail pour la consommation immédiate. Les épiciers par contre se sont crus autorisés à user de la dérogation du paragraphe 1^{er} de l'art. 3. La jurisprudence leur a donné tort. Ils vendent évidemment des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate, mais ils ne les fabriquent pas, et lorsqu'une fabrique est adjointe aux magasins de vente, elle en est indépendante au point de vue de l'application de la loi. Les épiceries sont régies sans aucun doute par le paragraphe 2 de l'art. 5, et bénéficient du droit de rester ouvertes le dimanche matin.

Après la promulgation de la loi, les patrons boulangers furent de ses plus acharnés adversaires. Un régime spécial avait failli leur être octroyé par le Sénat, mais le Ministre du commerce et M. Monis firent échouer cette tentative.

Ce régime consistait à accorder aux ouvriers boulangers une série de treize jours de repos tous les trois mois.

Après que le Sénat eut rejeté ce système, les syndicats patronaux entamèrent la lutte, principalement dans les grandes villes. Ils prétendaient ne pouvoir trouver d'« extras » pour remplacer leurs chômeurs ; et ils espérèrent obliger le public à soutenir leurs revendications en lui imposant le pain rassis une fois par semaine. Maintenant, ils se sont lassés, mais il est certain qu'ils rencontrent dans l'application de la loi de réelles difficultés ; aussi la violent-ils souvent, et dans leur corporation, on relève un grand nombre de contraventions.

Le numéro 9 de l'art. 3 parle du repos hebdomadaire dans les entreprises de transport. Nous avons vu que les chemins de fer avaient un régime spécial ainsi que les entreprises de transport par eau. Mais les entreprises de tramways, de voitures de place et de louage, de camionnage et de livraison sont visées par l'article 3, n° 9, et peuvent donner le repos par roulement à leurs employés.

Par tramways, il faut entendre les entreprises destinées au transport des voyageurs, et parfois des messageries dans les villes et dans leur banlieue, mais non les entreprises ayant pour but de relier des centres assez éloignés, et qui font l'office de véritables chemins de fer.

La dénomination importe peu ; c'est le fait même qu'il faut considérer ¹.

La circulaire de M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale, en date du 22 mai 1907, a tranché la question dans ce sens et fait cesser les nombreuses discussions qui s'étaient élevées sur ce point.

Les numéros 10 et 11 de l'article 3 nous disent que le repos par roulement sera accordé dans les industries où sont mises en œuvre des matières d'altération très rapide, et les industries, dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la détérioration du produit en cours de fabrication. — La loi ne précise pas davantage et laisse à un règlement d'administration publique le soin d'intervenir pour déterminer les industries pouvant bénéficier de cette disposition. Ce règlement n'a pas paru immédiatement après la promulgation de la loi.

Dans sa circulaire du 3 septembre 1906, M. le Ministre du commerce déclare qu'il n'y a pas lieu de prévoir le fonctionnement immédiat de cette « soupape de sûreté ».

Le but du Ministre du commerce, en agissant ainsi, était fort louable ; il voulait diminuer le plus possible

1. La distinction généralement admise est celle donnée par Colson. Il déclare que ce qui différencie les chemins de fer des tramways, c'est que les premiers ont une voie de roulage établie sur une plate-forme spéciale, tandis que les rails des seconds sont installés sur la voie publique. Cf. Colson, *Traité*, tome VI, p. 99.

les exceptions au principe du repos dominical, et, de plus, se rendre compte, par les rapports des préfets, des exceptions à admettre. Mais était-il bien dans son droit ? Nous croyons pour notre part, en principe, que ne pas publier un règlement prévu par une loi est une illégalité. De plus, dans le cas particulier, la loi de 1906 nedisait pas : « un règlement d'administration publique *pourra énumérer, mais énumérera.* » Elle ne laissait donc pas au pouvoir exécutif la faculté de publier un règlement, mais elle l'obligeait à le publier. Ce n'est pas dans les habitudes d'un législateur de prévoir un règlement qu'il ne juge pas utile. Selon nous, le Ministre du commerce a outrepassé ses droits en déclarant que plus tard seulement, on examinerait s'il y avait lieu « d'uniformiser certaines autorisations de roulement accordées par les préfets ».

Le règlement prévu par l'article 3 a paru le 14 août 1907. Il a été publié par M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale et promulgué au Journal Officiel du 18 août 1907. Nous ne pouvons faire mieux que de le reproduire intégralement ici.

DÉCRET. Complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1906.

14 août 1907.

ARTICLE PREMIER. Les établissements énumérés ci-après sont admis, en exécution de l'avant-dernier paragraphe de la loi du 13 juillet 1906, à donner le repos hebdomadaire par roulement au personnel employé aux travaux spécifiés dans le tableau suivant :

Abattoirs ; Accumulateurs électriques (fabriques d') ; formation des plaques et surveillance des fours de fusion du plomb ; Acide azotique monohydraté (fabriques d') ; Acide carbonique liquide (fabriques d') ; Acide chlorhydrique (fabriques d') ; Acides résiduels de la fabrication des produits nitrés (établissements traitant les) ; Acide sulfurique (fabriques de) ; Agglomérés de charbon (fabriques d') ; Air comprimé (chantiers de travaux à l'), (production et soufflage de l'air comprimé) ; Alcools (voir distillation) ; Amidonneries (Opérations de séchage et de décantation) ; Ammoniaque liquide (fabriques d') ; Arrosage, balayage, nettoyage et enlèvement des ordures ménagères (entreprises d'). Banques et établissements de crédit (service de garde) ; Beurreries industrielles (traitement du lait) ; Bioxyde de baryum (fabriques de) ; Bleu d'outremer (fabriques de), (conduite des fours) ; Bougies (fabriques de), (préparation des acides gras) ; Boyauderies, triperies, cordes à boyau (fabriques de) ; Brasseries (fabriques de bières) ; Cabinets publics, d'aisance et de toilette ; Câbles électriques (fabriques de), (travaux d'isolation et de conduite des étuves) ; Caisse d'épargne ; Camphre (fabriques de), (raffinage) ; Carbure de calcium (fabriques de, voir four électrique) ; Caséine (fabriques de) ; Celluloïd (fabriques de) ; Céramique (industrie, séchage des produits et conduite des fours) ; Chamoiseries (traitement des peaux fraîches) ; Chauffage (entreprises de) ; Chaux, ciments, plâtres (fabriques de conduite des fours) ; Chlore et produits dérivés (fabriques de) ; Chlorhydrate d'ammoniaque (fabriques de), (sublimation) ; Cokes (fabriques de), (conduite des fours) ; Colles et gélamines (fabriques de), (traitement des matières premières, conduite des autoclaves et des séchoirs) ;

Conserves alimentaires (fabriques); Corps gras (industrie de l'extraction des); Corroieries (travaux de séchage); Cossette de chicorée (sècherie de), (conduite des fours); Cuirs vernis (fabrication de), (conduite des étuves); Cyanures alcalins (fabriques de); Délainage des peaux de mouton (Industrie du), (travaux d'étuvage); Désinfection (entreprises de); Distillation du bois (usines de conduite des fours et appareils); Distillation et rectification des produits de la fermentation alcoolique (usines de); Dolomie (établissements traitant la), (conduite des fours); Dynamite (fabriques de). Eau oxygénée (fabriques de); Électricité (fabriques de charbons pour l'), (cuisson des charbons); Électrolyse de l'eau (établissements pratiquant l'), (conduite des appareils); Engrais animaux (fabriques d'), (transport et traitement des matières); Équarrissage (entreprises d'); Établissements industriels et commerciaux (service de transport pour livraison, service préventif contre l'incendie, soins aux chevaux et animaux de trait, travaux de désinfection); Éther (fabriques d'); Expédition, transit et emballage (entreprises de); Extraits tannants et tintoriaux (fabriques de). Fécule (fabriques de); Fer et fonte émaillée (usines de), (service des fours de fabrication); Feutre pour papeterie (fabriques de), (conduite des foulons); Fleurs naturelles (établissements de commerce en gros des); Fours électriques (établissements employant les), (travaux effectués à l'aide de fours électriques); Froid (usines de production du); Fromageries industrielles. Galvanisation et étamage du fer (établissements pratiquant la conduite des fours); Garage (service du garage, réparations urgentes de véhicules); Glace (fabriques de); Glaces (fabriques de); fabrication et doucissage des glaces; Goudron (usines de distillation du). Huiles de chiste (usines de distillation des); Hydrauliques (établissements utilisant les forces), (opérations commandées par les forces hydrauliques). Indigo (teintureries à l'); Iode (fabriques de). Kaolin (établissements de préparation du), (service des fours). Lait (établissements industriels pour le

traitement du) ; Laminoirs et tréfileries de tous métaux ; Levure (fabriques de) ; Litharge (fabriques de), (service des fours). Machines agricoles (ateliers de réparations de), (réparations urgentes de machines agricoles) ; Malteries (opérations de maltage) ; Marée (établissements faisant le commerce de la) ; Margarine (fabriques de) ; Maroquinerie (voir mégisseries) ; Matières colorantes artificielles dérivées du goudron de houille, (fabriques de) ; Mégisseries et maroquineries (mise à l'eau des peaux, levage des pelains et des confits, conduite des étuves) ; Métaux (usines de production des) ; Minium (fabriques de), (service des fours) ; Minoterie et menuiserie ; Moulins à vent. Noir animal (fabriques de), (conduite des fours de cuisson) ; Noir d'aniline (fabriques de), (conduite de l'oxydation dans la teinture) ; Noir minéral (fabriques de). Oxyde de zinc (fabriques de). Paille pour chapeaux (fabriques de), (blanchiment de la paille) ; Papier, carton et pâtes à papier (fabriques de) ; Parfumeries (extraction du parfum des fleurs) ; Pelletteries (ateliers de), (mouillage des peaux) ; Pétrole (raffineries de), (service des appareils à distillation et des appareils à paraffiner) ; Phosphore (fabriques de) ; Photographie (ateliers de), (prise des clichés) ; Plaques, papiers et pellicules sensibles pour la photographie (fabriques de) ; Plumes métalliques (fabriques de), (service des fours) ; Poissons (ateliers de salage, saurage et séchage des) ; Pompes funèbres (entreprises de) ; Produits chimiques organiques par voie de synthèse (fabriques de) ; Pruneaux (fabriques de), (étuvage des prunes). Salines et raffineries de sel (conduite des chaudières et des appareils d'évaporation) ; Savonneries ; Sècheries de bois d'ébénisterie (conduite des feux et de la ventilation) ; Sels ammoniacaux (fabriques de), (conduite des appareils) ; Silicates de soude et de potasse (fabriques de) ; Soude (fabriques de) ; Soufre (fabriques de), (service des fours et sublimation de soufre) ; Sucreries (fabrication et raffinage) ; Suifs (fonderies de), (réception et traitement par l'acide ou le bain-marie) ; Sulfates métalliques (fabriques de) (conduite des appareils) ; Sulfate de

soude (fabriques de) ; Sulfate de carbone (fabriques de) ; Superphosphates (fabriques de). Tanneries (salage des cuirs frais, dessalage des cuirs, lavage des pelains et des premières cuves de basseries) ; Triperies (voir Boyauderies) ; Toiles cirées (fabriques de), (service des séchoirs et étuves). Véhicules (ateliers de réparations de), (réparations urgentes) ; Verreries et cristalleries (service des fours) ; Vinaigre (fabriques de) ; Viscose (fabriques de).

Dans les établissements où seraient en même temps exercées d'autres industries, la faculté de donner le repos hebdomadaire par roulement s'appliquerait exclusivement aux fabrications et aux travaux que détermine le précédent tableau.

ART. 2. Outre les catégories d'établissements compris dans l'énumération qui précède, sont admis à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements qui, fonctionnant de jour et de nuit, à l'aide d'équipes alternantes, auront suspendu, pendant douze heures consécutives au moins chaque dimanche, les travaux autres que ceux visés à l'art. 4 et à l'art. 5, paragraphe 1, de la loi du 13 juillet 1906.

ART. 3. Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé, etc.

Toutes les dérogations que nous venons d'examiner sont accordées par l'article 3, et le sont de droit. Celles établies par l'article 5 présentent le même caractère.

Cet article est ainsi conçu :

« Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

« Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après midi avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi, pour les employés âgés de moins de vingt et un ans, et logés chez leurs patrons, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

« Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés, et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

« Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou du quartier, désigné par un arrêté municipal. »

La première dérogation établie par l'art. 5 concerne donc le personnel employé au nettoyage ou à la garde des locaux industriels.

Cette expression de « locaux industriels » a été choisie à dessein après les observations de MM. Delahaye et Berger, et ce choix a été fait dans la crainte que des patrons ne profitassent des dispositions de l'article 5 pour obliger leurs ouvriers à nettoyer le dimanche leurs outils ou leurs métiers, alors que la dérogation n'est accordée que pour le nettoyage des machines motrices et des transmissions. D'ailleurs, dans sa circulaire du 3 septembre 1906, M. le Ministre du commerce a spécifié qu'il ressortait nettement de la discussion au Sénat que « le nettoyage des locaux

industriels ne comportait pas le nettoyage des métiers ni de l'outillage en général».

Le concierge d'un établissement n'a droit hebdomadairement qu'à une demi-journée de repos. Il ne ressort pas de là qu'il soit obligé de quitter sa loge ou de refuser la porte à un visiteur pendant cette demi-journée. De plus il est évident qu'un patron peut le faire remplacer dans ses fonctions pendant son absence, bien que tous ses ouvriers aient droit au repos collectif. Un établissement industriel ne peut rester sans surveillance pendant un aussi long temps.

Dans le cas où un patron profite de la dérogation de l'article 5, § 1, il doit tenir un registre où sont inscrits les noms des ouvriers et employés supportant une réduction de repos ; de plus mention doit être faite de la cause légale de cette réduction.

Si les patrons bénéficiant de cet article donnent à leurs ouvriers le repos collectif un autre jour que le dimanche, ils doivent se conformer à la formalité de l'affichage (Circulaire ministérielle du 3 septembre 1906).

La dérogation du § 2 de l'art. 5 est accordée en faveur des établissements se livrant à la vente au détail de denrées alimentaires.

Ce paragraphe concerne surtout les épiceries.

Nous avons vu que l'article 3, malgré la prétention de certains épiciers, ne leur était pas applicable. Mais l'article 5 leur accorde de plein droit, sans autorisa-

tion à solliciter, la faculté de donner à leurs employés adultes, seulement le repos du dimanche après midi, avec un repos compensateur d'une journée entière par roulement et par quinzaine. En ce cas il y a deux formalités à remplir : l'affichage et l'envoi du double à l'inspecteur.

Pour les employés de moins de 21 ans et *logés chez leurs patrons*, l'article 5, § 2, crée un régime spécial.

Au lieu d'avoir un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine, ils n'obtiennent qu'un repos d'une demi-journée par roulement et par semaine.

Quelle est la raison de cette différence ? M. Mesnard l'exprime fort bien en écrivant : « L'idée qui a inspiré la Commission est celle-ci : dans les grandes villes, beaucoup d'enfants et de jeunes gens mineurs sont confiés par leurs parents à de petits commerçants, qui les emploient notamment à faire des courses en ville et qui se chargent de les nourrir, de les loger et de les surveiller.

« Le travail de ces jeunes gens n'est pas très fatigant. Si on leur accorde la journée entière du dimanche, ils pourront la passer sur le pavé de Paris ou des grandes villes, exposés à toutes les mauvaises rencontres. L'autorisation donnée au patron de les employer dans la matinée du dimanche ou de la journée de repos compensatrice permet de les empêcher de vaquer seuls par les rues, pendant toute la journée.

Ces raisons ont déterminé le vote du Sénat ¹. » Lorsqu'un chef d'établissement profite de la dérogation résultant du § 3 de l'article 5, il doit, malgré que cette dérogation soit de droit, et parce qu'il s'agit d'établissements ayant le repos par roulement, tenir un registre tel qu'il est prescrit par le § 1^{er} de l'article 1, et le dernier paragraphe de l'article 2, du décret du 24 août 1906.

Le § 4 de l'article 5 établit une dernière dérogation de droit; les patrons peuvent faire travailler leurs employés un jour de fête locale ou de quartier. Ils n'ont aucune autorisation à demander, aucun avis à donner, aucune formalité à remplir.

Les maires ont le pouvoir de fixer les jours de fêtes locales, conformément à la loi du 5 avril 1884, sans que leur décision puisse être infirmée par un arrêté préfectoral.

M. le Ministre du commerce, répondant à une question de M. Riou, l'a nettement déclaré au Sénat, à la séance du 3 juillet 1906 ².

3° *Dérogations éventuelles*.— Elles sont contenues dans les article 4 et 6.

L'article 4 nous dit :

« En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents surve-

1. *Les lois nouvelles*, n° du 1^{er} février 1907.

2. Voir *Journal officiel*, p. 739, 4 juillet 1906.

nus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. »

Cette faculté de suspendre le repos s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première.

Dans cette entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

L'article 6 établit des dérogations dans quatre cas : en cas d'intempéries déterminant des chômages, lorsqu'il s'agit d'une industrie en plein air, ne travaillant qu'à certaines époques de l'année, lorsqu'une industrie emploie des matières périssables, enfin lorsqu'une industrie a à répondre à certains moments d'un surcroît extraordinaire de travail.

Au total donc, nous trouvons dans ces deux articles cinq cas de *dérogations éventuelles*. Nous allons les passer en revue rapidement :

1^o *Urgence*. — L'urgence est une chose assez facile à déterminer.

D'autre part, le moment ne serait guère bien choisi, lorsque les travaux pressent, pour solliciter une autorisation administrative. Aussi le chef de l'établissement doit-il simplement prévenir l'inspecteur du travail de sa circonscription, en lui indiquant quels

sont les travaux qui nécessitent la suppression du repos.

Il doit le faire immédiatement, et sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail.

Ainsi le veut le décret du 24 août 1906.

Lorsqu'il y a eu abus de la part du chef d'entreprise, l'inspecteur dresse procès-verbal et les tribunaux sont juges pour apprécier lequel des deux a raison. Les ouvriers employés aux réparations d'urgence n'ont pas le droit à un repos compensateur, lorsqu'ils font partie de l'entreprise qui nécessite ces travaux.

La raison en est que ces travaux n'ont qu'un temps, et que, par suite, les ouvriers ne souffriront pas d'un ou deux jours de repos supprimés. Mais la loi déclare qu'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé sera accordé aux ouvriers de l'entreprise faisant les réparations pour le compte d'une autre. Le personnel de cette entreprise n'aurait jamais de repos s'il en était autrement.

Le but normal de ces industries est en effet de se livrer à des travaux urgents, là où on réclame leur secours.

2° *Intempéries*. — En cas d'intempéries ayant déterminé le chômage, les repos forcés viennent en déduction des jours de repos hebdomadaire. Il n'y a aucune autorisation à solliciter. Conformément à l'article 4 du décret du 24 août 1906 « le chef d'entreprise, directeur ou gérant, en cas de repos imposé par les intem-

péries, doit prévenir le jour même l'inspecteur du travail et lui indiquer le nombre des personnes qui ont chômé.

Il fait connaître, la veille au plus tard, à l'inspecteur, les jours où le repos hebdomadaire sera supprimé en compensation du chômage ».

Les inspecteurs dressent procès-verbal en cas d'avis faux ou d'absence d'avis.

3° *Industries en plein air*. — Lorsqu'il s'agit d'industries en plein air, et ne travaillant qu'à certaines époques de l'année, il leur est possible de suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an, sans repos compensateur.

4° et 5° *Industries employant des matières périssables, ou ayant un surcroît de travail*. — Il en est de même pour les industries qui emploient des matières périssables, ou qui ont à un certain moment de l'année un surcroît extraordinaire de travail, mais pour ces deux catégories, l'ouvrier devra avoir au moins deux jours de repos par mois.

Pour toutes ces industries, le chef d'entreprise doit, avant de suspendre le repos, « faire connaître les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire, la date et la durée de cette suspension, et spécifier le nombre d'ouvriers et d'employés auxquels elle s'applique ». (Décret du 24 août 1906, art. 3.)

Ce préavis est adressé à l'inspecteur du travail.

Les exceptions des § 2 et 3 de l'article 6 ne sont pas applicables aux établissements commerciaux.

La loi n'emploie que le mot « industrie », par suite les établissements commerciaux en plein air tels que certains bazars, ou ayant à un moment de l'année un surcroît de travail, comme beaucoup de magasins, ne peuvent profiter des dérogations de l'article 6. La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 le dit formellement en se basant sur le texte même de la loi. Il n'y a donc pas de doute à ce sujet.

4° *Dérogations accordées à certains établissements de l'État.*

L'article 7 est ainsi conçu :

« Dans les établissements soumis au contrôle de l'État ainsi que dans ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'État, et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire. »

Une discussion s'était élevée pour savoir si le membre de phrase « dans l'intérêt de la défense nationale » s'appliquait aux deux catégories d'établissements dont il s'agit : ceux soumis au contrôle de l'État, et ceux où sont exécutés des travaux pour son compte, ou seulement à cette dernière catégorie. La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 a tranché la question dans le premier sens, en se basant sur le rapport de M. Prévot au Sénat.

En cas de dérogation de l'article 7, il n'y a pas lieu d'accorder aux ouvriers un repos compensateur.

Paragraphe second. — Des différents régimes du repos.

De l'examen des sept premiers articles de la loi du 13 juillet 1906, il apparaît que cette loi a établi de nombreux régimes de repos que l'on peut classer en trois catégories: le repos collectif, le repos alternatif et le repos mixte.

Repos collectif. — Le repos est collectif lorsque tous les ouvriers d'une usine, tous les employés d'un magasin chôment le même jour.

Le repos collectif peut être hebdomadaire et dominical. C'est le principe. Il peut être simplement hebdomadaire (art. 2, *a*) ou porter sur l'après-midi du dimanche et la matinée du lundi (art. 2, *b*).

Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui ont fait adopter le dimanche comme jour de repos.

Indépendamment de tout but confessionnel, c'est la vie familiale surtout que l'on a voulu protéger.

Le repos collectif un autre jour que le dimanche a été prévu par l'article 2 *a* et *b*.

Nous avons vu que pour que cette dérogation soit accordée, il fallait que le chef de l'établissement la sollicite de l'autorité préfectorale, et que le préfet ne pouvait l'accorder qu'en cas de préjudice grave pour l'établissement ou de gêne réelle pour le public.

De ce que le repos est collectif, il ne résulte pas que l'établissement ne puisse rester ouvert le jour où ce

repos est donné. La loi de 1906 ne vise en principe que les personnes, et, par suite, un patron et sa famille peuvent parfaitement procéder à la vente dans leur établissement le jour du repos. Mais l'emploi d'« extras » est interdit; dans ce cas, en effet, un véritable régime de repos par roulement se trouve institué, et ce régime doit être sollicité de l'autorité administrative pour qu'on puisse l'employer. La circulaire ministérielle du 9 août 1906 le déclare formellement, et un jugement du tribunal de simple police de la Seine du 23 janvier 1907 a consacré en jurisprudence la thèse gouvernementale ¹.

Repos alternatif. — Le repos est alternatif lorsque les ouvriers ou employés ne se reposent pas tous en même temps. C'est ce qu'on appelle le repos par roulement.

Ce système peut être accordé par l'autorité administrative, en se basant sur l'article 2, ou bien le chef d'établissement peut l'employer de droit, s'il se trouve dans les cas prévus par les articles 3 et 5, en réalisant les conditions nécessaires.

Indépendamment de la façon dont il est obtenu, il y a deux sortes de repos par roulement : le repos par roulement d'une journée entière (art. 2 et 3) et le repos par roulement de deux demi-journées (art. 5, § 3).

1. *Gazette des Tribunaux*, 25 janvier 1907.

Le repos par roulement et par semaine d'une journée entière se présente le plus fréquemment. « Il consiste dans un repos de vingt-quatre heures consécutives, donné par semaine à tour de rôle, à la totalité ou à partie du personnel. »

Une discussion s'est engagée sur le point de savoir si le repos par roulement consistait en un repos d'un jour civil, c'est-à-dire calculé de minuit à minuit, ou en un repos de vingt-quatre heures consécutives, sans point de départ obligatoire. De ce que le repos collectif consiste obligatoirement en jour civil, certaines personnes ont conclu qu'il devait en être de même pour le jour du repos par roulement, mais nous croyons qu'elles ont tort.

La loi en effet ne dit rien de précis à ce sujet ; « il faut donc se reporter aux indications générales données par l'article 1, dont le deuxième paragraphe, prescrivant un repos d'une durée minima de vingt-quatre heures, serait inutile, si le jour indiqué au paragraphe 1^{er} était le jour civil.

« Les vingt-quatre heures de repos ne doivent donc pas obligatoirement commencer à minuit. La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906, qui admet cette interprétation, la justifie en outre par des arguments de fait irréfutables.

« Si l'on considérait que le jour du repos par roulement est le jour civil, la loi ne pourrait être respectée pour les équipes de travaux continus qu'en fixant à midi et à minuit l'heure du commencement du travail.

Une équipe de nuit en effet, qui travaillerait de six heures du soir à six heures du matin, n'aurait pas un jour civil entier de repos en recevant congé d'un poste; elle cesserait le travail à six heures du matin, un jour, pour le reprendre le lendemain à six heures du soir. Or, plusieurs raisons s'opposent à ce que l'on fixe ainsi obligatoirement à minuit le commencement du poste de nuit. D'abord c'est en général fort incommode pour les ouvriers. Ensuite, cela ne cadrerait pas avec la législation sur le travail des femmes et des enfants, aux termes de laquelle le travail de jour ne peut se prolonger après 9 heures du soir, ni commencer avant 5 heures du matin; ces personnes ne peuvent donc faire partie ni de l'équipe de jour, ni de l'équipe de nuit. Il est à noter d'ailleurs que dans la longue discussion sur les boulangers, au Sénat, lorsque l'on préconisait le roulement, il n'a jamais été question de reporter à minuit, ou au delà de minuit, le début du travail, qui est actuellement entre 5 et 8 heures du soir. » (Circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 ¹.)

Le jour de repos par roulement ne consiste donc pas obligatoirement en un jour civil.

Le repos par roulement de deux demi-journées est créé par le § 3 de l'article 5, en faveur des établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés, et autorisés d'autre part à donner le repos par roulement.

1. *Le repos hebdomadaire*, par L. Armbruster, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Les deux demi-journées doivent représenter ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Il y a là par conséquent une double dérogation.

Le repos par roulement ordinaire déroge par lui-même au principe du repos collectif, et le repos par roulement de l'article 5, § 3, déroge ensuite au repos par roulement ordinaire. Ce régime constitue une dérogation à une dérogation.

La raison de la création de ce régime nous est exposée très clairement dans son rapport par M. Prévot : « Imaginez, dit-il, une petite maison dont le personnel se compose d'un vendeur, d'un caissier-comptable et d'un emballeur. Voyez-vous le comptable et l'emballleur privés du concours du vendeur, ou le vendeur privé du comptable ou de l'emballleur ?... On n'a pas voulu troubler ces petits magasins, c'est pourquoi on permet à ceux dont le personnel ne dépasse pas cinq employés de donner le repos par roulement par demi-journée, au lieu de le donner par journée ¹.

Des doutes s'étaient élevés au sujet de la façon d'interpréter la phrase « deux demi-journées, représentant ensemble une journée complète de travail ».

La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 les a fait disparaître. Voilà l'interprétation qu'elle donne :

« Par l'expression, *représentant ensemble une journée complète de travail*, le législateur a voulu définir, non la

1. *Journal officiel*, Sénat, séance du 3 juillet 1906.

durée totale des heures de liberté des deux repos compensateurs, mais l'exonération des heures de travail.

« Le législateur ne pouvait plus se référer à la motion de l'article 1 : repos de vingt-quatre heures consécutives. Il ne pouvait pas dire : deux repos de douze heures chacun ; c'est à peu près l'intervalle entre deux postes de travail, et le repos d'une journée n'eût été remplacé par rien du tout ou à peu près. Aussi a-t-il tenu à préciser : il a indiqué qu'une telle demi-journée de repos était une journée où la durée du travail était réduite de moitié.

« Plus exactement, prévoyant que l'on pourrait donner, tantôt une matinée, tantôt une après-midi, lesquelles ne comportaient point la même durée de travail, il a dit *représentant ensemble une journée de travail*.

« Un exemple fera comprendre la portée de cette distinction : si la journée de travail d'un employé commence à 8 heures du matin pour finir à 8 heures du soir, soit au total 12 heures, il serait contraire à la loi de donner à cet employé deux repos de 8 heures à midi, car il ne se trouverait en fait exonéré que de 8 heures de travail par semaine au lieu de 12 heures. Mais on pourra lui donner, une matinée et une après-midi, ou deux matinées prolongées jusqu'à 1 heure après midi, ou *a fortiori* deux après-midi. »

La thèse ministérielle nous paraît fort juste. Il nous semble que c'est bien ainsi que doit être interprété le texte du § 3 de l'article 5.

Ce paragraphe d'ailleurs ne vise que les adultes.

Lorsqu'un petit établissement occupera des femmes et des enfants, c'est-à-dire des personnes protégées par la loi de 1892, ces personnes ont droit à une journée entière de repos par roulement et par semaine. En décider autrement eût été faire un pas en arrière, et retirer aux femmes et aux enfants, par la loi de 1906, une partie des bénéfices à eux accordés par la loi de 1892. Le Ministre du commerce le comprit fort bien, et c'est sur ses instances que le Sénat a adopté l'article 18.

Le repos par roulement dans les usines à feu continu est réglementé par le décret du 14 août 1907, conformément aux prescriptions de l'article 3 *in fine*.

Ce régime n'est accordé qu'aux ouvriers spécialistes et non pas forcément à tous les ouvriers de l'usine.

Repos mixte. — Le repos est mixte lorsque la journée de repos hebdomadaire se divise, et que les ouvriers et les employés d'un établissement jouissent collectivement de la moitié de ce jour, tandis qu'ils jouissent par roulement de l'autre moitié.

Tous les établissements peuvent suivre ce régime, conformément aux prescriptions de l'article 2, cédule c, mais il faut une autorisation préfectorale. Le chef de l'établissement peut la solliciter pour tout ou partie de son personnel. Le repos a lieu alors le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine.

Pour les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le § 2 de l'article 5 crée de plein droit pour tout le personnel le repos mixte, c'est-à-dire le repos collectif du dimanche après midi, avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine. Nous avons vu qu'une légère différence existait pour les employés âgés de moins de vingt et un ans.

Ils n'ont droit en effet qu'à un repos compensateur d'une demi-journée par semaine, au lieu d'une journée par quinzaine.

Enfin, l'article 5, § 1, accorde de plein droit aux chefs d'établissements soumis au repos collectif pour tout le personnel, le droit de réduire à une demi-journée le repos d'une partie de ce personnel. Cet article vise les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, et les gardiens et les concierges des locaux industriels.

Cependant les enfants de moins de dix-huit ans et les filles mineures ne peuvent pas subir cette réduction de repos sans compensation.

En résumé donc, dans la loi du 13 juillet 1906, le repos hebdomadaire prend trois caractères différents : collectif, alternatif ou mixte, selon qu'il est appliqué d'après l'un des sept systèmes que nous donne cette loi.

Paragraphe troisième. — Contrôle.

Le contrôle du repos hebdomadaire est prévu par la loi du 13 juillet 1906, dans son article 10 qui est ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

« Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations. »

Le règlement d'administration publique prévu par cet article a été publié le 24 août 1906, et a été modifié par un autre décret en date du 13 juillet 1907.

Nous étudierons successivement quelles sont les formalités à remplir par les chefs d'établissements, quelles sont les personnes chargées de contrôler l'exécution de ces formalités, enfin quelles sont les sanctions édictées contre les contrevenants.

1° *Formalités.* — Les formalités à observer selon les différents régimes de repos prévus par la loi sont au nombre de trois : l'affiche, le registre spécial et l'avis à l'inspecteur.

Affiche. — L'article 1, § 1 du décret du 24 août 1906, s'exprime ainsi : « Dans tous les établissements spécifiés à l'art. 1^{er}, où le repos n'est pas assuré le dimanche,

des affiches indiquant les jours et heures du repos hebdomadaire, donné aux employés et aux ouvriers, doivent être apposées par les soins des chefs d'entreprises, directeurs ou gérants. »

Cette affiche doit être facilement accessible et lisible. De plus, un duplicata doit en être envoyé avant sa mise en service à l'inspecteur du travail de la circonscription.

Quand y a-t-il lieu à l'apposition d'une affiche? La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 nous apprend que, lorsque le régime adopté est celui du repos collectif, hebdomadaire et dominical, commençant le dimanche à minuit pour se terminer le lundi à minuit, la formalité de l'affiche est inutile, mais elle est obligatoire et suffisante lorsque l'établissement profite des deux dérogations suivantes: repos collectif un autre jour que le dimanche (art. 2 *a*) et repos collectif du dimanche midi au lundi midi (art. 2 *b*).

La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 indique les formes de l'affiche et les mentions qu'elle doit contenir. Elle doit indiquer les heures de repos sans spécifier les noms des employés sortant tel ou tel jour.

Registre. — « Lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, nous dit le paragraphe 2 de l'article 1^{er} du décret du 24 août 1906, doit inscrire sur un registre spécial les noms des ouvriers et employés

soumis à un régime particulier de repos, et indiquer ce régime.

« Pour chacune de ces personnes, le registre doit faire connaître le jour, et éventuellement les demi-journées choisis pour son repos. »

Le registre est obligatoire et suffisant pour les établissements où est en vigueur un des régimes suivants : repos par roulement à tout ou partie du personnel (art. 2 et art. 3), repos réduit à une demi-journée (art. 5, § 1) et repos de deux demi-journées (art. 5, § 3).

Aucune forme spéciale n'est exigée pour le registre. La circulaire ministérielle du 3 juillet 1906 prescrit simplement que « les mentions soient assez précises pour que le l'inspecteur connaisse exactement les jours ou fractions de jours auxquels chaque personne inscrite obtient son repos. »

Cette circulaire ajoute : « Il est désirable que les patrons cotent les pages de leurs registres et y fassent figurer les personnes employées avec leurs noms, prénoms et spécialités professionnelles, soit en regard du jour ou de la fraction de jour affectés à leur repos, soit dans une colonne portant en tête l'indication de ce jour ou de cette fraction de jour. Toutefois, ces modes de tenir le registre ne sont pas obligatoires; les prescriptions du décret sont rigoureusement satisfaites si le registre, en indiquant le régime du repos, donne des indications telles que l'inspecteur puisse en déduire immédiatement le jour ou la fraction de jour de repos de chaque personne inscrite. »

Le registre doit être tenu à la disposition de l'inspecteur au cours de ses visites, mais le fait pour un patron d'avoir le registre à son domicile au lieu de l'avoir à son bureau ne constitue pas un délit de sa part.

Les ouvriers ont le droit d'avoir communication du registre.

Les deux formalités que nous venons d'étudier, apposition d'une affiche et tenue d'un registre, sont conjointement obligatoires dans les régimes prévus par l'article 2 *c* et l'article 5, § 2: repos collectif le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par quinzaine ou d'une après-midi par semaine.

Dans ces cas, l'omission de l'une des formalités constitue un délit.

Le décret du 13 juillet 1907 a modifié et simplifié quelque peu l'organisation du contrôle, créée par le décret du 24 août 1906, en ce qui concerne l'affiche et le registre.

D'après ce décret, l'affiche est nécessaire et suffisante, lorsque le repos hebdomadaire est donné *collectivement* à tout le personnel, soit pendant la journée entière du dimanche, soit du dimanche midi au lundi midi, soit le dimanche après-midi sous réserve du repos compensateur, soit suivant tout autre mode exceptionnel permis par la loi.

Les affiches doivent mentionner les heures et les

jours de repos collectifs ainsi donnés. De même que l'ordonnait le décret du 24 août 1906, elles doivent être facilement accessibles et lisibles, et un duplicata doit en être envoyé à l'inspecteur avant sa mise en service.

Le registre est imposé « lorsque le repos *n'est pas donné collectivement* à tout le personnel, soit pendant la journée entière du dimanche, soit dans l'une des autres formes prévues par la loi ». Il doit contenir le nom des ouvriers et employés soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime; il doit faire connaître en outre, pour chacun d'eux, le jour ou les fractions de journées choisis pour le repos.

L'inscription d'un ouvrier ne devient obligatoire sur le registre que six jours après son embauchage. Jusqu'à l'expiration de ce délai, son inscription sur un cahier avec la date d'entrée à l'établissement est considérée comme suffisante.

Lorsqu'un chef d'entreprise apporte une modification au registre, il doit en prévenir l'inspecteur, avant que cette modification reçoive exécution.

Préavis. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 3 du décret du 24 août 1906 rend le préavis obligatoire dans les trois cas suivants : 1^o Travaux urgents nécessités par un sauvetage ou par la menace d'accidents imminents, ou par la réparation d'accidents (art. 4 de la loi du 13 juillet 1906).

2^o Suspension quinze fois par an du repos dans les

industries en plein air (art. 6, § 2, même loi) ; suspension similaire dans les industries employant des matières périssables, ou ayant momentanément un surcroît de travail (art. 6, § 3, même loi).

Sauf le cas de force majeure, le préavis doit être donné avant le commencement du travail, à l'inspecteur, et d'après le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 24 août 1906, le chef d'établissement doit faire connaître à ce fonctionnaire « les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire, indiquer la date et la durée de cette suspension, et spécifier le nombre d'employés et d'ouvriers auxquels elle s'applique ».

La date du préavis est très importante au point de vue des contraventions à encourir.

L'envoi par la poste n'est pas obligatoire, mais dans ce cas, c'est le timbre appliqué sur l'enveloppe qui fait foi de la date de l'expédition.

Aussi la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 recommande-t-elle aux inspecteurs « d'annexer dans leurs archives aux lettres de préavis, les enveloppes sous lesquelles elles leur sont parvenues, afin de pouvoir contrôler par le timbre de la poste la date exacte de l'envoi ».

Lorsqu'il reçoit une lettre d'avis, l'inspecteur n'a pas à donner d'autorisation. S'il estime qu'il y a abus de la part du patron, il doit l'en aviser ; et si celui-ci passe outre, ce sont les tribunaux qui tranchent le différend.

Ils sont compétents de même, si le patron se voit dresser contravention pour avis faux ou tardif, ou pour avoir travaillé des jours autres que ceux désignés dans la lettre d'avis.

Le décret du 24 août 1906, dans son article 5, ordonne que la copie de l'avis soit affichée pendant toute la durée de la dérogation dans l'établissement.

« L'affichage du double du préavis a été prescrit non seulement en vue de montrer au personnel que la dérogation est réglementaire, mais aussi pour que les officiers de police judiciaire ou les inspecteurs qui, par suite de leur absence de leur domicile, n'auraient pas reçu le préavis, puissent se rendre compte que les formalités réglementaires ont été exécutées » (décret du 24 août 1906, art. 5).

2° *Personnes chargées du contrôle.* — L'article 11 de la loi du 13 juillet 1906 est ainsi conçu : « Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

« Dans les établissements soumis au contrôle du Ministre des travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie. Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport. »

Sont donc chargés du contrôle dans tous les cas : les inspecteurs et les inspectrices du travail, et les

officiers de police judiciaire ; dans certains cas seulement, des fonctionnaires dépendant autrefois du Ministre du commerce et de l'industrie, actuellement du Ministre du travail, et les délégués mineurs.

Lors de la discussion de la loi au Sénat, le rapporteur, M. Prévot, avait préconisé un tout autre système.

Il voulait que le contrôle fût fait par les intéressés eux-mêmes afin d'éviter l'inquisition des fonctionnaires et des agents de police dans les domiciles des particuliers. Par intéressés, M. Prévot entendait les ouvriers et les employés, les chefs d'entreprise concurrents, et les syndicats patronaux et ouvriers.

C'est M. Monis qui combattit la thèse du rapporteur, et, se rendant à ses arguments, le Sénat vota, à 50 voix de majorité, l'article 11 tel qu'il existe.

« Dans le projet (de la Commission), disait l'ancien garde des sceaux, le ministère public ne pourra poursuivre les contraventions à la loi qu'à une seule condition, c'est que la partie intéressée qui aura dénoncé le délit ait signé sa dénonciation, et la lui ait remise. Alors vous arriveriez à ce résultat véritablement étrange.

« Voilà un patron qui, contre tout droit, maintient des employés au travail le jour du repos hebdomadaire.

« Pour que cette infraction soit punie, il faut qu'un de ses ouvriers, rompant avec le devoir qui l'unit à son patron, soit condamné à employer ce moyen de la

délation que nous étions tous d'accord pour flétrir, il n'y a pas bien longtemps. Voilà la délation qui va réapparaître, et dans un milieu qui devrait être essentiellement familial.

« C'est un ouvrier qui va être obligé non seulement d'aller dénoncer son patron, mais encore de signer sa dénonciation. Ce sera là la pièce maîtresse du dossier, sans laquelle il n'y aura pas de poursuite possible ¹ ».

Le Ministre du commerce fit remarquer de son côté qu'adopter la thèse du rapporteur, c'était assimiler la procédure en cas de violation de la loi sur le repos hebdomadaire à celle employée pour les délits de diffamation ou d'adultère, ce qui n'était ni logique ni possible et qu'en outre, l'ouvrier très souvent laisserait violer la loi plutôt que d'encourir le risque d'être renvoyé.

Toutes ces raisons firent impression sur le Sénat qui se rangea à l'avis de M. Monis.

Les inspecteurs du travail ont été créés en 1841. Depuis, les lois de 1874 et de 1892 ont apporté des changements à leur organisation. Ils se divisent en inspecteurs divisionnaires et inspecteurs départementaux dépendant des premiers. Tous sont sous l'autorité du ministère du travail, depuis sa création.

Le corps des inspecteurs du travail est régi actuelle-

1. *Journal officiel*, débats du Sénat, 1906, p. 682.

ment par les décrets du 17 mai 1905 et du 11 juillet 1906. Les inspecteurs ne peuvent exercer leurs fonctions que dans le ressort de leur subdivision.

La loi a adjoint aux inspecteurs pour les aider dans leur surveillance les officiers de police judiciaire, c'est-à-dire les maires, et adjoints aux maires, les commissaires de police, les procureurs de la République et leurs substituts, les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les gardes champêtres et les juges d'instruction. Les inspecteurs n'auraient pas suffi pour assurer le contrôle. Lorsqu'un officier de police judiciaire dresse procès-verbal, il doit en avvertir l'inspecteur départemental pour que celui-ci ne verbalise pas de son côté sur les mêmes faits.

Les inspecteurs du travail ont le droit de pénétrer dans les établissements visés par la loi du 13 juillet 1906 pour constater si les choses se passent régulièrement, mais, sous aucun prétexte, ils ne doivent violer le domicile particulier d'un patron. Ainsi en a jugé le Tribunal correctionnel de Lyon, le 8 juillet 1896 (Moniteur judiciaire de Lyon du 23 octobre 1896).

On a prétendu que les officiers de police judiciaire ne pouvaient pénétrer dans les établissements pour constater les infractions à la loi du 13 juillet 1906 s'ils n'étaient munis d'un mandat décerné par le juge d'instruction. Il est évident que s'il en était ainsi, le but de l'article 11, en les adjoignant aux inspecteurs, ne serait pas atteint. Ils ne pourraient en effet consta-

ter que les contraventions au repos hebdomadaire se traduisant par des actes extérieurs et visibles ; ce n'est pas suffisant.

Les établissements dont parle l'article 11 comme soumis au contrôle du Ministre des travaux publics sont les mines, minières, carrières, les tramways, chemins de fer miniers et industriels.

Les fonctionnaires chargés de ce contrôle sont les contrôleurs et les ingénieurs des mines ; ils dépendent du ministère du travail. Pour fixer la limite de leur mission, il faut se reporter aux règles posées à propos de l'application de la loi du 2 novembre 1892.

Les délégués mineurs créés par la loi du 8 juillet 1890 sont chargés de constater les contraventions qui peuvent se produire dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Toutes les personnes chargées du contrôle dressent en cas de contravention des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département, et l'autre déposé au parquet (article 12 de la loi du 13 juillet 1906).

Nous ne croyons pas que le procès-verbal soit nécessaire pour prouver la contravention et donner naissance à des poursuites. L'article 20 de la loi de 1892, qui prescrivait aussi la rédaction de procès-verbaux, ajoutait : « Ces dispositions ne dérogent pas aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite

des infractions. » Notre loi ne dit rien de semblable, mais, par analogie, nous croyons pouvoir conclure à la possibilité de prouver l'infraction par tous les moyens de preuve, en tenant compte, bien entendu, que s'il n'y a pas de procès-verbal, il n'y a pas de présomptions de preuve légale contre l'inculpé (Cf. Mesnard et Lenoury. Protection du travail industriel. Lois nouvelles, 1904).

Les procès-verbaux sont dressés sur papier libre et ne sont pas enregistrés. Ceux émanant des inspecteurs ne sont pas soumis au contrôle des officiers de police judiciaire. Ce serait diminuer l'autorité des inspecteurs que de les obliger à soumettre leurs procès-verbaux aux parquets (Circulaire ministérielle du 1^{er} mai 1876).

Paragraphe quatrième. — Responsabilités.

Responsabilité pénale. — L'article 13 nous dit :

« Les chefs d'entreprise, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 500 francs. »

Le gouvernement et la commission voulaient que le maximum de l'amende fût 1.000 francs. MM. Tillaye

et Séblin trouvèrent ce chiffre trop élevé, et malgré les protestations du Ministre du commerce, qui, au contraire, le déclarait trop faible pour être une amende véritable à l'égard des grandes entreprises, le Sénat se rangea à leur avis.

Les excuses légales sont-elles admises en cas de violation de la loi de 1906? Nous nous rangeons pleinement à l'avis de M. Mesnard qui écrit: « Les infractions à cette loi étant des contraventions (ou, en cas de récidive, des délits contraventionnels assimilables, au point de vue des conditions légales d'existence du fait, à des contraventions), la personne qui en est inculpée ne peut invoquer sa bonne foi, mais elle peut prouver que l'acte ou l'omission qui lui est reproché est dû à des circonstances de force majeure. Seulement ici la force majeure ne se comprend guère que pour justifier la non présentation d'une affiche, d'un tableau de roulement, etc. S'il s'agit du travail d'un ouvrier, les cas de force majeure pouvant supprimer l'infraction sont en général prévus par la loi elle-même.

« Un chef d'industrie ou un patron de magasin est-il recevable à prétendre qu'un employé s'est introduit à son insu dans son établissement et y a travaillé sans être aperçu? Cette prétention qui pourra souvent être mal fondée en fait ne nous semble pas irrecevable en droit. L'article 1^{er} punit en effet celui qui *occupe* un employé, ce qui suppose un acte positif et volontaire de la part du patron. Mais le patron qui laisserait

sciemment ses ouvriers travailler est assimilable à celui qui les fait travailler ¹. »

En cas de récidive l'infraction devient un délit, de la compétence correctionnelle. C'est un délit conventionnel, c'est-à-dire une infraction existante par cela seul que la loi a été matériellement enfreinte, sans qu'il soit nécessaire de prouver que l'inculpé a agi avec intention délictueuse.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique. » (Article 15 de la loi du 13 juillet 1906.)

La loi de 1906 se sert ici des mêmes termes que celle de 1892 pour déterminer la récidive. Il faut donc, pour qu'elle existe trois conditions : 1° qu'il y ait déjà une condamnation antérieure, ayant force de chose jugée ; 2° que cette condamnation s'applique à la même personne ; 3° que les deux contraventions soient absolument identiques.

Cette troisième condition constitue une dérogation aux dispositions habituelles en matière de récidive.

Pour qu'il y ait récidive, en effet, il suffit « de l'existence d'une condamnation antérieure, irrévocable, pénale et émanant d'un tribunal français légalement organisé, et de la naissance d'une infraction nouvelle, de même nature que la première ² ». La loi de 1906,

1. *Les lois nouvelles*, 1907, n° 2.

2. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 411.

au contraire, exige que non seulement la contravention soit de même nature que la première, mais encore qu'elle soit identique, c'est-à-dire appartenant à la même classe et prévue par le même article de la même loi.

De plus, nous croyons que pour qu'il y ait identité de contraventions, il faut qu'il y ait identité d'établissements, et le chef d'entreprise poursuivi pour une infraction ne doit pas, selon nous, être considéré comme récidiviste s'il se voit dresser à nouveau contravention pour une nouvelle infraction commise dans un établissement, absolument différent du premier et n'en dépendant nullement. Il faut de plus que les contraventions aient été commises dans le même canton, c'est-à-dire dans le ressort du même tribunal de police, ainsi que l'exige la règle édictée par l'article 483 du code pénal.

En cas de récidive, l'infraction devenant un délit est de la compétence correctionnelle, et c'est un délit contraventionnel, « existant par cela seul que la loi a été matériellement enfreinte, sans qu'il soit nécessaire de prouver que l'inculpé a agi avec intention délictueuse ¹ ».

La loi de sursis s'applique donc en cas de récidive, tandis qu'elle ne s'applique pas pour une première contravention. La Cour de cassation en effet n'admet pas la légalité du sursis en simple police.

1. *Les lois nouvelles*, 1907, n° 2, Mesnard.

« En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 3.000 francs. (Art. 15 de la loi de 1906.)

« En cas de première contravention comme en cas de récidive, l'article 463 du Code pénal reçoit son application, c'est-à-dire que les circonstances atténuantes peuvent être accordées au prévenu (§ 3, art. 16, loi du 13 juillet 1906). »

L'article prévoit le cas d'obstacle mis à l'accomplissement du service d'un inspecteur et punit le délinquant d'une amende de 100 à 500 francs, et de 500 à 1.000 francs en cas de récidive.

L'infraction est alors un délit, et non un délit contraventionnel, et elle peut être relevée non seulement contre un patron, un directeur, un gérant, mais contre n'importe quelle personne étrangère ou employée à l'établissement. On peut considérer comme obstacles apportés au service d'un inspecteur des réponses mensongères faites avec l'intention bien caractérisée de mettre obstacle au service, le refus de laisser pénétrer dans une usine, dans un magasin, le fait pour un employé de donner un faux nom à un inspecteur; mais un employé ou un ouvrier qui ne dénonce pas ou n'avoue pas ne doit pas être considéré comme ayant mis obstacle au service de l'inspecteur.

L'article 463 du Code pénal est applicable ici; de même que la loi de 1891 sur le sursis, et cela même

en cas de récidive (§ 3, art. 16, loi du 13 juillet 1906).

Responsabilité civile. — Article 14 :

« Les chefs d'entreprise seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

Le droit commun s'applique ici, et malgré l'avis de quelques commentateurs, nous croyons qu'un chef d'entreprise ne saurait être rendu responsable civilement par le fait de son gérant ou d'un directeur sous ses ordres que dans les cas des articles 13 et 15, c'est-à-dire lorsqu'il y a contre lui une présomption de complicité par suite du profit qu'il a pu retirer, et non dans le cas de l'article 16, où le délit dont il s'agit est absolument personnel et peut être commis par n'importe qui.

« Les principes à suivre pour distinguer la responsabilité civile en cette matière sont les mêmes que pour les lois de 1892 et de 1893 : l'auteur de la contravention est le directeur ou le gérant auquel il appartient de diriger ou au moins de surveiller le personnel. Est seulement responsable civilement le chef d'industrie qui, par suite d'empêchements temporaires ou permanents, est dans l'impossibilité matérielle d'assurer personnellement l'exécution de la loi, et a remis ce soin à des chefs ou sous-ordres, qui ont alors la responsabilité pénale » (cf., Lois nouvelles, 1907, n° 2, Mesnard).

La Cour de cassation, de son côté, décide : « Les personnes pénalement responsables sont en principe les chefs immédiats du service où les infractions ont eu lieu ; à défaut d'agents intermédiaires de cet ordre, la responsabilité pénale se confond avec la responsabilité civile dans la personne du chef d'industrie. »

(Cass. 6 août 1897. — Gazette du Palais 98, 1 P. 145. — Cass. 24 janv. 1902. — Cass. 13 mars 1897. — Dalloz 97, 1-566).

Les articles 1382 et 1384 s'appliquent en cette matière; c'est, nous l'avons dit, le droit commun; par suite la responsabilité civile ne comprend que les frais du procès, et ne s'étend nullement à l'amende.

APPENDICE I

Influence de la loi sur le repos hebdomadaire sur les stipulations de salaire.

Après la promulgation de la loi du 13 juillet 1906, on s'est posé la question suivante : le patron doit-il payer à l'ouvrier ou à l'employé le salaire de la journée de repos ?

La loi est muette à ce sujet, et dans son rapport au Sénat, M. Poirrier écrivait : « Une loi ne peut pas plus prescrire qu'il n'y aura pas de diminution de salaire qu'elle ne peut fixer ce salaire. Toute intervention du législateur en cette matière serait inefficace.

« Il pourrait édicter que le jour où l'ouvrier ne travaille pas dans l'entreprise lui sera payé, mais il faudrait qu'il stipulât en même temps que le salaire quotidien qu'il reçoit actuellement ne sera pas diminué; sinon le montant du salaire de six jours pourrait être réparti sur les sept jours de la semaine. Il ne peut pas entrer dans la voie de la fixation des salaires sans s'exposer, en dehors de toute autre considération, à nuire aux intérêts qu'il voudra servir. C'est, quoi qu'on dise, la loi de l'offre et de la demande, la loi de la concurrence qui est le grand régulateur des salaires. »

Parmi toutes les lois antérieures à la loi de 1906, et qui ont prescrit une réduction ou une limitation du travail, aucune ne s'est préoccupée de la question des salaires : ainsi la loi de 1848 qui a fixé à douze le maximum des heures de travail, et la loi de 1892 qui a limité les heures et les jours de travail des femmes et des enfants. A propos de notre loi, d'ailleurs, le rapporteur, à la commission permanente du travail, s'exprimait ainsi : « La proposition présente pour les travailleurs une lacune *volontaire*...

La loi obligera le patron à accorder un jour de repos par semaine à ses ouvriers ou employés, *mais elle n'obligera pas le patron à payer ce jour de repos*.

« Comme les lois ouvrières actuellement en vigueur, notre projet ne s'occupe pas du salaire dans la plupart des professions; beaucoup de travailleurs reprocheront à la loi de ne pas leur donner, en même temps que le

repos hebdomadaire, le moyen matériel de se reposer. »

Mais des discussions se sont engagées, malgré ces déclarations bien nettes, au sujet des contrats en cours d'exécution.

Une première hypothèse peut se présenter : l'ouvrier est payé à l'heure ou à la journée. En ce cas, sans aucun doute, le patron n'est obligé de payer que les heures et que les jours de présence. Cela est évident.

Dans une deuxième hypothèse, l'ouvrier et le patron ont passé un contrat qui stipule un salaire, fixé à tant par an, par mois ou par semaine. Là gît la difficulté. Le patron est-il autorisé à considérer comme un fait nouveau, entraînant la résiliation du contrat, l'obligation pour lui de ne plus employer que six jours par semaine l'ouvrier qu'il avait engagé pour travailler la semaine entière ?

Nous croyons qu'il le peut, et que le fait nouveau invoqué est suffisant pour entraîner la rupture du contrat, mais il ne pourrait, selon nous, diminuer le salaire de l'ouvrier sans rompre complètement le contrat qui les lie, sans reprendre l'un et l'autre leur liberté entière, leur laissant la possibilité de conclure un nouveau traité sur des bases nouvelles.

C'est absolument l'avis de la Cour de cassation, qui déclare que le patron n'a pas le droit de diminuer le salaire tant que le contrat n'est pas résilié, mais que, d'autre part, il n'est pas obligé de payer le repos.

Cela résulte nettement d'un arrêt rendu le 8 janvier

1907, à propos d'une sentence du conseil des prud'hommes de Paris, arrêt ainsi motivé :

« Attendu que dans les conclusions prises devant le conseil des prud'hommes, l'ouvrier Molinier soutenait que le salaire hebdomadaire des ouvriers boulangers de Paris était de 49 francs, plus 20 centimes par jour pour le vin, conformément à une convention intervenue entre la chambre syndicale des patrons boulangers et le syndicat des ouvriers boulangers de la Seine, le 28 avril 1903 ;

« Attendu que Julien, le patron, n'a pas contesté que cette convention réglât la condition du travail de ses ouvriers, qu'il a seulement prétendu qu'elle s'appliquait à sept jours ; que la loi sur le repos hebdomadaire avait réduit à six jours la durée du travail ; qu'il convenait par suite de déterminer le salaire proportionnellement aux jours de travail ; qu'ainsi il faisait offre de 42 francs, plus 1 fr. 20 pour le vin ;

« Attendu que c'est à bon droit que le jugement attaqué a considéré la convention du 8 avril comme faisant la loi des parties ;

« Attendu que le jugement attaqué, faisant application de ladite convention, a condamné Julien à payer à Molinier la somme de 52 fr. 40 ; qu'en statuant ainsi il n'a point violé les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906, visés au pourvoi ; qu'il appartenait à Julien de dénoncer le contrat ou d'en demander la résolution, mais qu'il ne pouvait en modifier les

conditions pour le passé, sous prétexte qu'elles étaient devenues partiellement impossibles ;

« Rejette...

« Mais attendu que si la loi du 13 juillet 1906 interdit d'occuper un ouvrier plus de six jours, elle *n'impose pas l'obligation de lui payer le repos*; attendu que le jugement attaqué, en condamnant Julien à payer à son ouvrier les 20 centimes de vin pour son jour de repos, a faussement interprété l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 ;

« Par ces motifs :

« Casse, mais seulement en ce qui concerne les 20 centimes de vin, indûment accordés à l'ouvrier. (Cf. Dalloz 1906 2. 368 et la note). »

La question que nous venons d'étudier est plutôt du domaine du droit civil que de celui de la loi de 1906, mais elle s'y rattache puisque cette loi a suscité de nouveaux cas de responsabilités. C'est pour cela que nous avons cru bon de nous y arrêter quelque peu.

APPENDICE II

Recours au Conseil d'État.

En étudiant les dérogations de l'article 2, nous avons déjà effleuré la question, mais vu son importance, il paraît utile de nous y étendre quelque peu.

Aux termes de l'article 9, « l'arrêté préfectoral pourra

être déféré au Conseil d'État dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le Conseil d'État statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif. »

Conformément aux conclusions de M. Romieu, commissaire du Gouvernement, le Conseil d'État a nettement déterminé ses pouvoirs en déclarant qu'il a le droit de vérifier au fond si les conditions des articles 2 et 8 sont remplies, si les circonstances de fait sont telles que le droit à dérogation existe ¹.

« Le pouvoir du Conseil d'État, en cas de recours, écrit M. Mesnard, n'est donc nullement borné au contrôle des questions de forme ; ce conseil statue en qualité de juridiction du second degré, ayant tout pouvoir d'appréciation pour décider si, en fait, la règle du repos le dimanche occasionnerait un grave préjudice au public ou à l'établissement.

« Ce pouvoir, dit de son côté M. Romieu, dans ses conclusions pour les affaires Denis et autres, ce pouvoir, qui comporte à un certain degré un mélange d'administration et de contentieux, est assez exceptionnel ; mais on peut citer d'autres exemples analogues, en matière d'établissements insalubres, par exemple de logements insalubres ;..... l'autorité judiciaire n'est-elle pas investie d'un pouvoir analogue par l'article 645 du Code civil, quand elle est appelée, en matière de règle-

1. Conseil d'État, 30 nov. 1906, aff. Denis et autres. *Gazette du Palais*, 7 déc. 1906.

ment d'eau, à concilier les intérêts de l'agriculture avec le respect dû au droit de propriété. »

Le conseil d'État a donc le pouvoir d'apprécier si le préfet a non seulement observé les formes légales, mais encore s'il n'a pas outrepassé ses droits en refusant à tort la dérogation de l'article 2 au patron réalisant les conditions prévues par la loi. Ce droit d'apprécier le bien fondé de l'arrêté n'enlève pas au recours « le caractère d'un recours pour excès de pouvoir » et par suite, « ce recours peut être introduit sans ministère d'avocat et sans frais, dans les conditions de l'article 4 de la loi du 17 avril 1806 ¹ et des articles 1 du décret du 2 novembre 1864, et 1 du décret du 22 juillet 1806 ».

Une double question très intéressante, née de l'article 9, a reçu une solution devant le Conseil d'État. La voici : un syndicat patronal a-t-il qualité pour former une demande de dérogation ? un syndicat ouvrier a-t-il qualité pour faire une demande en dérogation ?

C'est le syndicat des patrons coiffeurs de Limoges qui a soulevé la question.

Ce syndicat avait introduit une demande en dérogation devant le préfet de la Haute-Vienne, et celui-ci avait refusé cette dérogation. Le syndicat se pourvut alors contre l'arrêté du préfet devant le Conseil d'État qui rejeta le pourvoi par ce motif : « qu'un syndicat n'est

1. Conseil d'État, 30 nov. 1906, solut. imp. concl. de M. Romieu, *Gazette du Palais*, 7 déc. 1906.

recevable à ester en justice pour la défense des intérêts particuliers de l'un de ses adhérents qu'autant qu'il a reçu pour cela un mandat spécial ¹. »

Prévoyant l'objection qu'on pourrait lui faire, en déclarant que l'action du syndicat était engagée dans

1. La décision du Conseil d'État est ainsi conçue :

Le Conseil d'État,

Sur l'intervention de la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Limoges :

« Considérant que le mémoire en intervention a été présenté sur papier non timbré ; que dès lors il n'est pas recevable ;

« Sur la requête du syndicat des patrons coiffeurs de Limoges :

« Considérant que si, aux termes du dernier paragraphe de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906, l'autorisation accordée à un établissement doit être étendue à ceux qui dans la même ville font le même genre d'affaires et s'adressent à la même clientèle, l'article 2 suppose nécessairement que la situation de tout établissement pour lequel l'autorisation est demandée fait l'objet d'un examen spécial de la part du préfet ;

« Considérant, d'autre part, que s'il appartient à un syndicat professionnel de prendre en leur propre nom la défense des intérêts dont ils sont chargés, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers, sans y être autorisés par un mandat spécial ; que, par suite, le syndicat requérant ne pouvait adresser la demande au préfet que comme mandataire de chacun de ses membres pour lesquels la dérogation était sollicitée ;

« Considérant que la demande collective présentée au préfet par le syndicat et qui, d'ailleurs, ne contenait l'indication ni du nom des patrons coiffeurs pour lesquels elle était formée, ni du siège de leurs établissements, n'était accompagnée d'aucun mandat ; que dans ces conditions, cette demande n'était pas régulière, et que, dès lors, la requête contre l'arrêté qui a refusé d'y faire droit doit être rejetée..... » (*Gazette des Tribunaux*, 6 janvier 1907).

l'intérêt général de la profession, que cet intérêt était sa raison d'être, et que le bénéfice de la dérogation devait profiter à tous les adhérents, aux termes du paragraphe 4 de l'article 8, le Conseil d'État, dans son arrêté du 28 décembre 1906, répond d'avance, en disant : « l'article 2 suppose nécessairement que la situation de tout établissement par lequel l'autorisation est demandée fait l'objet d'un examen spécial de la part du préfet. »

« D'où il résulte, dit M. Cabouat, professeur à la Faculté de Droit de Caen, que si l'action du syndicat correspondait en fait à un intérêt général, elle se présentait en droit comme la défense d'un intérêt particulier ¹. » M. Romieu avait ainsi conclu : « Pour que, en cette matière, la demande du syndicat puisse être accueillie; il faut qu'il se présente comme le mandataire des patrons demandeurs en dérogation, exerçant en leur nom, et pour le compte de chacun d'entre eux, l'action individuelle, avec telle justification du mandat qu'il appartiendra au juge, selon les circonstances, d'exiger; c'est la condition nécessaire de la recevabilité de l'action, c'en est en même temps la condition suffisante. »

« Pour les syndicats ouvriers, au contraire, tout pourvoi formé par eux contre un arrêté accordant à un ou plusieurs établissements l'une des dérogations

1. *Revue critique*, avril 1907. La législation ouvrière au Parlement.

prévues par le § 2 de l'article 2, écrit M. Cabouat, doit être considéré *de plano* comme justifié par la défense d'un intérêt professionnel, et comme tel pleinement conforme aux conditions implicitement requises par l'article 6, § 1, de la loi du 21 mars 1884, pour la recevabilité de l'action syndicale ».

M. Romieu, dans ses conclusions, dans l'affaire des syndicats de Limoges, est du même avis : « La conclusion à laquelle nous arrivons, dit-il, vise uniquement les pourvois formés par les chambres syndicales de patrons contre des refus de dérogations; nous ne voudrions pas que l'on se méprît sur notre pensée, et que l'on fût tenté, par une fausse analogie, de croire que la même solution s'imposerait pour les pourvois formés par les syndicats ouvriers contre les arrêtés préfectoraux, accordant des dérogations. Il importe en effet de considérer simultanément les deux faits de la question. La loi du 13 juillet 1906 a été faite dans l'intérêt des ouvriers : les dérogations sont subordonnées, pour les patrons, à certaines conditions légales; il appartient donc aux ouvriers, bénéficiaires de la loi, de contester en droit la légalité d'une dérogation accordée à un patron. « Nous avons décidé, disait le rapporteur dans la séance du Sénat du 5 avril 1906, que l'arrêté pourrait toujours être frappé d'appel; de telle façon que s'il y a abus dans un sens ou dans l'autre, l'intéressé puisse toujours en appeler... Ces pourvois, lorsqu'ils seront formés par un syndicat

ouvrier, auront-ils le caractère d'une action syndicale ou d'une action individuelle ? Il nous semble ici que la situation juridique est toute différente de celle correspondant au cas où le pourvoi est formé par le commerçant demandeur en dérogation. Les ouvriers n'ont aucune demande individuelle à former, aucun titre nominatif à obtenir; le syndicat se pourvoit contre un acte positif du préfet qui, en raison de la généralisation même dont il peut être l'objet, est de nature à léser les intérêts collectifs de la profession; il ne plaide pas au nom de telle ou telle personne qui devrait, le cas échéant, être renvoyée nominativement devant le préfet, il plaide au nom de l'ensemble des ouvriers qui se prévalent du principe édicté en leur faveur par la loi, et demandent non la délivrance d'un titre individuel, mais l'annulation d'un titre individuel, qui fait tort aux droits de la corporation. Il semble que ce soit bien là le cas de l'action syndicale; la solution pourrait donc, et devrait selon nous, être toute autre que dans l'hypothèse qui nous occupe, et c'est pourquoi nous avons tenu à la réserver. »

Effet suspensif du recours. — Le § 2 de l'article 9 dit que le recours au Conseil d'État sera suspensif.

Que faut-il entendre par là ? Des interprétations bien différentes ont été données de ce texte; on peut ramener selon nous les opinions émises à trois principales :

Dans une première opinion, on prétend que l'exis-

tence d'un pourvoi donne au demandeur le droit de substituer le régime dérogatoire que vient de lui refuser le préfet au repos collectif du dimanche, en attendant la décision du Conseil d'État.

Nous croyons que cette interprétation est fausse; la loi aurait-elle donc fourni elle-même des moyens aux patrons pour la méconnaître? « Il leur suffirait de demander successivement les diverses dérogations énumérées par l'art. 2, § 2, et de frapper d'un pourvoi devant le Conseil d'État chaque arrêté préfectoral lui en refusant le bénéfice.

« Automatiquement, et par le seul effet du caractère suspensif de ces pourvois, l'impétrant bénéficierait d'un régime exceptionnel, tant qu'il n'aurait pas été statué par arrêt sur le rejet de ces demandes multiples ¹. »

Une deuxième opinion a été émise dans deux jugements de tribunal de simple police de Marseille. « Le recours est suspensif, disaient en résumé ces jugements, seulement de la poursuite et de la condamnation ». Tant que le Conseil d'État n'aura pas statué, l'action pénale sera arrêtée; et si le recours est refusé, elle reprendra sa marche; s'il est admis, elle sera éteinte. La Cour de Cassation a rejeté ce système par deux arrêts rendus le 24 janvier 1907, après le rapport de M. le

1. *Revue critique*, avril 1907. La législation ouvr. au Parl. J. Cabouat, professeur à la Faculté de droit de Caen.

conseiller Bouloche, et conformément aux conclusions de M. l'avocat général Lombard.

La troisième opinion est l'opinion ministérielle.

Elle a été émise nettement dans la circulaire du 3 septembre 1906, puis dans celle du 4 février 1907.

La Cour de Cassation l'a faite sienne, non sans résistance, après la démission de deux rapporteurs, dans un arrêt rendu le 18 janvier 1907, cassant un jugement du tribunal de simple police de Bergerac.

M. Viviani a très clairement énoncé la théorie, en écrivant : « Le recours est suspensif de l'arrêté préfectoral, c'est-à-dire que, moi, commerçant, qui demande une dérogation, si le préfet me la refuse, je suspends son arrêté par un pourvoi, et j'attends que le Conseil d'État ait délibéré, en donnant tort ou en donnant raison au préfet, mais en attendant je me conforme à la loi. »

De son côté, M. Guyot-Dessaigne écrivait dans sa circulaire du 4 février 1907 : « Si aux termes de l'article 9, le recours formé contre l'arrêté du préfet en suspend l'exécution, cet effet suspensif n'affecte que cet arrêté, en produisant, selon les circonstances, les conséquences qu'il comporte, et qu'il ne saurait, en aucun cas, faire échec à l'application immédiate de l'article 2, § 1, de la loi. »

Aucune des trois théories ne nous satisfait; la dernière encore moins que les autres. D'abord elle détruit

complètement l'avantage pratique de l'effet suspensif; ensuite elle autorise des poursuites, fondées uniquement sur l'exercice prématuré d'un droit réellement existant, droit qui sera formellement reconnu plus tard.

Ce sont, contre cette théorie, deux objections qu'il nous semble difficile de détruire. Nous nous rangeons plutôt à l'avis du tribunal de simple police de Marseille, mais le mieux serait de refaire cet article, avec une rédaction plus nette, et une portée mieux délimitée et plus précise.

CHAPITRE V

CRITIQUE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906, AU POINT DE VUE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.

Nous nous efforcerons de démontrer dans ce chapitre qu'une loi sur le repos hebdomadaire était inutile en France dans les circonstances où nous nous trouvions ; que d'ailleurs cette loi porte atteinte à la liberté du travail ; que, d'une façon générale, l'intervention excessive du législateur en matière de travail a de déplorables conséquences au point de vue économique et social.

Enfin, nous examinerons si l'État n'a pas outre-passé les limites fixées à son intervention.

1° *Inutilité de la loi.* — Tout d'abord, nous tenons à affirmer hautement que nous sommes partisans convaincus de l'utilité du repos pour le travailleur, et que si nous discutons l'opportunité de la loi sur le repos hebdomadaire et, d'une façon plus générale, l'intervention trop fréquente de l'État dans les rapports d'employeurs à employés, nous reconnaissons que le repos d'une journée sur sept est une nécessité pour l'ouvrier.

Cette nécessité est d'ailleurs admise par tout le

monde. Se plaçant à des points de vue différents, les poètes, les écrivains, les médecins, les économistes, les sociologues, les philosophes, tous les gens éclairés reconnaissent que le travail continu est « un lent suicide ».

Chateaubriand écrivait : « La loi du septième jour est en parfait accord avec les lois de la nature ; elle a des harmonies géométriques que les anciens cherchaient à établir entre les lois particulières et les lois générales. Elle donne le 6 pour le travail, et ce 6, par multiplication, engendre les 360 jours de l'année et les 360 degrés de la circonférence. On peut donc trouver magnificence et philosophie dans cette loi religieuse, qui divise le cercle de nos labeurs ainsi que le cercle décrit par les astres dans leurs révolutions, comme si l'homme n'avait d'autres termes à ses fatigues que la consommation des siècles, ni de moindres espaces à remplir de ses douleurs que tous les temps ».

Évidemment, les arguments de Chateaubriand en faveur du repos hebdomadaire ne sont guère scientifiques, mais l'idée est ingénieuse et poétique et nous l'avons signalée pour cela.

Les médecins sont plus positifs : le Dr Garnier déclare que les employés de magasins qui ne se reposent pas sont usés et obligés de ne plus travailler au bout de dix ans, dans la proportion de six pour vingt ; le Dr Debove, le Dr Fère affirment que les ouvriers qui se reposent un jour sur sept seront bien moins expo-

sés à la tuberculose que ceux qui ne prennent aucun repos ; le Dr Massey (États-Unis) prétend qu'observer le repos hebdomadaire, c'est prolonger sa vie de sept années sur cinquante ; le Dr Haegler (Suisse) est du même avis.

Dans son livre: *A travers la législation du travail*, M. Dubief, qui joint l'expérience du sociologue à la science du médecin, écrit : « Pour que l'être humain ne s'étirole pas et conserve au physique comme au moral sa santé, il est indispensable qu'il puisse, par moment, faire trêve à l'effort, et s'imposer une halte dans la fatigue. »

« Celui qui peine aux durs labeurs où s'épuisent les forces physiques a besoin, par intervalles, de l'inaction du corps dans la récréation de l'esprit.

« Celui au contraire dont la vie s'absorbe dans les travaux de la pensée a besoin de rompre par quelque fatigue corporelle momentanée, comme celle qui résulte de longues marches, de la chasse ou divers sports, la continuité de l'effort cérébral : « Quand vient le repos du dimanche », comme le dit Pierre Dupont dans une de ses admirables chansons, il faut au paysan comme à l'ouvrier la promenade lente et paresseuse, où l'un ne cherche que l'air pur et le gai soleil, où l'autre va voir son champ dans l'espoir de la récolte future, tous deux à la recherche des forces nécessaires pour les rudes tâches du lendemain.

« A l'un comme à l'autre, il faut aussi la table où

l'on s'accoude pour causer à l'aise ou pour jouer, mais où les membres las se reposent; il leur faut aussi le cercle des enfants, les lectures intéressantes dans la douceur bienfaisante des intimités familiales, et des joies de l'amitié. »

M. Millerand, dans son ouvrage, *Le socialisme réformiste français*, écrit dans le même sens : « L'homme est un organisme aussi fragile qu'admirable, guetté à chaque pas de la route par les accidents et les déchéances, qu'ils viennent des conflits avec les choses, des imperfections de régime social ou des tares ataviques. »

Terminons ce faisceau de citations par les quelques lignes de Macaulay, l'éminent historien anglais : « Quand le travail chôme, dit-il, quand la charrue repose dans le sillon, quand la Bourse se complaît dans le silence, quand la cheminée de l'usine est dépourvue de son panache de fumée, il se fait une opération aussi importante pour la richesse nationale que celle qui s'accomplit pendant le labeur des autres jours : l'homme, la machine des machines, répare ses forces, se remonte pour retourner à son travail le lundi, l'intelligence plus vive, l'âme plus courageuse, le corps plus vigoureux. »

De ces lignes que nous pourrions citer plus nombreuses, de ces opinions émanant d'hommes différents, nous concluons avec M. Cabouat : « que le repos hebdomadaire est d'étroite nécessité biologique et

morale, qu'il est la condition d'équilibre des forces physiques du travailleur, de son développement intellectuel ainsi que des relations familiales et sociales sans lesquelles l'homme ne peut vraiment prendre conscience de sa personnalité ¹. »

Mais où nous ne sommes plus d'accord avec tous les auteurs que nous venons de citer, c'est pour déclarer qu'une loi imposant le repos hebdomadaire était nécessaire. Nous prétendons, au contraire, qu'elle ne l'était pas. Le repos hebdomadaire, en effet, était entré dans nos mœurs d'une façon presque générale; des dispositions étaient prises déjà par beaucoup de patrons pour l'accorder à leurs ouvriers ou employés, de façon aussi complète que la loi leur a accordé, sans léser les intérêts de personne, au mieux des affaires et du commerce. La loi du 13 juillet 1906 a tout brusqué, tout bouleversé.

Les adversaires de notre théorie affirment que par suite de l'état des esprits, le Gouvernement devait intervenir; nous déclarons, au contraire, que c'est précisément à cause de l'état des esprits, parce que, des luttes partielles qui pouvaient surgir, serait née une institution beaucoup plus solide que celle imposée par la loi, que l'abstention du législateur s'imposait davantage. Nous étions sur le point, par la force même des choses, d'arriver à une entente générale.

Renversant ce qui avait été fait, édifiant sur de nou-

1. *Revue critique*, avril 1907.

velles bases, le législateur a déchaîné des passions qui ne sont pas près encore de se calmer. Le repos hebdomadaire est nécessaire, ceci nous le reconnaissons parfaitement, mais avec M. Paul Leroy-Beaulieu, avec M. Payen, avec bien d'autres, nous prétendons qu'il ne fallait pas l'imposer, et, selon les propres expressions de l'un des partisans de la loi, M. Cabouat : « Il était plus sûr de s'en remettre aux libres initiatives des intéressés plutôt que de leur imposer la formule nécessairement rigide d'une prescription légale ¹. »

Il y a trente ans, dans n'importe quelle ville de France, la vie commerciale et industrielle était aussi intense le dimanche que les autres jours de la semaine. Puis peu à peu, à la suite de démarches d'employés ou d'ouvriers, d'ententes entre patrons, on vit des ateliers, des magasins fermer une partie de la journée du dimanche, puis la journée tout entière.

Peu à peu, ce mouvement se généralisa. D'ailleurs les patrons avaient autant d'intérêt que les ouvriers et employés à ce que l'habitude de prendre un jour de repos entrât dans nos mœurs. En peu d'années, le progrès fut considérable ; et surtout dans les grandes villes, presque tous les employés ou ouvriers jouissaient de leur dimanche ou d'une grande partie.

D'une façon pacifique souvent les employeurs et employés se mettaient d'accord, et lorsque les ouvriers

1. *Revue critique*, avril 1907.

avaient affaire à un patron hostile au repos, la menace d'une grève l'obligeait souvent à céder.

D'ailleurs l'idée du repos hebdomadaire était universellement admise ; les journaux, les revues, les conférences, les congrès contribuaient à la faire adopter par tous les Français, et à quelques rares exceptions près, personne ne songeait à protester contre la fermeture des magasins, ou le chômage dans les ateliers et usines.

Les premiers temps, on était surpris de ce mouvement, et gêné de ne pouvoir rien acheter le dimanche, mais peu à peu on s'y habitua. C'était l'acheminement rapide et certain vers le repos complet du dimanche, lorsqu'est intervenue la loi de 1906.

Au lieu d'avoir une institution coutumière et solide, comme le dimanche anglais, nous avons une institution légale, fragile parce que légale, qui peut être renversée demain par le souffle des passions politiques.

Il eût mieux valu, comme le pensait M. Prévôt lui-même, « aider à l'épanouissement complet de l'habitude excellente, déjà largement prise, de chômer le dimanche ».

« Il n'y avait qu'à laisser se poursuivre l'évolution commencée, écrivait M. Édouard Payen, en mai 1906, et à l'aider seulement par quelques mesures bien comprises, et le repos hebdomadaire eût été définitivement conquis. Parmi les mesures qui auraient facilité et

activé l'évolution déjà nettement marquée, il en est plusieurs de très simples. Avant d'attendre qu'une loi ne le leur impose, l'État, les départements et les communes auraient dû décider que le repos hebdomadaire serait la règle dans leurs ateliers et leurs chantiers, ainsi que dans toutes les entreprises qui ont des contacts avec eux ¹. »

Les congrès, avons-nous dit, ont contribué à la diffusion de l'idée du repos hebdomadaire. Pendant ces dernières années, ils ont été assez nombreux et presque tous internationaux. Les hommes qui en faisaient partie, sociologues ou économistes, éminents pour la plupart, n'étaient pas tous partisans de l'intervention législative dans la question du repos hebdomadaire.

Citons, parmi les congrès importants, le congrès de Paris en 1889, où fut émis le vœu suivant.

« Il y a des hommes qui souffrent de l'abus que l'on fait de leur travail, qui voudraient se reposer et qui ne le peuvent pas. Il est donc du devoir de tous ceux qui reconnaissent l'importance du repos hebdomadaire de créer et d'entretenir dans l'opinion publique, par tous les moyens en leur pouvoir, la conviction des avantages multiples qui résultent pour les forces, pour la santé, pour la moralité, d'un jour régulier de repos judicieusement employé. Le minimum de repos

1. *Economiste français*, Le Repos hebdomadaire, n° du 5 mai 1906.

qu'en principe un homme doit avoir est d'un jour par semaine. »

Parmi les autres congrès importants, citons encore ceux de Berlin en 1890, de Bruxelles en 1897, de Paris en 1900. Au congrès de Berlin, la France avait envoyé, pour la représenter, MM. Jules Simon et Tolain, sénateurs; Burdeau, député; Linder, vice-président du Conseil supérieur du Travail, et un ouvrier mécanicien Victor Delahaye.

C'est l'empereur Guillaume lui-même qui avait convoqué ce congrès.

Les ligues se formèrent nombreuses aussi pour l'obtention d'un jour de repos. Les congrès d'employés émirent de leur côté des vœux dans le même sens à Lyon en 1901, à Bourges en 1903, à Limoges en 1904.

Ces vœux, ces désirs légitimes de l'armée des travailleurs de se reposer un jour par semaine étaient approuvés et compris de l'immense majorité des Français. Il n'y avait donc, nous le répétons, qu'à laisser faire, qu'à laisser « le principe du repos hebdomadaire s'introduire sans secousse dans nos mœurs industrielles et commerciales ».

2° *La loi a porté atteinte à la liberté du travail.* — D'ailleurs, même si nous n'avions pas été à la veille d'aboutir à une réforme générale, l'État ne devait pas intervenir en cette matière. Nous prétendons que dans le cas particulier le législateur a porté atteinte à la

liberté du travail, et que, d'une façon générale, toutes les fois qu'il légifère sur de telles questions, il va trop loin dans son intervention.

Le législateur, disons-nous, a porté atteinte à la liberté du travail. Les partisans de la loi déclarent au contraire que cette liberté a été respectée, et que la loi de 1906 n'a pas imposé à qui que ce soit une obligation du repos, mais qu'elle a interdit simplement aux patrons d'occuper un ouvrier ou un employé plus de six jours par semaine, et M. Poirrier écrivait dans son rapport : « Les adversaires de toute loi sur le repos hebdomadaire posent en principe que chacun est libre de prendre du repos, quand il le veut et quand il le peut.

« Personne n'y contredit. Il ne saurait être question en effet de rendre le repos obligatoire pour qui que ce soit, d'empêcher ceux qui ont la libre disposition de leur temps d'en faire ce que bon leur semblera, d'interdire au petit patron pas plus qu'au chef d'un grand établissement, à l'artisan, au petit marchand qui travaille seul, sans ouvrier ni employé, d'exercer son commerce où son industrie tous les jours de la semaine. »

C'est ainsi, dit-on, qu'un patron peut faire travailler le dimanche sa femme et ses enfants, que lui-même peut travailler, et qu'un ouvrier est libre d'employer sa journée comme *extra* dans un établissement autre que le sien et admis au roulement.

De telles affirmations sont des sophismes, et nous prétendons que la liberté du travail est profondément atteinte. On dit : l'ouvrier peut travailler comme *extra*. Mais en fait, c'est impossible : un garçon de café ne peut faire l'ouvrage d'un ouvrier d'usine, ni un spécialiste de la métallurgie, par exemple, s'engager pour son jour de sortie dans un hôtel ou dans un établissement qui n'est pas de sa partie ; et, même à supposer que dans sa localité, il existe des établissements où il trouve une occupation analogue à celle qui est sienne les autres jours de la semaine, peut-on croire que le patron de cet établissement engagera pour un jour l'employé, l'ouvrier de la maison voisine et concurrente, qui peut surprendre des secrets et donner des indications très utiles à son véritable patron !

Le patron, disent encore les partisans de la loi, peut travailler avec sa famille comme bon lui semble, mais vraiment est-il possible de faire fonctionner un jour entier avec deux ou trois personnes un établissement qui comporte la présence de dix ou vingt ouvriers ?

En principe donc, la loi dit à l'ouvrier : « Travaille où tu voudras en dehors de l'atelier ordinaire » ; au patron : « Garde ta boutique, ton magasin ouvert si cela te fait plaisir »... En fait, elle les met tous les deux dans l'impossibilité presque absolue de travailler ; elle leur *impose* un jour de repos ; il y a là une atteinte réelle à la liberté du travail.

La loi est donc mauvaise. Pour notre part, nous ne

concevons pas, comme l'écrit M. Édouard Payen, « qu'on impose à un homme auquel on reconnaît tous les droits d'un citoyen libre, dont on a fait un électeur, l'obligation de ne pas travailler aussi longtemps qu'il lui plaît ¹. »

Nous reconnaissons que l'intervention législative ou administrative est justifiée parfois dans l'ordre industriel et commercial, et que même, disons-le franchement, elle est nécessaire dans certains cas. Ainsi nous trouvons que l'État a eu raison d'intervenir pour protéger l'enfant et la femme contre les abus de travail et pour veiller à ce qu'une fatigue excessive n'arrête pas leur développement physique et moral. Mais même en ce cas, comme l'écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, « il faut que le législateur évite les excès ; il est nécessaire d'interdire le travail précoce des enfants et le travail exagéré des adolescents, mais, d'autre part, en voulant les couvrir d'une protection, soit trop méticuleuse, soit trop prolongée, non seulement on entrave le développement de l'industrie ou restreint l'accroissement désirable, en France du moins, de la population, mais encore on voue à la paresse et à la fainéantise, aux mauvaises habitudes, une partie de ces jeunes êtres dont on a la prétention de sauvegarder l'avenir. »

Nous sommes adversaires déclarés de la réglementation pour les adultes ; il y a là, nous l'avons dit, une atteinte à la liberté individuelle, et une fois engagé

1. *Économiste français*, n° du 15 septembre 1906, p. 383.

dans cette voie, nous ne concevons pas quelle règle, quelle méthode, l'État peut suivre pour ne pas sortir du droit chemin, ou pour s'arrêter à temps. L'arbitraire est inévitable.

Si nous considérons ce qui s'est passé à l'étranger, nous en voyons la preuve dans la loi sur le repos hebdomadaire allemand. Le législateur n'avait pas tout d'abord prescrit la fermeture des magasins le dimanche; il s'était contenté, comme nous l'avons fait en France, d'interdire d'occuper les employés ce jour-là; il estimait en effet qu'imposer une telle obligation serait une atteinte trop grave à la liberté : « Puis on a senti que dans de telles conditions, le contrôle était difficile, et on a demandé au Reichstag, qui l'a accordé, que, entre autres pour les coiffeurs, quand les employés étaient partis, les patrons cessassent aussi le travail. Engagé dans cette voie, il n'y avait pas de raison pour aller jusqu'aux plus extrêmes limites et on y est allé. Afin que les commerçants soumis au repos hebdomadaire ne puissent se plaindre d'aucune concurrence, les distributeurs automatiques sont assimilés aux magasins, et assujettis aux mêmes peines de fermeture. C'est ainsi que la réglementation légale en matière de travail et de concurrence est presque sans limite.

« Quand on s'engage dans cet engrenage, on ne sait jusqu'où on sera obligé d'aller. On se trouve toujours en face de surenchères nouvelles ¹.

1. *Économiste français*, 5 mai 1906. Éd. Payen, p. 628.

La loi allemande n'est pas la seule à attenter aussi gravement à la liberté; la loi autrichienne, faite cependant avec un esprit très libéral, en est arrivée aussi à interdire l'ouverture des magasins le dimanche, même de ceux qui ne comportent la présence d'aucun employé, et, en Angleterre, il s'est formé des associations pour obtenir ce résultat. La France, qui se targue d'être le pays de toute liberté, sera forcée un jour d'en arriver à ce point et d'imiter les nations, les royaumes, qui l'ont précédée dans la réglementation du travail, en imposant le repos obligatoire.

3° *Conséquence de l'excès de législation sociale.*

D'ailleurs en examinant les conséquences de l'excès de législation sociale et de réglementation du travail, nous pouvons nous rendre compte qu'économiquement elles ont été des plus fâcheuses.

Prenons par exemple et d'abord la loi de 1900, par laquelle le législateur a interdit d'occuper un ouvrier adulte pendant plus de dix heures dans un atelier où il y a avec lui des femmes et des enfants.

Que s'est-il produit après la promulgation de cette loi? Pour répondre, nous nous aiderons des rapports insérés au *Journal officiel* du 27 août 1906, émanant de la commission supérieure du travail.

« Il n'y a, comme l'écrit M. Éd. Payen, qu'à y glaner pour rassembler bientôt une ample gerbe de tous les méfaits que peut causer une réglementation excessive. »

Tout d'abord les patrons ont cherché les moyens de continuer à employer leurs ouvriers adultes pendant onze ou douze heures. Les uns ont par suite purement et simplement renvoyés leurs apprentis; les autres les ont mis dans des ateliers à part, où ils n'apprennent rien et perdent beaucoup de temps, d'autres enfin ne les emploient que certains jours, lorsqu'il est inutile de garder les ouvriers adultes pendant plus de dix heures; mais lorsqu'il y a des commandes pressées, les apprentis ne viennent pas afin que les adultes puissent rester plus longtemps à l'usine.

La loi de 1900 a donc eu comme conséquences de supprimer complètement l'apprentissage dans certaines industries et de laisser sans travail des jeunes gens de 13 à 18 ans, soit d'une façon continue, soit d'une façon intermittente. Donc elle tend à la disparition des bons ouvriers spécialistes, et d'autre part, elle contribue à changer en vauriens, par suite de l'oisiveté où ils sont condamnés, des jeunes gens qui seraient peut-être devenus d'honnêtes travailleurs.

Et cependant, reconnaissons-le, la loi avait été faite dans un but humanitaire, avec de bonnes intentions.

On dira : tout cela est la faute des patrons. Pourquoi, pour se soustraire à la loi renvoient-ils leurs apprentis? Mais il faut considérer que les patrons, à quelques rares exceptions près, n'abusaient pas des forces de leurs apprentis, que dans un atelier d'adultes

où il était employé, l'apprenti travaillait souvent moins longtemps que ses compagnons.

Obliger un patron qui occupe mille ouvriers pendant onze heures à ne plus les occuper que pendant dix heures, parce que, dans chaque atelier, il y a un ou deux apprentis, c'est lui supprimer mille heures de travail par jour ; c'est lui infliger une grosse perte de temps et d'argent : c'est le mettre dans une situation d'infériorité évidente, certaine, vis-à-vis de ses concurrents ; et tous les concurrents ne sont pas en France !

D'ailleurs il suffit qu'un patron renvoie, ou mette à part ses apprentis, pour que les industriels de la même branche soient obligés d'agir de même ; sans cela, c'est accorder à leur concurrent une supériorité sur eux ; c'est consommer leur propre ruine. La loi de 1900 a donc eu nécessairement des conséquences économiques désastreuses.

Considérons maintenant les conséquences de la loi du 13 juillet 1906. D'abord cette loi n'a satisfait personne, et parce que selon les propres paroles d'un député radical, M. Gast, « elle est applicable ¹. »

« Elle a produit, écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, une profonde déception dans certains milieux d'ouvriers et d'employés ; ceux-ci avaient compris que le repos dominical leur était assuré tandis que le choix entre les différents modes de repos hebdomadaire peut les en priver.

1. *Journal officiel* du 7 février 1908, Débats parlementaires.

« La loi peut être tournée le plus facilement du monde : il est défendu en effet à un patron d'occuper un ouvrier ou un employé plus de six jours consécutifs par semaine, mais il n'est nullement interdit à un patron d'embaucher le septième jour un ouvrier qui vient de travailler six jours chez un autre patron, de sorte que deux patrons qui s'entendraient, ainsi que leurs ouvriers, pourraient le plus facilement du monde éluder la loi ¹. »

De ce mécontentement des uns, de cette tendance des autres à méconnaître la loi par les moyens que cette loi elle-même leur offre, sont nés de nombreux conflits, qui ne sont pas près encore de disparaître. De nouveaux, au contraire, surgissent tous les jours : employeurs et employés en sont arrivés à se défier mutuellement les uns des autres ; les premiers ne veulent pas céder, les seconds parlent de *sabotage*, et qu'est-ce qui souffre de cet état de choses ? C'est le public, qui constate que cette loi, qui devait satisfaire tout le monde, a mécontenté la plupart, et qu'elle contribue à arrêter la vie industrielle, commerciale et économique en France.

Le législateur a fait trop vite une loi, que même des partisans acharnés de son intervention reconnaissent peu souple, et d'une application difficile. « Il aurait dû songer qu'on ne peut imposer à tous les membres

1. *Économiste français*, n^o. du 13 oct. 1906, P. Leroy-Beaulieu, p. 526.

d'une nation dans l'exercice de leur profession une règle absolue ; il faut admettre à toute règle des dérogations nombreuses ; celles-ci font que la règle édictée court grand risque, dans la pratique, de devenir l'exception, auquel cas il valait beaucoup mieux ne pas l'édicter ¹. »

Cette loi donc, dont on attendait le plus grand bien, a eu comme conséquence de contribuer à rendre plus âpre la lutte entre employeurs et employés, de rendre plus difficiles les contrats de travail, de soulever de nombreux procès, de multiplier les grèves, et les résultats de cet état de choses, ce sont : pertes d'argent pour les patrons et pour les ouvriers, perte de temps, et gêne pour le public.

La loi a donc trompé, a déçu tout le monde, même ceux qui l'attendaient comme un bienfait.

Une autre conséquence des lois sur la réglementation du travail est de contribuer à l'accroissement des fonctionnaires. Lorsque des lois interviennent sur cette question, elles créent toujours de nouvelles charges aux inspecteurs et aux inspectrices de travail : « Pour qu'elles soient respectées, il faut que partout on ait des contrôleurs, et quelque invraisemblable que soit la chose, le législateur, tout en multipliant les réglementations, n'a pas paru songer qu'il lui faudrait multiplier aussi les inspecteurs. » Tout au long du dernier

1. *Économiste français*, n° du 24 nov. 1906, P. Leroy-Beaulieu, p. 750.

rapport de la commission du travail, des statistiques ou des réflexions nous avertissent que le nombre des inspecteurs est insuffisant. Parlant du personnel enfantin rencontré dans des établissements soumis d'une façon complète aux lois qui réglementent le travail, ce document nous apprend que sur 541.941 enfants de moins de 18 ans, 320.540 seulement ont été visités en 1905. La protection légale n'a donc pas été réelle pour les 221.298 autres, et il ajoute : « L'opinion semble faite aujourd'hui que le nombre actuel des inspecteurs du travail ne saurait suffire à assurer une application convenable des lois qui réglementent le travail. »

« C'est ce qu'a compris le Parlement, lorsqu'il a accordé récemment, à titre de première augmentation, un accroissement de crédit de 32.000 francs, sur le chapitre inspection du travail ¹ ».

Ces chiffres datent d'avant la promulgation de la loi du 13 juillet 1906. Cette loi a augmenté encore les attributions des inspecteurs, et, par conséquent, le besoin de multiplier ces inspecteurs se fait sentir davantage encore maintenant. Il faut donc, il faudra donc créer de nouveaux fonctionnaires, si l'on veut faire respecter la loi.

Cette augmentation du nombre des fonctionnaires contribue à grever chaque jour plus lourdement notre budget, à accroître les charges de chacun. Les lois qui

1. *Économiste français*, n° du 15 septembre 1906, p. 383. Éd. Payen.

exigent une semblable augmentation pour être appliquées sont donc défectueuses.

D'ailleurs, devant le nombre des formalités à remplir, des détails à connaître, les inspecteurs, à moins d'être spécialisés, ne pourront plus s'y reconnaître eux-mêmes dans l'application des textes. C'est donc nécessairement que leur nombre grandira, et que notre budget sera plus lourd.

4° *Des limites de l'intervention de l'État.*

Nous ne sommes pas partisans de la théorie dite de l'*État-gendarme*, théorie qui a bien peu d'adeptes aujourd'hui. Nous croyons que l'intervention de l'État est nécessaire parfois, et que son rôle ne se borne pas à un rôle de surveillance.

Ainsi, nous l'avons dit, nous approuvons le principe de son intervention, sinon sa méthode, en ce qui concerne les enfants, et même les femmes.

Mais nous prétendons que cette intervention est un mal lorsqu'elle s'exerce à l'égard des adultes, et que cet excès de législation sociale nous conduit directement au socialisme d'État, c'est-à-dire à l'absorption complète de l'individu par la société.

C'est la suppression de la liberté individuelle sous prétexte de protection.

Des économistes : Dunoyer¹, Courcelle-Seneuil, Léon

1. L'opinion de Dunoyer nous semble très complètement résumée dans ces lignes : « Le pouvoir, écrit-il, n'a point à remplir le rôle de précurseur... Il a le devoir étroit d'attendre que les idées,

Say, etc., ont tenté de démontrer que l'État ne devait intervenir que dans des questions de police, de justice, d'hygiène et de défense nationale; nous ne croyons pas qu'ils y aient réussi. Ils forgent ainsi un idéal enviable, mais ils se placent en dehors de la vie pratique des nations.

Le rôle de l'État est plus important.

Par contre, depuis quelques années, dans tous les pays, même en Angleterre, la terre classique de l'individualisme, une tendance générale entraîne les légis-

même justes, se soient naturalisées dans le pays... Il ne serait pas bon qu'il fit des surprises aux opinions régnantes, même dans l'intérêt de la vérité ».

A propos de Dunoyer, M. Schatz, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, écrit très justement. « Ce n'est pas seulement le culte raffiné de la liberté, si étranger à nos préoccupations présentes, qui mérite à l'œuvre de Dunoyer d'être tirée de l'oubli et soumise aux méditations de nos contemporains. En faisant de l'État un producteur de sécurité, en montrant l'importance capitale et croissante de son rôle, et la nécessité de l'y spécialiser pour qu'il s'en acquitte convenablement, Dunoyer a formulé un principe dont la France du ^{xx}e siècle fournit trop clairement la confirmation. L'État est devenu pour nous le dispensateur des grâces providentielles, l'artisan de notre idéal moral, le collaborateur de tous les genres de la production nationale. Il apparaît de plus en plus qu'il a négligé parmi ses fonctions la seule nécessaire, la seule qui lui revenait de droit et qui était d'assurer notre sécurité à l'intérieur et à l'extérieur ; semblable à ces objets hétéroclites et funestes inspirés par « l'art nouveau » qui étonnent le regard et confondent l'imagination par l'étrangeté de leur aspect et la diversité de leurs usages et qui, partout également incommodes, peuvent remplir indistinctement tous les emplois, hormis celui qui est leur destination naturelle. (Voir Schatz, *l'Individualisme*, p. 215.)

lateurs à faire intervenir l'État pour améliorer le sort des travailleurs.

C'est là un danger, danger aussi réel que celui qui provient d'un individualisme trop absolu : celui d'Herbert Spencer, par exemple, qui écrivait : « Sous la forme, même la plus modeste, toute proposition de s'immiscer dans l'exercice des activités des citoyens, si ce n'est pour garantir leur limitation réciproque, est une proposition d'améliorer l'existence en violant les conditions fondamentales de la loi ¹ ».

Nous ne sommes pas non plus de l'avis de M. Courcelle-Seneuil qui prétend « que la société n'a pas de devoir, et qu'il s'agit seulement de rechercher les attributions qu'il peut être utile et sans danger de confier aux fonctionnaires qui, à un moment donné, représentent le Gouvernement ². »

Avec les partisans de la théorie individualiste, nous admettons que le rôle essentiel de l'État consiste sur tout dans l'organisation de la police et de la défense nationale, mais il ne se borne pas là. Il est des circonstances où l'État doit nécessairement intervenir.

Quelle est donc la limite de cette intervention ?

Dans quelles conditions est-elle un bien ?

L'opinion qu'émettait M. Aucoc, membre de l'Institut, en 1886, nous semble toujours des plus justes :

1. *L'individu contre l'État*, traduit par Gerschel, p. 156.

2. Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, année 1886.

« Pour l'organisation des services publics aux frais des contribuables, disait-il, et pour les subventions, l'intervention n'est légitime que si *l'impuissance des individus isolés ou volontairement associés est démontrée, et si le bien qu'il s'agit de faire dans l'intérêt commun est impossible sans le concours de la puissance sociale.*

« Cette impossibilité justifie la transformation de la contribution des citoyens en une contribution forcée.

« Pour les mesures de police, d'interdiction, de limitation de la liberté des contrats, l'intervention de la puissance publique n'est légitime que *s'il s'agit de préserver la société d'un mal*, la société, et non les individus ou une collection d'individus, autrement nous descendrions rapidement la pente qui conduit au socialisme ¹ ».

Est-il des cas où nous approuvons en France l'intervention de l'État dans ces dernières années ?

Oui, nous reconnaissons que l'État a eu raison d'organiser l'Assistance publique, parce que la charité privée était impuissante à soulager toutes les misères; que l'État a eu raison encore de créer des institutions de prévoyance comme les caisses d'épargne, l'initiative privée n'ayant pas pu suffire à les généraliser; nous admettons les règlements qui limitent le travail des

1. Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, année 1886.

enfants parce que, en ce cas, comme le dit M. Aucoc, « c'est l'avenir de la nation qui est en jeu ».

Mais nous répétons encore que nous sommes opposés à toute réglementation pour le travail des hommes.

Soutenir le contraire, c'est ouvrir la porte toute grande au socialisme. En particulier pour la loi que nous venons d'étudier, nous prétendons que l'État a outrepassé ses pouvoirs, qu'il n'est pas resté dans les limites de son intervention.

Il ne s'agissait nullement « de protéger la société d'un mal », en imposant le repos obligatoire, et il n'était pas démontré que le bien qu'a pu réaliser la loi était impossible sans le concours de la puissance sociale.

Au contraire : « Le progrès des mœurs, la propagande des particuliers et des associations, la pression aussi de l'opinion publique pour peu que, d'autre part, les pouvoirs publics (se fussent) résignés à donner le bon exemple et à interdire sur leurs chantiers ainsi qu'à leurs fournisseurs tout travail dominical (auraient fait) beaucoup plus pour l'universalisation du repos hebdomadaire qu'une loi '... »

Telle est donc notre opinion sur l'intervention de l'État dans les rapports des individus entre eux.

Si nous recherchons quelle est la cause de l'excès de

1. *Économiste français*, 24 nov. 1906, p. 751, P. Leroy-Beaulieu.

législation sociale pendant ces dernières années, nous la trouvons dans l'organisation de notre société. La démocratie, comme le dit M. de Tocqueville, tend sans cesse à augmenter les attributions de l'État et des charges sociales. « La raison en est que le plus grand nombre des électeurs, qui a des ressources personnelles très limitées, désire se procurer le plus de satisfaction qu'il est possible en puisant dans la bourse commune, dans le budget de l'État et dans les budgets locaux.

« Les formes des gouvernements ne changent rien au fond des choses. Les gouvernements autoritaires vont au devant des désirs de la classe la plus nombreuse pour éviter les révolutions. Nous le voyons en Allemagne. Dans le régime parlementaire, les candidats font assaut de promesses devant les électeurs, et, une fois qu'ils sont élus, multiplient les propositions de lois et assiègent les ministres pour donner satisfaction à leurs électeurs par un prélèvement sur le budget ¹. »

Ces paroles, prononcées il y a vingt ans, sont encore aujourd'hui l'expression exacte de la vérité. Nous y trouvons très nettement déterminées les raisons de la naissance d'un grand nombre de lois, un peu dans tous les pays, que leurs auteurs même ont votées ou promulguées, souvent malgré eux, malgré leurs idées.

1. Rapport déjà cité, L. Aucoc.

CHAPITRE VI

RAPIDE EXPOSÉ DE QUELQUES PROPOSITIONS DE LOIS ET DU PROJET DE M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉ- VOYANCE SOCIALE PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906.

Dès que la loi sur le repos hebdomadaire fut entrée en vigueur, on fut bien obligé de reconnaître que telle qu'elle était, elle ne pouvait fonctionner. L'« Usine à lois » qu'est le Parlement avait livré une machine défectueuse. Aussitôt les constructeurs eux-mêmes s'efforcèrent de réparer ce qu'ils avaient mal fait.

M. Cornaud, le premier, déposa le 5 novembre 1906 une proposition de loi portant modification de la loi de 1906. Depuis, M. Trouin, M. Georges Berry, M. Fernand Engeraud, MM. Empereur et Chion-Ducollet, M. Cosnard, M. Hector Depasse, MM. Charles Leboucq et Marc Réville, M. Maurice Viollette, M. Guillemet, ont à leur tour déposé de semblables propositions.

M. Viviani, à la suite d'interpellations, a rédigé de son côté un projet de loi au nom du Gouvernement.

Nous allons passer en revue rapidement quelques-unes de ces propositions et le projet du Ministre du travail.

Proposition Georges Berry, Beauregard, etc.

(20 novembre 1906).

Cette proposition comporte deux articles :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 relative au repos hebdomadaire est complétée par l'addition du paragraphe suivant :

Toutes les fois qu'il y aura entente entre les patrons et employés ou ouvriers, les établissements commerciaux et industriels jouiront du droit de dérogation prévu par l'article 2.

ART. 2. — L'article 3 de la même loi est complété par l'addition du paragraphe suivant :

Exceptionnellement, dans les commerces de l'alimentation, le repos pourra être fractionné et groupé.

Cependant, il devra être accordé aux employés au moins une demi-journée de repos par semaine, le dimanche ou le lundi dans les établissements qui consentiront le repos collectif à leur personnel.

Dans ceux qui n'auront qu'un employé ou qui donneront le repos par roulement, il devra être accordé au moins, soit une demi-journée chaque semaine, soit une journée pour deux semaines.

Les autres jours de repos dus par les patrons à leurs employés, afin de parfaire le chiffre de cinquante-deux jours, seront groupés suivant accord entre les intéressés.

Toutefois, dans les boulangeries, le repos de cinquante-deux jours pourra être divisé par mois ou par saison à la volonté des contractants.

Lors du dépôt de cette proposition, un débat très vif s'engagea à la Chambre. Finalement, elle fut ren-

voyée à la Commission du travail par 429 voix contre une.

Dans l'article premier, MM. Berry et Beauregard se sont efforcés de rendre à l'employeur et à l'employé le droit de contracter librement. Ils ne cherchent pas à détruire le principe du repos hebdomadaire, à l'effacer de la loi ; leur but est simplement de laisser le patron et l'ouvrier libres de s'entendre sur la façon dont le repos sera pris et donné. Ils considèrent, avec raison selon nous, que les intérêts particuliers et l'intérêt général n'auront qu'à gagner à un tel état de choses.

Le plus souvent, surtout dans le grand commerce et dans les entreprises importantes, les traités qui interviendraient seraient discutés de syndicats à syndicats, c'est-à-dire entre parties également puissantes. On n'aurait par suite aucune pression à redouter de la part du patron sur l'employé ou l'ouvrier, pour l'obliger à accepter ce qui lui plairait. La proposition Berry aurait en outre comme résultat la suppression de l'arbitraire administratif, légalement consacré par la loi de 1906. Donc puisque cette loi existe et qu'il faut l'accepter, la réforme proposée nous paraît bonne, nous dirons même nécessaire.

Les modifications contenues dans l'article 2 ne visent que les commerces de l'alimentation.

Dans ces commerces : boulangeries, épiceries, boucheries, etc., après accord intervenu entre patrons et employés, le repos pourra être fractionné et groupé.

Les contrats passés pourront varier suivant les endroits. Là encore ce sont des questions à discuter, surtout dans les grandes villes, entre représentants des syndicats, de façon à arriver pour le même endroit, et pour la même corporation, à une entente générale, telle qu'elle respecterait les intérêts de chacun. Dans ces commerces, les employés ne jouiraient donc pas du repos hebdomadaire, mais de cinquante-deux jours de congé par an, avec latitude de prendre, soit une demi-journée de repos par semaine, soit une journée par quinzaine, à défalquer sur le total des cinquante-deux jours de congé.

Dans cet article, MM. Berry et Beauregard font tous leurs efforts pour donner à la loi la souplesse dont elle est totalement dépourvue.

Nous ne croyons pas que les moyens proposés soient excellents. De l'application de ce système de repos fractionné et de jours groupés, il nous semble qu'il naîtrait plus de chicanes que d'accords parfaits.

Il serait bien difficile, même dans la même ville, dans la même corporation, dans le même syndicat, de mettre tout le monde d'accord, de contenter tout le monde.

Il y aurait toujours des mécontents par principe, il en résulterait des troubles, des désordres. Il nous semble préférable de rendre à chacun sa complète liberté.

L'article 2 de la proposition Berry et Beauregard ne nous paraît donc pas acceptable.

Proposition Cosnard (26 mars 1907).

La proposition de M. Cosnard a été déposée le même jour que celle de MM. Empereur et Chion-Ducollet, et toutes deux furent renvoyées à la Commission du Travail.

La proposition de M. Cosnard est ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER.— L'art. 2, § 2, de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

C. — « Le dimanche après midi avec repos compensateur par roulement, soit d'une demi-journée par semaine, soit d'une journée par quinzaine. »

ART. 2. — L'art. 3 est complété ainsi qu'il suit :

« Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire, suivant les cédules A, B et C tous les établissements faisant uniquement la vente au détail.

« Les hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons pourront donner le repos par roulement d'une demi-journée par semaine, plus une journée par mois, et quinze jours de repos groupés.

« Les boulangers et autres commerçants faisant travailler la nuit sont autorisés à donner par roulement aux ouvriers occupés à la fabrication soit cinquante-deux jours par an répartis en douze repos mensuels, soit trois jours consécutifs par mois, plus seize jours de repos groupés. »

ART. 3. — L'art. 5, §§ 2 et 3, est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tout établissement, le repos pourra être donné par roulement aux palefreniers, pompiers et veilleurs de nuit, sans que l'établissement perde le bénéfice de l'art. 6, § 3.

« Dans les établissements occupant moins de sept ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le

repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail. »

ART. 4. — L'art. 8, §§ 1, 2 et 3, est modifié ainsi qu'il suit :

« Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues à l'art. 2, il sera tenu, s'il ne fait pas partie de l'une des catégories admises de droit à cette exception, d'adresser une demande à l'inspecteur divisionnaire du travail qui devra notifier à l'intéressé, dans le délai d'un mois, sa décision motivée.

ART. 5. — L'art. 9 est modifié ainsi qu'il suit :

« La décision de l'inspecteur divisionnaire pourra être déferée au Ministre du Travail qui statuera, dans le délai d'un mois, après avoir pris l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, et sauf recours au Conseil d'État. »

ART. 6. — L'art. 17 est complété ainsi qu'il suit :

« ... ni aux ouvriers et employés dont le travail régulier n'excède pas cinq heures par jour dans un même établissement. »

L'article 1^{er} de cette proposition ne vise qu'un point de détail. M. Cosnard estime qu'il est « indispensable que les établissements ayant le bénéfice de la dérogation prévue par l'art. 2, cédule C, et n'ayant le repos collectif que le dimanche après midi, soient autorisés à donner le repos compensateur non seulement une journée par quinzaine, mais encore une demi-journée par semaine, ce qui n'est d'ailleurs que l'extension et la généralisation de la disposition contenue dans l'art. 5, § 3 »¹. Ce n'est là qu'un point de détail dont

1. Exposé des motifs. Annexe au procès-verbal de la séance du 20 mars 1907, n° 865.

l'utilité ne nous paraît pas *à priori* démontrée, et qui ne pourrait l'être, croyons-nous, que par l'expérience.

« Un point plus important, dit M. Cosnard, mérite d'attirer l'attention (et les réformes qu'il propose sont contenues dans l'art. 2 de sa proposition) ; l'expérience a révélé que fort peu de détaillants peuvent donner le repos collectif le dimanche. La plupart ont par suite demandé une des dérogations prévues par l'art 2. Pour se prononcer sur ces demandes, les Conseils municipaux, notamment le Conseil municipal de Paris, ont surtout considéré le nombre des employés ou ouvriers occupés dans l'établissement, et dès lors, ils n'ont pu que s'arrêter à une solution absolument arbitraire... — Afin d'éviter précisément toute décision arbitraire, ne paraît-il pas plus simple de donner à tout détaillant le droit d'user d'une des dérogations prévues aux cédules A, B et C, en laissant soumise à l'autorisation la cédule D, qui, il faut le reconnaître, pourrait se prêter à des abus si elle était généralisée ¹. »

Si cette proposition était adoptée, tous les détaillants auraient donc le droit d'accorder à leur choix à leurs employés, au lieu du repos collectif du dimanche, ou bien le repos collectif un autre jour que le dimanche à tout le personnel de leur établissement, ou bien un repos du dimanche midi au lundi midi, ou bien enfin

1. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, 20 mars 1907, n° 865.

l'après-midi du dimanche, avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine.

M. Cosnard s'efforce comme M. Berry de rendre ainsi la loi plus facilement applicable, car il reconnaît avec raison que plusieurs de ses dispositions sont « de nature à porter un trouble sérieux dans certains commerces et certaines industries, et qu'il y a lieu d'en modifier quelques articles » ¹.

Les moyens proposés par M. Cosnard sont-ils bons? Nous ne pouvons le dire. Il est évident que l'honorable député cherche lui aussi à rendre à la liberté individuelle le champ d'application que la loi de 1906 a si considérablement restreint, et qu'il s'efforce de protéger les intérêts commerciaux et industriels compromis par cette loi. L'intention est donc bonne, surtout parce qu'elle tend à réduire considérablement les pouvoirs du préfet en matière de dérogation. A cause de cela, donc, même si les moyens proposés ne sont pas excellents, la réforme nous paraît supérieure à la législation actuelle.

L'article 2, *in fine*, vise deux catégories de commerçants qui « ne peuvent assurément pas appliquer le roulement tel que leur accorde la loi du 13 juillet 1906; ce sont d'une part les hôteliers, restaurateurs, débitants de boissons, et, d'autre part, les boulangers ² »

1. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, 20 mars 1907, n° 865.

2. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, 20 mars 1907, n° 865.

et, d'une façon générale, tous les commerçants faisant travailler la nuit.

Pour tous ces commerçants, M. Cosnard propose de fractionner et de grouper les jours de repos.

C'est le même système que celui exposé par M. Berry. Il ne s'agit plus ici de repos hebdomadaire à proprement parler, mais de congés, de vacances.

Nous avons dit ce que nous pensions d'un tel système. Pour en arriver là, il était inutile de faire une loi, de déchaîner des luttes, d'exciter les passions, il n'y avait qu'à respecter ce qui existait.

L'art. 3 s'occupe des pompiers, palefreniers et veilleurs de nuit. M. Cosnard estime que le travail dont ils sont chargés implique la faculté pour ceux qui les emploient de leur donner le repos hebdomadaire par roulement. Ceci nous semble nécessaire, en effet.

« Il conviendrait également, expose M. Cosnard, dans le but de rendre plus facile aux petits commerçants l'exécution de la loi, d'étendre aux établissements admis à donner le roulement et occupant moins de sept ouvriers (au lieu de cinq), la faculté prévue par l'article 5, § 3, de substituer au repos d'une journée entière le repos de deux demi-journées par semaine¹.

C'est là une extension du § 3 de l'article 5, qui, cependant, au Sénat, avait donné prise aux critiques.

Certains sénateurs, en effet, trouvaient que les éta-

1. Annexe au procès-verbal déjà cité.

blissements occupant cinq ouvriers étaient d'une importance suffisante pour ne pas bénéficier d'une dérogation.

Dans l'article 6, M. Cosnard juge que les ouvriers et employés ne travaillant pas plus de cinq heures dans un même établissement doivent tomber sous le coup de l'article 17 de la loi de 1906, c'est-à-dire ne pas jouir des bénéfices de cette loi.

Le point le plus important de la proposition Cosnard est établi dans les art. 4 et 5 de cette proposition. D'après ces articles en effet, ce n'est plus le préfet qui serait seul maître des dérogations à accorder, mais l'inspecteur divisionnaire du travail. Celui-ci devrait motiver ses décisions qui pourraient être référées au Ministre du travail, lequel statuerait dans le délai d'un mois après avoir pris l'avis du Comité consultatif des Arts et manufactures.

Sa décision pourrait être déférée au Conseil d'État.

M. Cosnard juge avec raison « que la procédure à suivre pour statuer sur les demandes en dérogations, telle que l'a édictée la loi du 13 juillet 1906, a peut-être été une des causes principales des difficultés auxquelles s'est heurtée son application. « Il ne peut échapper à personne, dit-il, que les commerçants ou industriels placés dans des conditions analogues doivent avoir un même traitement sur tout le territoire. Or, l'application de l'article a fait apparaître sur ce point de graves inconvénients; les différents avis que doivent

solliciter les préfets avant de statuer, peuvent être, et sont souvent en fait contradictoires, non seulement dans deux départements limitrophes, mais encore dans un même département, rendant ainsi fort difficile à réaliser cette uniformité de traitement absolument indispensable. »

Nous ne sommes pas complètement de l'avis de M. Cosnard ; et, si cependant sa réforme ne nous paraît pas absolument mauvaise, ce n'est pas parce qu'elle tend à l'uniformité de traitement, mais parce qu'elle enlève aux préfets le droit d'accorder des dérogations.

Malheureusement, le système proposé ne nous semble guère meilleur que celui de la loi. Que ce soit le préfet ou l'inspecteur divisionnaire qui statuent, leurs décisions ne nous paraissent pas présenter une garantie plus grande dans un cas que dans l'autre. Cependant nous aimerions mieux encore voir le pouvoir aux mains de l'inspecteur qu'en celles du préfet. D'ailleurs, comme le dit fort justement M. Cosnard, « il convient d'observer que le droit réclamé plus haut pour tous les détaillants d'user d'une des cédules A, B, C, aura pour effet certain de diminuer considérablement le nombre des demandes et d'atténuer l'importance de la modification proposée pour l'article 8 ¹. »

1. Annexe au procès-verbal déjà cité.

Dans son ensemble, la proposition Cosnard n'est pas mauvaise, et nous croyons que si elle était adoptée, elle aurait pour résultat, « en assouplissant la loi aux besoins reconnus des divers commerces et industries, de lui donner plus d'élasticité. »

3^o *Proposition Hector Depasse* (23 mars 1907).

Cette proposition a été déposée sur le bureau de la Chambre des Députés le 23 mars 1907 ¹. Elle a été renvoyée à la commission du travail. Elle ne comporte qu'un article ainsi conçu :

« Dans toute entreprise, atelier, usine, fabrique, magasin, établissement industriel ou commercial, où il existe une Commission, comité ou conseil permanent du travail fourni par les délégués élus des ouvriers et employés, et par les représentants du patron, ce conseil est chargé de régler lui-même l'application de la loi sur le repos hebdomadaire. »

Cette proposition équivaut à l'abolition pure et simple de la loi de 1906. Elle revient à dire: « Il existe une loi sur le repos hebdomadaire, mais ignorez-la, et, après entente, prenez votre repos comme bon vous semblera. »

« Il importe, écrit M. Depasse, que la République, gouvernement d'éducation sociale, appelle les ouvriers, les employés et les chefs d'industrie et de commerce

1. Annexe au procès-verbal de la Chambre des Députés, 23 mars 1907, n^o 891.

à administrer eux-mêmes leurs affaires, dans tous les cas où cela est possible. »

Et cela est possible en matière de repos hebdomadaire. Une loi sur cette question était donc inutile. La proposition de M. Depasse en est l'aveu.

4^o *Proposition Charles Leboucq et Marc Réville.*
(23 mars 1907).

Déposée sur le bureau de la Chambre le 23 mars 1907, cette proposition eut le même sort que les précédentes, et fut renvoyée à la Commission du travail. Elle comprend trois articles :

ARTICLE PREMIER. L'art. 2 de la loi du 13 juillet 1906 relative au repos hebdomadaire est ainsi complété :

« a) Par roulement à tout ou partie du personnel.

« Dans ce cas, l'accord intervenu entre l'employé ou ouvrier et le patron, sur la fixation du jour où le congé doit être pris, sera consacré par l'administration. »

ART. 2. L'art. 3 de la même loi est ainsi complété :

« Après 1^{er}, fabrication.

« Toutefois, dans les industries de l'alimentation, le repos d'un jour par semaine pourra être remplacé par une demi-journée par semaine, plus une journée par mois et quatorze jours de repos groupés.

« Dans les professions qui s'exercent exclusivement la nuit, les ouvriers occupés à la fabrication auront droit à treize jours de repos tous les trois mois, à prendre en une fois ou par fraction suivant accord avec les patrons. »

ART. 3. L'article 5 de la même loi est ainsi complété :

« Dans les établissements admis à donner le repos par

roulement, ce repos pourra être remplacé par un repos d'une demi-journée par semaine plus une journée par mois, et quatorze jours de repos groupés ¹. »

Dans son ensemble, la proposition de MM. Leboucq et Marc Réville ne diffère guère de celles de MM. Berry et Beauregard et de M. Cosnard. Comme leurs collègues, ces députés s'efforcent de rendre la loi plus facilement applicable, de respecter davantage la liberté individuelle et de protéger les intérêts industriels et commerciaux, totalement négligés par la loi de 1906. « Il est certain que l'application de la loi apporte un malaise considérable dans les habitudes du commerce et de l'industrie, écrivent MM. Leboucq et Marc Réville..... Elle ne tient aucun compte de l'accord qui peut intervenir, pour l'application des dérogations, entre l'ouvrier ou employé et le patron. Elle ne permet pas à l'employé ou ouvrier de grouper un certain nombre de journées grâce auxquelles il pourra prendre *un repos de vacances*, se déplacer du champ de son travail, aller retremper ses forces dans l'air natal.

« Le texte de cette loi est également insuffisant pour les industries de l'alimentation, et pour certaines où l'on travaille non le jour, mais la nuit, les boulangeries par exemple, et où un certain groupement est indis-

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 23 mars 1907. Chambre des Députés, n° 892.

pensable. » Les moyens proposés sont analogues à ceux contenus dans les autres propositions et ne varient que dans les détails ; c'est le système du roulement plus étendu, du roulement d'une demi-journée chaque semaine, ou d'une journée par quinzaine, avec un certain nombre de jours de repos groupés. Les industries visées sont aussi les mêmes. Nous croyons donc inutile d'étudier plus à fond la proposition de MM. Le-boucq et Marc Réville.

5° *Proposition Maurice Violette* (26 mars 1907).

Cette proposition, déposée le 26 mars 1907, s'en fut immédiatement rejoindre ses semblables à la Commission supérieure du travail.

Elle a pour but d'accorder le repos hebdomadaire aux domestiques attachés à la personne, et d'organiser un régime spécial pour tous les employés et ouvriers logés et nourris chez le patron. Elle est ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER. Le premier paragraphe de l'article premier de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Il est également interdit d'occuper plus de six jours par semaine un domestique attaché à la personne. »

ART. 2. L'art. 2 de la même loi est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, lorsque l'ouvrier ou l'employé sera logé et nourri chez le patron, le repos hebdomadaire sera d'une demi-

journée par semaine avec repos compensateur de deux journées par mois ou de quatre journées tous les deux mois. La détermination de ce repos sera faite par accord entre l'employé ou l'ouvrier et le patron.

« Ne pourront profiter de cette faculté que les patrons qui, occupant moins de dix ouvriers ou employés de la présente catégorie, auront fait à la mairie de leur résidence déclaration du nombre des employés et ouvriers logés et nourris chez eux. Ils devront, en outre, tenir à jour un carnet spécial émargé par l'ouvrier et l'employé à chaque sortie. Copie de ce carnet certifiée conforme par le patron sera remise en fin d'année par ce dernier à la mairie qui aura reçu la déclaration ci-dessus précisée ¹. »

M. Violette expose ainsi les motifs de sa proposition : « Il est incontestable que parmi toutes les catégories de travailleurs, les domestiques attachés à la personne sont parmi ceux qui ont le plus besoin du repos hebdomadaire. Mais cependant il faut bien reconnaître qu'à leur égard du moins, il ne peut pas être question de faire application pure et simple de la loi actuelle.

« D'une part l'un des principaux arguments, et des plus sérieux, pour le repos à jour fixe et spécialement pour le repos dominical, fait défaut en ce qui les concerne. Les domestiques attachés à la personne sont, en effet, en immense majorité, célibataires, et il ne peut être question pour eux de la reconstitution, une fois par semaine, d'un foyer qui n'existe pas.

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 26 mars 1907, n° 895.

« D'autre part, imposer à eux et à leurs patrons un jour de repos par semaine serait évidemment entraîner le patron à prendre contre eux de ces mesures rigoureuses dont l'effet a pu malheureusement être constaté déjà. Le patron, le jour du repos, les prie d'aller le passer au dehors de chez lui.

« On ne peut pas accepter, de gaîté de cœur, la mise sur le pavé, une journée tout entière par semaine, de jeunes gens et surtout de jeunes filles à qui l'employeur fermerait résolument sa porte pendant 24 heures. Seule, sans foyer où se réfugier, sans table où s'asseoir, que veut-on que devienne la jeune fille ?

« En allant au fond des choses, on reconnaîtra que ce qui fait la grosse difficulté pour les domestiques attachés à la personne, c'est qu'ils sont à la fois logés et nourris chez leur patron.

« Il faut d'ailleurs généraliser et reconnaître que semblable est la situation de tout ouvrier ou employé également logé et nourri chez le patron.

« Le fait qu'une personne est logée et nourrie chez une autre lui enlève, il faut bien le reconnaître, une large part de son indépendance. Il est d'un autre côté certain qu'un semblable contrat de travail a été fait précisément en vue de ce que le domestique, l'ouvrier ou l'employé acceptent de n'avoir pas un temps de travail nettement invariable et préfixé.

« L'ouvrier et l'employé s'engagent à se plier aux

exigences du patron au moins sur trois points importants : l'heure des repas, l'heure des sorties, l'heure de la rentrée au logis. Le repos hebdomadaire ne peut donc dans la circonstance être fixé que par accord individuel.

« Il y a lieu de remarquer que la reconnaissance de ce principe va nous permettre du coup d'apporter la solution à nombre des questions les plus délicates soulevées par le repos hebdomadaire. Boulangers et hôteliers de province, petits boutiquiers, tous ou presque tous ont leurs employés à la fois logés et nourris chez eux et le problème se trouve dès lors pour eux immédiatement résolu.

« Cependant, il ne faut pas que le repos hebdomadaire soit un leurre et il ne faut pas que, derrière l'accord individuel, on dissimule un parti pris de désobéissance à la loi. Mais il ne faut pas non plus qu'on puisse, sous prétexte de surveiller la loi du repos, se livrer dans le domicile à de véritables inquisitions ou perquisitions. Il s'agit donc de créer des contraventions faciles à saisir.

« On arrivera à ce résultat, en exigeant d'abord du patron qui a chez lui des employés logés et nourris une déclaration qu'il a des employés logés et nourris.

« Le simple fait de cette déclaration permettra du coup aux inspecteurs du travail et aux divers officiers de police judiciaire de dresser la liste des personnes assujetties. Il sera bien difficile à un patron de ne pas

faire semblable déclaration. Le fait qu'on a chez soi une ou plusieurs personnes logées et nourries est un fait patent et de notoriété publique. Tout le monde sait bien que X, commerçant, loge et nourrit son personnel.

« Si donc la déclaration n'est pas faite, le contrevenant sera aussitôt connu et en contravention par ce seul fait.

« D'autre part, il faut exiger du patron qu'il tienne un carnet spécial signé par l'ouvrier à chacune de ses sorties. Ce livret devra toujours être présenté à l'inspecteur du travail à toute réquisition. S'il n'est pas à jour, ce simple fait sera l'occasion d'une nouvelle série de contraventions, sans que pour cela l'inspecteur du travail soit obligé à se livrer à une enquête pour prouver que la loi n'est pas respectée. La seule tenue irrégulière du carnet sera à elle seule une raison de contravention.

« Mais jamais, ni les commissaires, ni les inspecteurs ne pourront visiter qu'un nombre infime de livrets, et si le contrôle devrait se borner là, il serait illusoire.

« Il faut donc organiser le contrôle par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire les obliger à envoyer chaque année, dans le courant de janvier, une copie certifiée conforme de leur livret à la mairie qui aura reçu leur déclaration primitive. De telle sorte, le service de l'inspection du travail pourra étudier tout à

loisir ces feuilles et suivre le fonctionnement de la loi.

« Toute omission dans l'envoi du relevé du carnet certifié conforme constituera une contravention facile à saisir par le rapprochement avec la liste des déclarations. De même tout relevé témoignant d'une inobservation de la loi mettra également son auteur en contravention ¹. »

Dans le premier article de sa proposition, M. Violette ne s'occupe que des domestiques attachés à la personne, pour lesquels il veut obtenir le repos hebdomadaire ; et dans le second il indique les moyens de contrôle destinés à leur en assurer les bénéfices, en même temps qu'il propose une réglementation nouvelle pour tous les employés ou ouvriers logés et nourris chez leur patron.

Il nous semble que vouloir comprendre les domestiques dans le champ d'application de la loi existante serait une faute lourde, une erreur grossière. Nous allons nous efforcer de le prouver.

M. Violette ne songe dans sa proposition qu'à une certaine catégorie de domestiques : les domestiques des grandes villes.

A la campagne, en effet, il ne saurait être question de repos hebdomadaire : le valet de ferme, le berger, vivent souvent de la même vie que le métayer ou le

1. Exposé des motifs. Annexe n° 885 déjà cité.

fermier; ils partagent ses peines et ses plaisirs, ils s'asseoient le plus souvent à sa table; ils se reposent quand il se repose et travaillent quand il travaille. Peut-on raisonnablement imaginer que chaque semaine, le patron dira à son domestique : « Tu es libre cet après-midi », et tous les mois : « Pars pour deux jours, la loi le veut. » Mais le garçon sera stupide d'avoir deux jours de liberté! S'il reste dans le pays il ira à l'auberge où il boira, ou bien il s'ennuiera toute la journée. « Qu'il aille dans sa famille, dira-t-on ! » Mais s'il n'est pas du pays, c'est une dépense pour lui que de partir tous les mois, et s'il est du pays, il voit ses parents, sinon tous les jours, certainement très souvent. Ceux-ci, d'ailleurs, préféreront de beaucoup le voir logé et nourri par son maître que de l'avoir à leur charge pendant deux jours.

Nous prétendons d'ailleurs, que même pour les domestiques des villes, le repos hebdomadaire ne peut être institué. Il est en effet aussi dangereux de laisser à un jeune homme, à une jeune fille, une après-midi de liberté que de lui laisser une journée entière, quoi que prétende M. Violette.

Bien souvent les parents de ces jeunes gens ne voudront pas savoir leurs enfants livrés à eux-mêmes, exposés à toutes sortes de dangers, pendant une demi-journée de flânerie dans les rues de Paris, de Lyon, de Marseille, etc. Le système même de deux jours de congé par mois, ou de quatre jours tous les deux

mois ne rend pas la réforme pratique. Les domestiques sont en place souvent loin de leur pays, et ce serait pour eux une très grosse dépense que d'aller chez eux, même seulement six fois par an. Alors pendant leurs jours de congé, que feront-ils ? Ils resteront à battre le pavé de la ville où habite leur patron, se logeant, se nourrissant à leurs frais. Qu'en résultera-t-il pour eux ? Des dépenses certainement, de l'ennui souvent, de la débauche parfois.

Conservons donc ce qui existe. Les bons patrons ne sont pas rares encore, heureusement ! et l'application de la loi du 13 juillet 1906 n'a pas donné de si brillants résultats pour que nous cherchions à en étendre davantage les effets. Le maître sait bien souvent, quoi qu'on en prétende, donner à son domestique les heures, les journées de liberté qui lui sont nécessaires et agréables.

Laissons-l'en donc juge encore, puisque les abus sont très rares.

D'ailleurs les moyens proposés par M. Violette pour assurer l'application de sa réforme créent une véritable inquisition, malgré qu'il prétende le contraire, dans toutes les maisons où il y aura des domestiques ou des employés logés et nourris. A chaque instant, un inspecteur pourra pénétrer dans le domicile d'un particulier, alors même qu'il n'aurait qu'une bonne à tout faire, et exiger qu'on lui montre un carnet de sortie.

Accepter cette proposition serait de plus créer la

délation, l'installer au foyer familial même, à l'endroit d'où elle doit être bannie par-dessus tout. Une telle proposition n'aurait qu'un résultat : accentuer davantage la lutte malencontreusement entretenue entre l'employeur et l'employé, entre le capital et le travail, et creuser davantage le sillon qui sépare malheureusement deux classes de Français.

La proposition de M. Violette nous semble donc mauvaise et dangereuse pour tous, pour le patron aussi bien que pour le domestique. La Chambre aura la sagesse de la repousser.

Projet de M. le Ministre du travail (31 mai 1907).

Le 21 mai 1907, M. Guillemet déposa à son tour une proposition de loi touchant au repos hebdomadaire. Dix jours plus tard, M. le Ministre du travail apporta à la Chambre le projet qu'il avait élaboré au nom du Gouvernement, tenant ainsi la promesse faite lors des interpellations du 23 mars 1907.

Ce projet, qui comprend sept articles, est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. Le paragraphe C de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« C. Le dimanche après-midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine, soit d'une journée, soit de deux demi-journées exonérant ensemble l'ouvrier ou employé d'une journée complète de travail. »

ART. 2. Les paragraphes troisième et dernier de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 2° Hôtels, cercles, restaurants et débits de boissons.

« Un autre règlement d'administration publique déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts fourneaux, et au repos des chefs de service qui ne pourraient, en raison de la nature de leur travail, être remplacés pendant vingt-quatre heures consécutives, chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement. »

ART. 3. Les articles 5 et 6 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 5. Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

« Dans tout établissement qui aura le repos le même jour pourront être occupés le jour du repos, pendant une demi-journée au maximum et sous réserve dans la quinzaine d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé, les personnes employées à l'entretien de la cavalerie et aux travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit du produit en cours de fabrication.

« Les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines d'épuisement, et en général, les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif, pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif.

« Le repos du personnel occupé à la vente au détail de denrées alimentaires pourra être donné sans autorisation sous la forme prévue au paragraphe C de l'article 2.

« Dans les établissements occupant moins de huit ouvriers ou

employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'un demi-journée exonérant ensemble l'ouvrier ou l'employé d'une journée complète de travail.

« Dans les villes de moins de 25.000 habitants les patrons boulangers pourront grouper pour chaque mois les journées de repos dues, en vertu de la présente loi, aux ouvriers occupés à la fabrication. Toutefois, on ne pourra recourir à cette faculté, dans les villes où les boulangers seront rattachés à un conseil de prud'hommes, que si elle a été acceptée par un référendum des ouvriers boulangers électeurs audit conseil. Ce référendum sera organisé par décret. Dans tout établissement où s'exerce un commerce au détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé par arrêté municipal lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier, ou avec une affluence extraordinaire d'acheteurs. Il ne pourra être fait usage de cette faculté par le maire plus de six fois par an.

« Art. 6. Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

« Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, les hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatiques, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum à la condition d'assurer à l'employé un nombre égal de jours de repos groupés au cours de l'année.

« Les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes peuvent suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur. Toutefois les personnes de service devront bénéficier en ce cas d'un après-midi de repos dans la semaine et être exonérées ce jour-là d'une demi-journée de travail.

« Les industries qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industries, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

« Dans les établissements commerciaux qui ont le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos pourra être suspendu cinq fois par an pour inventaire ou préparation des expositions de saison, sans que cette dérogation puisse s'appliquer à la vente. »

ART. 4. — La disposition suivante est insérée à la suite de l'article 10 de la loi du 13 juillet 1906 :

« Ils indiqueront également les mesures de contrôle particulières au repos groupé ainsi qu'aux dérogations exceptionnelles ou permanentes accordées par la présente loi ou en vertu de la présente loi. »

ART. 5. — L'article 16, paragraphe 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Est considérée comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement, en exécution du règlement prévu à l'article 10 de la loi. »

ART. 6. — Les paragraphes 2 et 3 de l'article 18 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« § 2. Les dérogations prévues à l'art. 4 et aux deux premiers paragraphes de l'article 5 de la présente loi ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

« § 3. Les dérogations au paragraphe 5 de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892. »

ART. 7. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 13 juillet 1906.

Art. 19. Lorsqu'un chef d'établissement groupe plusieurs jours de repos dans les conditions prévues par la présente loi, il est tenu de les rémunérer au taux habituel de la journée de travail de l'ouvrier ou employé.

« Lorsqu'un ouvrier ou employé occupé sous le régime des repos groupés quitte l'établissement avant d'avoir bénéficié des repos qui lui sont dus, le chef d'établissement lui en doit le paiement au taux habituel de la journée de travail.

« Est nulle de plein droit toute convention contraire aux dispositions du présent article. »

L'article 1^{er} de ce projet tend à modifier le § C de l'art. 2 de la loi du 13 juillet 1906 et à étendre davantage le régime du fractionnement facultatif du repos.

C'est à la suite des vœux émis par de nombreuses chambres syndicales que M. Viviani projette cette modification. Nous croyons pour notre part qu'elle peut faciliter l'application difficile d'une loi par trop rigide, mais l'expérience seule permettra de juger ce que vaut la réforme..

Dans l'article 2, M. le Ministre du travail étend aux cercles la dérogation de droit du repos par roulement accordé aux restaurants. Rien ne nous semble plus juste.

Puis il prévoit la publication d'un nouveau règlement d'administration publique ayant pour but de déterminer les dérogations à accorder dans les usines à feu continu, et aux chefs de service spécialisés, dans toutes les industries et dans tous les commerces : ingénieurs, contremaîtres, comptables, etc. « Le pouvoir,

écrit M. Viviani, aura soin d'édicter les prescriptions très variées, qui seront utiles pour faire face aux situations diverses qui se présenteront dans la pratique, tout en respectant le principe du repos périodique, et en assurant le nombre normal des jours de repos annuels. » M. Viviani, on le voit, s'efforce ainsi de mettre un peu d'huile dans les rouages d'une machine qui fonctionne mal.

L'article 3 du projet porte modification des articles 5 et 6 de la loi de 1906. Il tend d'abord à instituer un nouveau régime pour le personnel employé à la conduite des générateurs, nettoyage et graissage des machines, etc. Pour ce personnel, lorsque les autres ouvriers jouiront du repos collectif, le repos pourra être réduit à une demi-journée. Les ouvriers employés à l'entretien de la cavalerie et autres travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit du produit en cours de fabrication, se verront appliquer le régime du fractionnement du repos.

Pour les gardiens, concierges, etc. M. Viviani adopte la thèse de M. Cosnard, que nous avons étudiée.

Dans cet article 3, M. le Ministre du travail projette encore d'accorder de droit le repos fractionné aux établissements occupant moins de huit ouvriers, tandis que la loi ne l'accorde qu'à ceux occupant moins de cinq ouvriers.

Il admet ensuite le repos groupé pour les ouvriers boulangers, tout en qualifiant cette modification nou-

velle d'exorbitante, mais il ne l'admet qu'en cas d'entente entre les intéressés et après référendum.

Puis il restreint le droit accordé aux maires de suspendre le repos pour les fêtes locales; désormais ils ne pourront prendre des arrêtés conduisant à ce résultat que six fois par an. M. Viviani estime qu'il y a eu souvent abus depuis la promulgation de la loi.

Modifiant l'article 6, il accorde à tous les hôtels, restaurants, sans distinction de temporaires ou permanents, des villes d'eaux, stations balnéaires et climatiques, le droit de suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an, en leur imposant de donner à leurs employés un repos groupé après la saison. Il accorde la même dérogation à tous les petits hôtels, qu'ils soient ou non dans les villes d'eaux. Il leur permet, en outre, de combiner le système du repos groupé, et celui des demi-journées de repos que la loi accorde à tous les petits établissements de moins de huit ouvriers ¹.

Enfin l'article 3 du projet accorde le droit de déroger au repos hebdomadaire aux grands magasins lors des expositions de saisons et à toutes les entreprises, lors des inventaires.

C'est la confirmation des dispositions prises dans la circulaire du 10 avril 1907.

L'article 4 s'occupe d'établir le contrôle du repos groupé; l'article 5 tend à la répression plus efficace de

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires, p. 416.

la fraude, en cas de roulement principalement. Les modifications apportées par l'article 6 ne sont que des changements de références nécessités par des modifications dans le numérotage des articles visés.

L'article 7 décide que les jours de repos groupés seront payés par le patron, et que toute clause contraire sera nulle de plein droit. C'est une nouvelle atteinte à la liberté individuelle et à la liberté de contrat.

M. Viviani s'en excuse en déclarant qu'une telle atteinte est nécessaire pour ne pas créer, sous prétexte de repos groupé, le chômage légal et obligatoire.

C'est une bien faible raison lorsqu'il s'agit d'atteinte aussi grave. Pourquoi donc ne pas laisser aux intéressés le soin de régler eux-mêmes ces questions ?

Dans la voie où il s'engage, M. le Ministre du travail trouvera naturel bientôt d'obliger le patron à occuper l'ouvrier même s'il n'en a pas besoin, et il fixera lui-même le taux du salaire !

Le projet de M. Viviani a été renvoyé à la Commission du travail. Cette Commission, dont M. Zévaès est le rapporteur, n'a pas terminé ses travaux, et n'a pas élaboré encore le texte nouveau qui sera soumis au vote de la Chambre. Notons que dernièrement, sur la proposition de M. Cornand, elle a adopté un article tendant à accorder le repos hebdomadaire aux employés et ouvriers de l'État, des départements et des communes, et sur la proposition de M. Groussier, elle a décidé qu'un règlement d'administration publique déter-

minerait le mode d'application de la loi au personnel du chemin de fer ¹.

Que faut-il conclure de la rapide étude de ces propositions et de ce projet ? Nous ne concluons qu'une seule chose, c'est que la loi, telle qu'elle existe, ne peut donner de bons résultats.

L'expérience quotidienne le prouve et presque tout

1. Nous lisons dans les journaux du 5 février : « Le groupe des réformes sociales s'est réuni sous la présidence de M. Millerand le 4 février.

« M. Millerand a fait un exposé général de la question du repos hebdomadaire, des modifications proposées par le Gouvernement et des résolutions adoptées par la Commission du Travail.... Il a indiqué que la Commission du Travail s'était préoccupée de provoquer l'accord des patrons et des ouvriers sur les modes d'application de la loi, dans chaque profession. A cet effet, elle a inséré en tête du projet un article ainsi conçu :

« L'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 est complété comme suit : Les employeurs et les employés d'une même profession, ou de professions similaires et connexes, ont la faculté de choisir d'un commun accord, par profession et par région, celui des modes d'application du repos hebdomadaire, prévus par la présente loi, qu'ils estiment préférable pour leurs intérêts. Un règlement d'administration publique arrêtera les mesures nécessaires à la consultation séparée des employeurs et des employés. Les professions et les régions seront fixées en vue de l'exécution de la loi par arrêtés ministériels ».

Des journaux du 11 mars 1908 : « La Commission du Travail, réunie sous la présidence de M. Millerand, a approuvé le rapport de M. Zévaès, sur le projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Elle entendra prochainement le Ministre du Travail sur le projet en question ».

le monde le reconnaît. Il est certain qu'après toutes les circulaires, tous les décrets publics, et si le projet du Gouvernement, ou un projet analogue est voté, il ne restera rien où à peu près rien du repos hebdomadaire. Nous aurons un repos divisé, fractionné, groupé, mais non un repos collectif et dominical. Il existera un nombre incalculable de régimes, d'une application très difficile, d'un contrôle presque impossible.

Les tentatives du ministre, des députés, de la commission, ne sont que du replâtrage. C'est là un procédé qui ne réussit pas mieux en matière législative qu'en matière de construction. Lorsqu'une maison est élevée sur des bases peu solides, lorsqu'elle se lézarde, on la démolit, sinon on risque de la voir s'écrouler en faisant des victimes. Lorsqu'une loi est mauvaise, on l'abroge, de peur qu'elle aussi ne fasse des victimes avant de tomber en désuétude. Malheureusement, dans le premier cas, l'architecte, le propriétaire; dans le second, le législateur, se résolvent difficilement à faire disparaître ce qu'ils ont édifié; ils préfèrent tenter de consolider ce qui matériellement ne peut l'être. Fatalement, la catastrophe survient.

A la fin de cette étude, nous concluons donc, et croyons le faire justement, avec M. Paul Leroy-Beaulieu, que « si l'on n'abandonne pas cette malheureuse loi, véritable instruction législative, il est certain que l'application en sera toujours incohérente, incomplète et fantasque; or les lois qui ne peuvent s'appliquer

d'une façon simple, régulière et universelle, sont de mauvaises lois ¹ ».

La réforme que nous considérons comme la plus pratique, c'est la suppression pure et simple de la loi du 13 juillet 1906.

1. *Économiste français*, 24 nov. 1906, p. 751. P. Leroy-Beaulieu.

Vu, Lyon, le 18 mars 1908.

Le Président de la Thèse,

R. GONNARD.

Vu, Lyon, le 19 mars 1908.

Le doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 20 mars 1908.

*Le Recteur de l'Académie, Président
du Conseil de l'Université,*

JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	7
INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE I. Le repos hebdomadaire avant la loi du 13 juillet 1906.....	13
CHAPITRE II. Le repos hebdomadaire dans les législations étrangères.....	41
CHAPITRE III. La loi du 13 juillet 1906 devant le Parlement.	73
CHAPITRE IV. Étude intrinsèque de la loi du 13 juillet 1906.	95
CHAPITRE V. Critique de la loi du 13 juillet 1906 au point de vue social et économique.....	177
CHAPITRE VI. Rapide exposé de quelques propositions de lois et du projet de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, portant modification de la loi du 13 juillet 1906.....	203

